



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

**FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES**



**FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES**

Philippe-Antoine Charbonneau

AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

M.A. (sociologie)

GRADE / DEGRÉ

Département de sociologie et d'anthropologie

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

Étranger chez soi: le cas de la diaspora russe en Lettonie

TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

Victor da Rosa

DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

EXAMINATEURS (EXAMINATRICES) DE LA THÈSE / THESIS EXAMINERS

Leslie Laczko

Scott Simon

Gary W. Slater

Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

Étranger chez soi : le cas de la diaspora russe en Lettonie

Philippe-Antoine Charbonneau

Thèse soumise à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences
du programme de maîtrise en sociologie

Département de sociologie et d'anthropologie

Faculté des sciences sociales

© Philippe-Antoine Charbonneau, Ottawa, Canada, 2009



Library and
Archives Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 978-0-494-51830-4
Our file *Notre référence*
ISBN: 978-0-494-51830-4

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.


Canada

Résumé

Quand l'Union soviétique s'est dissoute en 1991, 25 millions de Russes se sont retrouvés dispersés dans les autres ex-républiques soviétiques. Cette minorité russe représente toujours une importante portion de la population des anciennes républiques soviétiques, notamment en Lettonie (28,5 %). Après avoir fait partie de l'URSS contre son gré, la Lettonie a adopté une politique de citoyenneté restrictive et plusieurs résidents russes sont toujours considérés comme des non-citoyens. Comment vivent ces non-citoyens ? Cette minorité russe est également qualifiée de diaspora. L'hypothèse de cette thèse est que les Russes en Lettonie ne considèrent pas la Russie comme leur chez-soi, même si celle-ci exerce des pressions sur la Lettonie. Leur chez-soi est plutôt la Lettonie, mais ils ne s'y sentent pas chez eux. Utiliser le terme 'diaspora' est-il juste si cette population n'est pas orientée vers l'extérieur ? Comment protéger sa culture sans brimer les droits des minorités ?

Remerciements

Avant tout, je tiens à remercier mon directeur de thèse et ami M. Victor da Rosa. Je le connais depuis bientôt dix ans et sa vitalité, sa générosité et son esprit critique n'ont jamais tari et ont été d'une grande influence sur mes choix de cours et de carrière. L'Université est un microcosme où il est facile de s'égarer. Au Tabaret 404 – et maintenant au Desmarais 8104 –, on se sent à l'aise. M. Da Rosa parle et écoute mais il ne juge pas; il encourage et fait confiance à ses étudiants.

Je remercie également les deux autres évaluateurs du comité de thèse rencontrés en avril 2007, M. Leslie Laczko et Mme Stéphanie Gaudet. Leurs commentaires m'ont été précieux, et souvent, des mois plus tard, ils me revenaient à l'esprit.

Certains professeurs du département ont également eu une influence positive sur moi, grâce à leur méthode de travail et leur rigueur. Je pense particulièrement à M. Scott Simon.

Finalement, il ne faudrait pas oublier le personnel administratif qui joue un rôle important dans les coulisses du savoir. J'ai trois noms en tête; Mme Louise Desforges, Mme France Prud'Homme et Mme Amélie Deschênes.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
<i>Problématique, hypothèse et objectifs de recherche</i>	1
<i>Méthodologie</i>	2
<i>Plan de la thèse.....</i>	3
CHAPITRE 1 : LA NATION.....	6
Section 1: Définir la nation et le nationalisme.....	6
<i>L'état-nation</i>	7
<i>Deux sortes de nation ?</i>	8
Section 2 : Théoriser la nation	9
<i>Benedict Anderson.....</i>	9
<i>Ernest Gellner</i>	11
<i>La société préindustrielle.....</i>	12
<i>L'ère industrielle.....</i>	13
<i>Anthony D. Smith.....</i>	15
Section 3 : La nationalisation	17
Section 4 : Les nations aujourd'hui.....	19
Section 5 : La Lettonie.....	21
<i>La nation lettone dans la région balte : généralités</i>	21
<i>Langue et religion</i>	21
<i>Les pays baltes : une même entité ?</i>	23
<i>Une nation lettone ?</i>	24
Section 6 : Histoire de la Lettonie.....	25
<i>Les occupations (Moyen-âge – 1918)</i>	25
<i>L'indépendance (1918-1940)</i>	26
<i>La Deuxième Guerre mondiale et l'annexion soviétique (1940-1945)</i>	28
<i>Périodes de survie (1950-1980)</i>	28
<i>Glasnost et Perestroïka : l'espoir renaît (1980-1989).....</i>	30
<i>L'euphorie et le chaos (1989-1991)</i>	31
<i>Une transition difficile (1991-1994)</i>	32
<i>Dépendances envers Moscou (1994-1998)</i>	35
<i>Le tournant européen (1998-aujourd'hui)</i>	37
CHAPITRE 2 : CITOYENNETÉ.....	40
Section 1 : Définitions.....	40
Section 2 : La citoyenneté lettone : l'arme principale.....	41
CHAPITRE 3 : MINORITÉS ET IDENTITÉ	44
Section 1 : Groupe minoritaire.....	44
Section 2 : Les minorités lettones	45
Section 3 : L'identité	48

CHAPITRE 4 : LES RELATIONS ETHNIQUES	50
Section 1 : Ethnie et nation	51
Section 2 : Les frontières ethniques	52
<i>Les frontières.....</i>	53
<i>Le caractère ethnique.....</i>	54
<i>Russes et Lettons</i>	56
CHAPITRE 5 : PLURALISME ET ASSIMILATION	59
Section 1 : Pluralisme.....	59
<i>M.G. Smith.....</i>	60
<i>Pluralisme letton</i>	61
Section 2 : Le multiculturalisme.....	63
Section 3 : L'assimilation	64
<i>Assimilation de la minorité russe par la Lettonie</i>	66
<i>Une assimilation lente.....</i>	72
CHAPITRE 6 : LA DIASPORA.....	73
Section 1 : Définir la diaspora	73
<i>Le chez-soi.....</i>	75
<i>Le chez-soi de la diaspora russe.....</i>	76
Section 2 : Nationalisme et diaspora	79
Section 3 : La diaspora russe en Lettonie.....	82
<i>La présence russe en République lettone</i>	83
<i>La diaspora : un concept adéquat ?.....</i>	87
<i>Une diaspora particulière</i>	88
<i>Une diaspora accidentelle ?.....</i>	89
<i>Scénarios pour l'avenir</i>	90
CONCLUSION	92
<i>Maître chez soi.....</i>	96
<i>Une nation fragile</i>	100
<i>Une langue précieuse.....</i>	102
<i>Des relations ethniques encore tendues.....</i>	104
<i>Une diaspora soudaine</i>	105
Ouverture	107
ANNEXE : Carte de la Lettonie	109
BIBLIOGRAPHIE.....	110

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Migration vers et hors de la Lettonie	33
Figure 2 : Résidents de la Lettonie selon le statut de citoyenneté	39
Figure 3 : Résidents de la Lettonie selon l'ethnicité	61
Figure 4 : Mariages interculturels	69
Figure 5 : Résidents d'ethnicité lettone par rapport à la population totale de Riga	85

INTRODUCTION

L'histoire nous l'indique, de grandes puissances se forment et s'effondrent. Pensons à l'Égypte, à Rome ou à Byzance. Plus récemment, songeons à l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) qui a pris fin au début des années 90. Il y avait dans l'URSS plusieurs républiques, chacune avec son caractère distinct, qui ne se sont jamais senties à l'aise au sein de cette Union. Dans la présente thèse, nous nous concentrerons sur une de ces républiques, la Lettonie.

La Lettonie et ses deux voisins baltes (Estonie et Lituanie) sont dignes d'intérêt de nos jours. Ces pays ont accompli beaucoup depuis une quinzaine d'années. Ils ont été conquis par des puissances étrangères plusieurs fois durant leur histoire, dont la dernière de 1944 à 1990 par l'URSS. Récemment, en 2004, les trois pays baltes se sont joints à l'OTAN et à l'Union européenne (UE). Mais surtout, ces trois pays possèdent une minorité russe importante, que Moscou surveille toujours. Cette minorité, qualifiée d'occupants, de diaspora ou de colonisateurs est l'enjeu de plusieurs litiges, notamment certains liés à la langue ou à la citoyenneté. C'est sur le terme de diaspora que nous allons nous attarder. En Lettonie, cette diaspora compose près de 30 % de la population (Leclerc 2007b). Et elle est au cœur de cette thèse.

Problématique, hypothèse et objectifs de recherche

C'est sur cette population russe à l'intérieur des pays baltes qui a subi deux chocs récents – l'indépendance de 1991 qui a coupé les liens avec la mère patrie et l'entrée dans l'UE qui a accentué cet isolement – sur laquelle nous allons poursuivre nos recherches.

Cette thèse s'intitule *Étranger chez soi : le cas de la diaspora russe en Lettonie*. Mon projet tente de comprendre le comportement d'une minorité ethnique (Russe) dans une situation particulière (après l'effondrement d'un empire). Cette minorité russe représente une diaspora puissante qui a de forts appuis à Moscou. L'intérêt de cette recherche sert à éclairer les relations entre différents groupes d'une société et de clarifier le concept de diaspora.

La notion de diaspora comporte une facette liée au chez-soi ('home'). Les Allemands utilisent le mot 'Heimat' qui en plus d'inclure le chez-soi physique, a également une dimension qui comprend la conscience et les expériences liées à son chez-soi (O'Donnell et al. 2005). Pour tous ceux qui changent de pays, il reste toujours des souvenirs de leur ancien chez-soi. Mais la diaspora russe en Lettonie a une particularité. Quand une vague massive de Russes est arrivée en Lettonie après la Deuxième Guerre mondiale, ils ne changeaient pas de pays, mais bien de républiques à l'intérieur d'un pays. La question de recherche de cette thèse est donc celle-ci : quel est le 'chez-soi' de la diaspora russe en Lettonie aujourd'hui ? Est-ce la Russie ? Est-ce l'URSS ? Mon hypothèse est que ce chez-soi est bel et bien la Lettonie. Si tel est le cas, ceci pose problème quand on attribue le qualificatif de 'diaspora' à cette population. Également, c'est d'un autre œil que nous devons comprendre l'acharnement de Moscou à défendre 'sa' population russe en Lettonie.

Méthodologie

Cette thèse est une étude de cas : « a case study may refer to the fundamental descriptive material an observer has assembled by whatever means available about some particular phenomenon or set of events » (Mitchell 2000, p. 168). Nous cherchons ici à mettre en lumière le phénomène de diaspora en général mais surtout son application à la

minorité russe en Lettonie. Les études de cas sont généralement utiles quand les questions ‘comment’ et ‘pourquoi’ sont posées (Yin 1984, p. 13). Nous cherchons pareillement à comprendre pourquoi il y a près de 30% de Russes en Lettonie et comment cette diaspora s’adapte à la société lettone. La source principale pour cette thèse sera la documentation (Yin 2003, p. 83). Celle-ci est composée de livres, d’articles scientifiques et d’articles de journaux. J’utiliserai de la documentation primaire et secondaire. Si nous nous arrêtons à la diaspora russe en Lettonie, nous devons aussi nous intéresser aux Lettons.

Plan de la thèse

Ma thèse comportera 6 chapitres : *La nation, Citoyenneté, Minorités et identités, Les relations ethniques, Pluralisme et assimilation et La diaspora*. À l’intérieur de ceux-ci, une revue de la littérature sera incluse.

La nation

Dans ce premier chapitre, nous allons définir les concepts-clés qui nous seront utiles pour ce travail, tel celui même de nation. Ensuite nous nous attarderons sur trois théoriciens de ces concepts en ajoutant quelques critiques : Benedict Anderson, Ernest Gellner et Anthony D. Smith. Nous réfléchirons aux nombreux débats toujours actifs relatifs à l’étude des nations et du nationalisme :

First among these is the question of how to define the terms ‘nation’ and ‘nationalism’. Second, scholars argue about when nations first appeared. [...] The third major debate centers on how nations and nationalism developed. [...] Finally, many of the original ‘classic’ texts on nationalism have focused on European nationalism at the expense of non-western experiences (Zuelow 2007).

Ensuite nous étalerons les grandes lignes de l’histoire de la Lettonie pour mieux comprendre la situation problématique d’aujourd’hui. Nous placerons la Lettonie dans son

contexte balte et nous tenterons de répondre à la question *Qu'est-ce que la nation lettone ?* Pour préserver la nation lettone, nous pensons que les Lettons ont une raison majeure de freiner l'intégration de ses minorités : la menace de perdre sa langue.

Citoyenneté

Après avoir défini les concepts en jeu, nous expliquerons pourquoi le débat de la citoyenneté qui fait rage en Lettonie n'est pas à l'avantage de la population russe. Nous comparerons les lois adoptées sur la citoyenneté dans les trois pays baltes.

Minorités et identités

Dans ce chapitre, nous appliquerons une définition du concept de minorité à la population russe en Lettonie et décrirons la composition de la population lettone. Ensuite, nous discuterons de la formation et de l'interchangeabilité des identités.

Les relations ethniques

Nous distinguerons ici les notions d'ethnie et de nation. Nous mettrons l'accent sur l'importance des frontières à cette époque de mondialisation.

Fredrick Barth nous sera aussi d'une grande utilité avec son introduction du livre *Les groupes ethniques et leurs frontières* (1969). Les observations de Barth sur la nature des frontières, sur leurs mécanismes, sur leur persistance et sur les distinctions ethniques seront transposées aux pays baltes tout en gardant en tête que les groupes ethniques sont « des catégories d'attribution et d'identification opérées par les acteurs eux-mêmes et ont donc la caractéristique d'organiser les interactions entre les individus » (Barth 1999, p. 205).

Pluralisme et assimilation

Nous examinerons le concept de pluralisme sous la plume de Furnivall, Jenkins et M.G. Smith qui définit le pluralisme comme « a condition in which members of a common

society are internally distinguished by fundamental differences in their institutional practice » (Smith 1969, p. 27).

Nous verrons si la diaspora russe est de plus en plus assimilée à la nation lettone. Nous nous servons du concept d'assimilation et des étapes du processus d'assimilation conçus par Milton Gordon. Les théories de Richard Alba seront également utilisées. Nous employons ici le terme 'assimilation' et non 'intégration' bien que le terme 'assimilation' ait une connotation péjorative (Glazer 1993). Selon la *Commission for Racial equality*, le terme assimilation désigne « absorbing minorities into the ways of the majority » et celui d'intégration, « equality, interaction and participation of all groups in society » (CRE 2006). Nous pensons que la population russe est lentement assimilée et que les choses se stabiliseront dans les années à venir.

La diaspora

Nous utiliserons principalement les travaux de deux chercheurs contemporains pour mieux comprendre la situation unique de la diaspora russe de l'ex-URSS et plus précisément de la Lettonie, Pål Kolstø et Rogers Brubaker. Nous désignerons par 'Russes' la population ethnique russe et par 'russophones' une population parlant le russe, qui comprend généralement les Russes, Ukrainiens et Biélorusses.

Ces questions seront au cœur de cette thèse : La diaspora russe se sent-elle de plus en plus Lettone ? Depuis l'indépendance, cette diaspora est-elle restée en Lettonie ou a-t-elle déménagé ? Nous essayerons de découvrir ce que représente le 'chez-soi' pour cette diaspora et les conséquences de cet attribut.

Finalement, il y aura une conclusion où nous reviendrons sur les hypothèses de départ. Une ouverture vers les connaissances futures sera également incluse.

CHAPITRE 1 : LA NATION

Plusieurs experts s'affrontent sur la question de l'origine des nations. La plupart admettent que l'histoire des nations est assez récente. Comme le rappelle Brubaker, bien que l'existence des nations soit tenue pour acquise, comment elles existent et comment elles en sont venues à exister demeure un sujet de débat (Brubaker 1996, p. 13).

L'étymologie et l'historique du mot 'nation' sont utiles pour bien comprendre ce que ce mot désigne aujourd'hui. En latin, *natio* signifie être liée par la naissance. À l'époque romaine, la signification du mot 'nation' était proche de celle du mot anglais *native*. Au Moyen-âge, les nations avaient une connotation linguistique comme en font foi les nations étudiantes qu'on retrouvait dans les grandes universités européennes. À la Renaissance, c'est le facteur politique qui domine pour les nations avec entre autres, le concept d'état-nation. Aujourd'hui le terme de 'nation' se retrouve à plusieurs endroits tels les organisations internationales (Société des Nations, Nations Unies) – ce qui peut porter à confusion (Frognier 2001).

Section 1 : Définir la nation et le nationalisme

Définir un concept est souvent réducteur, sans oublier qu'il est rare qu'une définition soit acceptée par tous. De plus, le contexte joue un rôle clé ainsi que l'interprétation personnelle que les gens en font. Comme le dit Brah, le concept de nation a généralement un sens différent selon le discours (Brah 1996, p. 158). Jetons un coup d'œil sur les ouvrages de référence pour avoir une idée générale de la signification des termes 'nation' et 'nationalisme'.

Le *Lexique des sciences sociales* définit la nation comme étant une « communauté humaine dont les membres, unis par des liens matériels (sol, État) et spirituels (histoire, culture), ont conscience de former une entité. Sous la Révolution, idée plus exaltante que claire. Se précisera au XIX^e s. » (Grawitz 1983, p. 262). Le *Dictionnaire de sociologie* place la nation dans son contexte historique en la définissant comme suit : « une certaine manière de regrouper les hommes en société, apparue en Europe aux XIV^e et XV^e siècles, développée du XVI^e siècle au XVIII^e siècle et épanouie aux XIX^e et XX^e siècles. Au XX^e siècle, le monde entier cherche à imiter cette organisation. Le regroupement opéré par la nation se fonde sur des passions, des intérêts et des représentations communs » (Boudon et al. 1999, p. 161)¹. Finalement, rappelons les mots désormais classiques d'Ernest Renan : « l'existence d'une nation est [...] un plébiscite de tous les jours » (Renan 1992, p. 55)².

L'état-nation

Il est bon de distinguer le concept de nation, de celui d'état-nation qui fait son apparition un peu plus tard. *The International Encyclopedia of Sociology* le définit ainsi : « Supposedly found where the boundaries of state and popular nationalist consciousness coincide. But this is almost never strictly found : contemporary states generally contain significant sub-national divisions more salient and divisive than mere subcultures » (Mann 1984, p. 257) tandis que l'*International Encyclopedia of Sociology* donne cette définition en ajoutant que celui-ci a vu le jour après la Réforme qui a permis au peuple de s'émanciper par rapport à l'église et en mettant l'accent sur ses fonctions : « The nation-state is one of the most important social and political institutions of human interrelations. National units

¹ Selon Hobsbawm, l'apogée du nationalisme est la période 1918-1950 (Hobsbawm 1990, p. 131).

² Renan préférerait les liens intellectuels aux liens biologiques comme facteurs les plus importants de la formation des nations (Poutignant et Streiff-Fenart 1999, p. 36).

determine their own domestic legal codes and foreign policies; establish internal mechanisms to protect, promote, and sustain life and property; and strive to preserve their national culture, to protect their borders from military incursion, and to promote the social well-being and economic prosperity of their citizens » (Gorman 1995, p. 878).

Yuval-Davis abonde dans le même sens en écrivant que le concept d'état-nation tient pour acquis la correspondance parfaite entre les frontières de la nation et les frontières des habitants d'un état particulier (Yuval-Davis 1997, p. 11) – avant de souligner à son tour que ce n'est jamais le cas. Cependant, plusieurs incitateurs sont présents pour nous le faire croire, comme les cartes du monde³ qui font croire aux élèves que les Américains vivent uniquement aux États-Unis : «Even a casual observer, of course, knows that not only Americans live in America, and it is clear that the very question of what is a 'real American' is largely up for grabs » (Gupta et Ferguson 1992, pp. 11-12).

Deux sortes de nations ?

Nombre de chercheurs, dont Anthony Smith, distinguent deux facettes de la nation; une civique, politique et démocratique issue de la Révolution française et une autre ethnique, culturelle et linguistique, provenant de l'Allemagne et de sa période romantique (Smith 1999, p. 204).

Bien que la plupart des chercheurs s'entendent pour dire qu'il y a deux conceptions de la nation, civique et ethnique, certains croient que cette dualité ne vaut plus ce qu'elle

³ Les méthodes sont nombreuses pour préserver les frontières comme elles le sont – ou pour les renforcer. Par exemple, les livres nationaux que l'on fait lire aux élèves et étudiants ou bien les médias. Ceux-ci dressent des obstacles, des écarts qui entravent la communication entre les peuples (Löfgren 1989, p. 16). En plus, ils sont remplis d'information que chaque citoyen se doit d'apprendre sur sa nation.

valait (Kymlicka 1995; Schnapper 1995; Brubaker 1999). Ce dernier affirme qu'on attend trop de cette distinction (Brubaker 1999, p. 69). Il ajoute que les termes civiques et ethniques sont trop flous et se demande où placer la culture dans cette dualité. Brubaker propose une distinction moins ambiguë qui serait entre deux formes de nationalismes où d'un côté il y aurait une entité ('understanding') proche de l'état-nation ('state-framed') tandis que de l'autre, ce serait un projet ('counter-state') avec la nation qui serait mise plus en évidence (Brubaker 1999, p. 67).

Section 2 : Théoriser la nation

Nous avons retenu trois théoriciens de la nation qui ont fait avancer les connaissances durant les dernières années sur ce sujet : Benedict Anderson, Ernest Gellner et Anthony D. Smith. Ce que ces chercheurs ont écrit est encore d'actualité aujourd'hui. Anderson se range du côté des sociaux-constructivistes ainsi que des modernistes. Gellner est plutôt fonctionnaliste et moderniste tandis que Smith adopte une position historique (Vujacic 2001).

Benedict Anderson

Anderson se place dans le courant moderniste, avec Gellner et Hobsbawm, en arguant que la nation est un produit moderne et que la raison de cette création est économique et politique. Selon lui, le XVIII^e siècle a marqué non seulement la naissance de l'ère du nationalisme, mais aussi le début de la fin des modes de pensée religieux (Anderson, 1991, p.

11). Les modernistes se placent en opposition avec les primordialistes qui croient que la nation a d'une quelconque manière toujours existé⁴.

Le cœur de la théorie d'Anderson est qu'il croit que la nation est une communauté imaginée. Les raisons pour cela sont désormais célèbres :

It is imagined because the members of even the smallest nation will never know most of their fellow-members, meet them, or even hear of them, yet in the minds of each lives the image of their communion [...] the nation is imagined as limited because even the largest of them, encompassing perhaps a billion living human beings, has finite, if elastic, boundaries, beyond which lie other nations [...] it is imagined as sovereign because the concept was born in an age in which Enlightenment and Revolution were destroying the legitimacy of the divinely-ordained, hierarchical dynastic realm [...] it is imagined as a community, because, regardless of the actual inequality and exploitation that may prevail in each, the nation is always conceived as a deep, horizontal comradeship (Anderson 1991, p. 6-7).

Benedict Anderson croit que nous devons étudier les raisons qui font qu'aujourd'hui, certaines personnes sont prêtes à mourir pour leur patrie. Puisque « nationality or, as one might prefer to put it in view of that word's multiple significations, nation-ness, as well as nationalism, are cultural artefacts of a particular kind » (Anderson, 1991, p. 4), il est important de comprendre le contexte historique dans lequel ces concepts ont vu le jour.

Il identifie trois causes majeures au nationalisme, événements qui ont tous lieu à l'époque industrielle⁵. Il y a la propagation du langage écrit (la diminution importante du latin et l'augmentation de la popularité des langues vernaculaires), l'émergence de la presse écrite (qu'il nomme 'print-capitalism') et l'abolition du droit divin et monarchique. À cette

⁴ Pour Schnapper, ce débat entre primordialistes et modernistes indique que les termes 'nation' et 'ethnie' ne sont pas bien définis (Schnapper 1998, p. 19).

⁵ Pour sa part, Hroch suggère que les mouvements nationaux se font en trois phases: (1) culturelle, linguistique ou folklorique ; (2) une montée de groupes militants qui promeuvent les idées nationalistes et qui débute quelques mêlées au point de vue social et (3) quand la masse donne son appui (Hroch 1985).

époque, d'autres changements majeurs ont lieu : la religion, les dynasties et le temps deviennent tous mesurables et de plus, l'Amérique se développe.

Les deux premières raisons touchent le langage. Avec une langue commune, les gens se sentent plus proches les uns des autres et il est aussi plus facile de faire du commerce. Dorénavant, tout le monde pouvait lire sa langue malgré les différentes manières de la parler. De plus, puisque la langue était maintenant fixée sur du papier, on établissait une forme écrite du langage qui est encore compréhensible aujourd'hui. C'est en lisant un ouvrage dans sa propre langue qu'on devient conscient qu'il y aura d'autres lecteurs de ce même ouvrage et on commence donc déjà à imaginer sa communauté (Anderson 1991, p. 84).

Plusieurs critiques ont été émises envers la théorie d'Anderson. Ce qu'Anderson nomme 'print-capitalism' n'est pas l'unique cause du nationalisme; des facteurs politiques (centralisation de l'état) et sociaux (les classes) ont également eu un rôle à jouer. De plus, la notion de 'communauté imaginée' peut s'appliquer à autre chose que la nation, comme aux classes. Finalement, si la nation est inventée, elle doit quand même être construite à partir de certaines réalités (Vucacic 2001, p. 10370).

Ernest Gellner

Comme Anderson, Gellner croit que la nation est une création récente. C'est donc une erreur de croire que les nations ou les nationalismes sont naturels, erreur qu'il attribue autant aux 'amis' qu'aux 'ennemis' du nationalisme : « A man has a 'nationality' just as he has a height, weight, sex, name, blood-group, etc., and the supposition that this is so in the nature

of things is embodied in countless questionnaires, which inquire after nationality as they do after name, marital state, etc. » (Gellner 1964, p. 150).

Pour lui, le nationalisme reflète les changements qu'ont amené la révolution industrielle (Gellner 1994, p. 29) et donc l'imposition d'une nouvelle, haute culture sur la société (Gellner 1983, p. 57). Autrement dit, et c'est un élément central de sa théorie, c'est le nationalisme qui donne naissance aux nations et non le contraire. Et c'est à l'époque industrielle que tout a débuté, « when humanity was suddenly brought into being » (Gellner et Smith 1995, p. 368).

La société préindustrielle

Dans les sociétés préindustrielles, les fonctions sociales étaient établies de façon héréditaire. Chacun sait ce qu'est son travail et les règles rattachées à celui-ci. La hiérarchisation de la société s'exprime et se consolide par la culture (Gellner 1991).

Celles-ci se recoupent et chaque individu a plusieurs relations, ce qui empêche une crise majeure de survenir. De plus, l'ère préindustrielle est caractérisée par une opposition entre culture savante et culture populaire. Les technologies sont minimes et la plupart des gens se voient obliger de travailler la terre. L'alphabetisation n'est donc pas nécessaire et la classe paysanne redonne l'information par transmission orale. Face à cela, il y a une petite minorité savante, éduquée et littéraire.

À l'ère agraire, la culture des gens avait pour but de leur garantir leur identité dans une société complexe et hiérarchisée. Les frontières culturelles ne sont pas les mêmes que les frontières politiques. Le monde politique se constituait autour de la communauté (Gellner et

Smith 1995, p. 369). C'est dans ce contexte que vivent une pléiade de nations possibles, mais le monde industriel ne peut accommoder tous les nationalismes possibles : non seulement toutes les nations potentielles ne deviennent pas de vraies nations, mais plusieurs d'entre elles n'essaient même pas de le devenir (Gellner et Smith 1995, p. 369).

L'ère industrielle

À l'ère industrielle⁶, les gens se sont regroupés dans les villes et une nouvelle identité rassembleuse devient essentielle. La langue est d'une aussi grande importance chez Gellner que chez Anderson. Des travailleurs viennent de partout et, pour bien les former technologiquement, une langue commune est nécessaire. Ils devront communiquer entre eux, aussi de manière écrite; « impersonnal, context free, to-whom-it-may-concern type messages » (Gellner 1983, p. 35). Un sentiment d'appartenance se crée chez les travailleurs à l'aide d'un passé commun, d'une culture commune et d'une langue commune. Ils sont désormais prêts à travailler plus fort pour leur pays.

Avec une langue commune, la mobilité augmente : il est maintenant plus facile d'envoyer des travailleurs aux quatre coins d'un pays. Il faut absolument maîtriser la langue parlée par tous pour que l'on soit employable et pour que l'on se sente inclus : l'alphabétisation ('literacy') est pour Gellner une condition minimale à la citoyenneté complète dans une communauté moderne (Gellner 1964, p. 159). Sans la connaissance de la langue commune, l'individu fait face à de multiples humiliations. Rabaissés, ceux qui ne participent plus devront s'établir ailleurs.

⁶ Le théoricien Karl Deutsch quant à lui voit en la révolution industrielle une raison d'étendre les réseaux de communication (Vujacic 2001, p. 10367).

La culture devient un élément central de la nouvelle nation, transformée par les changements économiques et scientifiques qui ont changé le monde depuis le XVII^e siècle (Gellner et Smith 1995, p. 368). La révolution industrielle nécessite une haute culture, partagée de tous, qui elle nécessite un système scolaire, qui lui nécessite un état : « il s'agit désormais de mettre la culture sous l'égide d'un système éducatif, formel et discipliné, respectueux de normes abstraites, passant par l'écrit et par l'apprentissage de spécialités professionnelles techniquement différenciées » (Gellner 1991).

La nation est donc un produit de l'État⁷ et ce sont les élites qui encouragent la naissance de la nation avec leurs actions nationalistes en vue de développer une culture distincte. De nouveaux symboles sacrés apparaissent – ceux de la nation, ce en quoi désormais tous se retrouvent, au détriment des symboles religieux et monarchiques. Gellner indique que c'est cette prise de conscience de sa culture et de ses valeurs, en opposition à celle des autres qui fait que l'on devient alors nationaliste (Gellner 1991).

Plusieurs chercheurs ont émis des critiques à l'encontre des théories de Gellner. Ils ont souligné que le nationalisme peut précéder l'industrialisation comme cela a été le cas dans les Balkans. De plus, les penseurs marxistes ont montré que les nations peuvent précéder l'industrialisation (Vujacic 2001, p. 10368). Finalement, Anthony Smith croit que les nations ont leurs racines dans les identités ethniques (Vujacic 2001, p. 10368).

⁷ A ceux qui croient que la nation a toujours été présente, Gellner rappelle que certaines nations et nationalismes ont vu le jour récemment et à partir de rien: c'est le cas de l'Estonie. Au début du XIX^e siècle, ce pays n'avait même pas de nom officiel. Et aujourd'hui, les Estoniens ont une culture vivante importante malgré leur nombre. L'utilisation du mot 'Estonien' a débuté vers les 1860 (Hobsbawm 1990, p. 48).

Anthony D. Smith

Ancien élève de Gellner, Smith est en opposition avec ce dernier. Smith croit que les nations ne sont pas apparues du jour au lendemain et que si on remonte dans l'histoire on découvre les racines de celles-ci. Selon lui, il faut comprendre les identités ethniques antérieures, pré-modernes, afin de comprendre les nationalismes politiques modernes (Gellner et Smith 1995, p. 361). Ce n'est pas dans chaque nation que l'on trouvera des liens ethniques évidents, mais si on regarde bien, on finit souvent par en trouver, dit-il. De cette manière, Smith arrive à expliquer quelques problèmes reliés au nationalisme – par exemple pourquoi certains nationalismes sont plus virulents que d'autres et pourquoi, question qui revient souvent, certains sont prêts à mourir pour leur pays (Smith 1988, p. 6).

Il définit la nation comme ceci : « a named human population sharing an historic territory, common myths and memories, a mass, public culture, a single economy and common rights and duties for all members » (Gellner et Smith 1995, p. 359). Les mythes et les souvenirs sont au cœur des écrits de Smith. Il spécifie le nationalisme comme suit : « an ideological movement for the attainment and maintenance of autonomy, unity and identity of a human population, some of whose members conceive it to constitute an actual or potential 'nation' » (Gellner et Smith 1995, p. 359). Et l'état comme suit : « The state is a legal and political concept; states can be defined as autonomous, public institutions of coercion and extraction within a recognised territory. States are not communities » (Gellner et Smith 1995, p. 359).

Smith voit trois problèmes avec la théorie de Gellner qui défend le fait que les nations soient une création moderne. Premièrement, cette théorie se veut trop générale.

Deuxièmement, on oublie que le nationalisme peut voir le jour dans tous les milieux socio-économiques, pauvres (en Érythrée par exemple) ou riches (au Québec). Finalement, si on tient à sa naissance moderne, on en vient à nier tout lien possible avec le distant passé tout comme le passé proche.

L'approche de Smith, qu'il qualifie d'ethno-symbolique, a quatre avantages : premièrement, ce n'est pas une théorie mais une approche ou une perspective. Deuxièmement, avec cette approche, on peut tenter d'expliquer quelle population développera un nationalisme. Troisièmement, cette approche met l'accent sur les mythes, la mémoire les valeurs et symboles. Finalement, cette approche permet de comprendre pourquoi le nationalisme est si attrayant pour la population désormais valorisée : la culture vernaculaire gagne en valeur et se voit placée à la base d'une nouvelle culture de masse de la nation (Gellner et Smith 1995, p. 362).

Smith distingue, comme c'est souvent le cas, deux types de nationalismes : civique (citoyenneté) et ethnique (descendance). Selon lui, le nationalisme ethnique est plus présent aujourd'hui que le nationalisme civique :

The civic kind of nationalism is a nationalism of order and control, and it suits the existing national states and their dominant ethnies. But it has little to offer the many submerged ethnic minorities incorporated into the older empires and their successor states. So they and their intelligentsias turn to ethnic nationalism, and try to reconstruct their community as an ethnic nation. Theirs is the politics of cultural revolt. To achieve their cultural revolution, they must thrust their ethnic communities into the political arena and turn them into political nations. Here is the deeper, inner source of so many ethnic and national conflicts today. The clash of rival nationalisms, ethnic and civic, is at the heart of the conflicts in the Middle East, India, the Caucasus and Balkans. We can also find it in more muted, but no less persistent, form in the West: in Quebec and Euzkadi, Scotland and Catalonia, Flanders and Corsica, wherever members of marginalised, threatened or aspiring

ethnic communities seek to restore their heritage, language and culture (Gellner et Smith 1995, p. 363).

Les nations sont-elles une apparition tout droit sortie du XVIII^e siècle ou ont-elles des racines plus lointaines dans l'histoire ? Smith fait référence à la théorie d'Anderson et affirme qu'il est possible que quelque chose soit réel et imaginé à la fois, comme c'est le cas du Parthénon qui a commencé dans l'imaginaire de ses créateurs pour finir bien réel pour les spectateurs. « But, if nations are not fabricated, are they cultural artefacts created in the same way as artistic monuments? I shall argue that, although we can often discern elements of deliberate planning and human creativity in their formation, nations and nationalisms are also the products of pre-existing traditions and heritages » (Gellner et Smith 1995, p. 361). Mais puisque les conflits ethniques sont présents partout sur la planète, les nations ne sont pas prêtes de disparaître⁸ (Gellner et Smith 1995, p. 363).

Smith a également reçu quelques critiques. Par exemple, on ne peut pas comparer des débuts ethniques de conscience collective et un nationalisme plus développé. De plus, dans certains pays, il semble que les fondements ethniques soient moins importants qu'ailleurs. Finalement, il existe aujourd'hui des pays à plusieurs identités qui n'ont pas de conflit ouvert, par exemple la Suisse (Vucacic 2001).

Section 3 : La nationalisation

L'ethnologie place le concept de nation et le processus de nationalisation dans le temps. Au cours de l'histoire, les états-nations n'ont jamais été stables. Les frontières sont toujours en cours de redéfinition et l'Europe a toujours été un continent avec des frontières

⁸ Que ceux qui défendent l'argument de bâtir l'Union européenne pour ne plus avoir de guerre en Europe se le disent, « any attempt to 'create national or supra-national facts' is unlikely to be successful on the social and cultural levels » (Smith 1993, p. 134).

politiques instables : « At times, Europe has been fragmented into hundreds of political entities; at other times, it has been the subject of grand projects of unification. Both processes have involved wars, violence, coercion and new political borders » (O'Dowd 2002, p. 15). Différents empires avec d'énormes pouvoirs ont toujours fini par disparaître et c'est la force de leur désintégration qui varie selon le temps (Löfgren 1989, p. 18).

Dans son article *The Nationalization of Culture*, Orvar Löfgren discute des différents types de processus de nationalisation. Löfgren s'intéresse particulièrement au problème même de la nationalisation; comment et pourquoi est-elle faite, par qui est-elle faite et dans quelles circonstances (Löfgren 1989, p. 7). La culture nationale regorge de mythes et d'idéologies. Bien que de plus en plus, des recherches soient effectuées sur les idéologies et les politiques du nationalisme, plusieurs concepts restent mal définis telles l'identité nationale et la culture (Löfgren 1989, p. 7). Il souligne le problème analytique qui réside en ces concepts : pour différents groupes sociaux ou à différentes époques, le terme 'national' a eu différentes significations (Löfgren 1989, p. 7).

De même, est-il encore pertinent de parler de nationalisme aujourd'hui ou était-il pertinent de parler de nationalisme au Moyen-âge quand le concept de nationalisme est selon lui né avec les révolutions françaises et américaines? Ce concept est-il seulement valable pour désigner le contexte de la fin du XVIII^e siècle en Occident ? De plus, il distingue patriotisme et nationalisme en Europe, le premier relevant d'un amour « of God, King and Country by subjects of the state », le second faisant plutôt référence à « a shared history and culture, a common destiny, an idea of equality and fellowship » (Löfgren 1989, p. 7). Pour

l'ethnologue marxiste, cela signifie que le nationalisme est un outil politique qui peut être utilisé autant pour masquer que combattre les intérêts des classes (Löfgren 1989, p. 7).

Il fait ensuite la liste des ingrédients essentiels à une nation : langue commune, un passé et une identité en commun, une culture nationale, une mentalité nationale, des valeurs nationales, des goûts, des paysages, des mythes, des héros et des symboles tels des images, des textes sacrés, un drapeau et un hymne (Löfgren 1989, p. 8). La plupart du temps, les individus sont exposés très tôt à ces caractéristiques.

Il existe différents aspects et degrés de nationalisme. « Nationalism may often be a dormant cultural force, activated only situationally and selectively » (Löfgren 1989, p. 22). Dans certains cas (pendant un match de sport ou en temps de guerre), les gens peuvent devenir plus nationalistes.

Section 4 : Les nations aujourd'hui

Aujourd'hui, nous avons un nombre record de pays, surtout depuis l'éclatement de l'URSS (O'Dowd 2002, p. 13). Ajoutons à cela la dissolution de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et du Kosovo. Nous vivons dans une époque où les identités s'affirment de plus en plus et plusieurs peuples réclament le droit de devenir indépendant⁹. Cette situation fait souvent boule de neige, ce qui explique la répression de plusieurs pays face à leurs bruyantes minorités. Certains se rendent compte que la nation a ses limites et que sur un territoire donné, il peut y avoir plusieurs cultures et sociétés (Gupta et Ferguson, 1992, p. 7). Cependant, Anthony Smith voit là un paradoxe : d'un côté il y a un monde industrialisé,

⁹ Plusieurs pays ont émergé récemment en justifiant une langue unique. Mais si le nombre de langues est estimé à environ 5000 ou 6000, il est compréhensible que chacune de ces communautés n'aient pas leur propre pays (Schnapper et Bordes-Benayoun 2006, p. 26). De plus, le nombre d'ethnies surpasse de loin celui d'états.

capitaliste, où prime l'interdépendance à l'échelle globale, et de l'autre il y a une montée du nationalisme ethnique et des manifestations de plusieurs nationalismes un peu partout sur la planète (Smith 1993, p. 129).

Dans cette optique de changement, il est compréhensible que plusieurs chercheurs affirment que le pouvoir de l'état-nation est de plus en plus faible. « Alors que l'État semble assurer sa prééminence, n'assiste-t-on pas, de façon paradoxale, également à sa fin ? » (Birnbbaum 1985, p. 982). Les raisons évoquées pour justifier ce déclin sont la mondialisation et les entités supranationales telle l'UE (Feldman 2005, p. 213) qui érodent le pouvoir national. Huysmans croit que la migration est souvent pointée comme un des facteurs affaiblissant l'homogénéité sociétale (Huysmans 2000, p. 758).

Koopmans & Statham expliquent que les tenants de ce point de vue voient la pluralisation des sociétés modernes comme étant nuisible au pouvoir des états-nations : nombres de groupes voulant réclamer leur différence vont à l'encontre de leurs valeurs d'ensemble (Koopmans & Statham 1999, p. 653).

Cependant, des voix discordantes affirment que l'état a encore sa raison d'être : l'état-nation serait toujours d'une certaine manière la plus importante source de souveraineté et d'identité collective (Koopmans and Statham 2000, p. 45). Par ailleurs, au cours des deux derniers siècles, les états ont de plus en plus la capacité de contrôler et de maîtriser le mouvement de personnes en déployant des technologies de plus en plus sophistiquées, tels que les passeports, les visas et les outils de surveillance (Brubaker 2005, p. 9).

Discutons maintenant d'un pays qui a une histoire récente mouvementée; la Lettonie.

Section 5 : La Lettonie

Pourquoi y a-t-il une forte minorité russe aujourd'hui en Lettonie ? Pour cela, nous devons répondre à une question qui semble a priori anodine : Qu'est-ce que la Lettonie ? L'histoire nous aidera à approcher d'autres interrogations : Quand la nation lettone est-elle née ? Est-elle sur le déclin ou sur une lancée ? Danielle Juteau établit une différence entre un sentiment d'appartenance (qui se sent Letton ?) et une communauté d'appartenance (qui est Letton ?) (Juteau 1999, p. 41).

La nation lettone dans la région balte : généralités

La Lettonie est une république (en letton, *Latvijas Republikas*) située en Europe du Nord-est. Elle est bordée par la Mer baltique à l'ouest, l'Estonie au nord, la Lituanie au sud, la Russie à l'Est et la Biélorussie au Sud-est. La Lettonie compte 2,3 millions d'habitants et a une superficie de 64 856 km². Il y a sept municipalités administratives (*pilseta*) et 26 comtés (*rajons*). 57,7 % de la population parle le letton, contrairement à 61,5 % d'Estoniens qui parlent l'estonien et 75,5 % de Lituanien qui parlent le lituanien. Plus d'un tiers des Lettons habite la capitale Riga. Habituellement, on divise la Lettonie en 4 régions historiques et culturelles : le Kurzeme à l'Ouest, le Zemgale au Sud, le Vidzeme au Nord et le Latgale au Sud-est (Leclerc 2007b).

Langue et religion

Les pays baltes n'ont pas la même religion : la Lituanie est catholique tandis que les deux autres pays baltes sont plutôt luthériens avec une minorité de catholiques et d'orthodoxes.

Il n'y a aujourd'hui que deux langues baltes : le letton et le lituanien, parlées par un total de 4,6 millions de personnes. Dans le passé, il y avait plusieurs autres langues baltes, mais ces langues ont disparu. Les langues baltes sont de la famille indo-européenne, et elles ont quelques ressemblances avec les langues slaves, germaniques et indo-iraniennes (Leclerc 2007a). Les langues baltes composent un groupe distinct au sein de la famille indo-européenne, mais certains linguistes prétendent que les langues baltes et slaves ne seraient qu'un seul groupe au sein de la famille indo-européenne; le groupe balto-slave (Leclerc 2007a). Le letton est conversé par 1,3 million de Lettons en Lettonie et il faut ajouter 200 000 personnes dispersées dans le monde qui le parlent également. Il existe trois variétés du letton : le letton occidental, le haut letton (ou latgalien, ou letton oriental) et le letton central, mais ces variétés se divisent également en sous-groupes. Le letton central est la forme littéraire qui est officiellement reconnue (Leclerc 2007a). Le letton est une langue flexionnelle qui a emprunté plusieurs mots à l'allemand. Les premiers documents écrits remontent à la fin du XVI^e siècle. Depuis 1922, le Letton utilise l'alphabet latin ajouté de signes diacritiques; des signes qui aident les yeux à différencier des mots qui ont autrement le même son.

Notons que la langue estonienne est totalement différente des deux langues baltes, car elle appartient à la famille ouralienne, comme le finnois et le hongrois. Dû à cette différence linguistique, certains se demandent s'il est exact d'inclure l'Estonie parmi les pays baltes bien que géographiquement, ces trois pays forment une entité¹⁰ (Leclerc 2007a). Pour une personne russe, il est plus facile d'apprendre une langue balte que l'estonien puisque le russe est également de la famille indo-européenne.

¹⁰ Certains incluent la Finlande comme un pays balte mais celle-ci a eu un XX^e siècle trop différent pour y faire partie aujourd'hui (Lorot 1991, p. 5).

Les pays baltes : une même entité ?

Il est mieux d'utiliser l'expression 'pays baltes' ou 'états baltes' que 'républiques baltiques' car cette formule fait référence à l'époque communiste. Il est facile de dire que les pays baltes sont similaires, car ils ont plusieurs points en commun.

Géographiquement, ce sont trois petits pays situés au bord de la mer baltique, proche l'un de l'autre. Les trois capitales, Riga, Vilnius (Lituanie) et Tallin (Estonie), ont une architecture hanséatique. Socialement, ils ont tous les trois une minorité russe non négligeable, surtout pour l'Estonie (25 %) et la Lettonie (28,5 %). Politiquement, les trois pays sont des démocraties libérales et des républiques parlementaires. Ils ont joint l'OTAN et l'UE en même temps (2004). Les trois états baltes sont les seules anciennes républiques soviétiques à ne pas avoir fait partie de la Communauté des États indépendants (CEI). Historiquement, ils ont un passé récent (le XX^e siècle) commun en ayant vécu à la fois les occupations nazies et soviétiques. Les pays baltes ont depuis longtemps soutenu qu'ils faisaient partie du monde occidental et ceci a été clairement démontré avec entre autres leur adhésion récente à l'UE (Graeme et Löfgren 2001, p. 273). Économiquement, les trois pays baltes ont peu de ressources énergétiques; la plupart du temps celles-ci sont importées de Russie.

Cependant, des dissimilarités majeures existent dans plusieurs domaines en plus de ceux de la langue et de la religion. Côté géographie, le trio balte a des relations extérieures un peu différentes. L'Estonie se tourne beaucoup vers la Finlande et les autres pays nordiques. La Lituanie est orientée vers la Pologne et l'Europe centrale tandis que la Lettonie est située entre la Russie et le monde occidental. Côté social, la Lituanie avait un taux de

natalité plus élevée durant l'ère soviétique (Panayi 1999, p. 26). L'Estonie, pour sa part, avait accès aux médias finlandais durant cette époque, donc à des sources d'information non communistes. Côté politique, les pourparlers pour rejoindre l'UE ont été entamés fin 1997 pour l'Estonie tandis que pour les deux autres pays baltes, les négociations ont débuté fin 1999. De plus, la Lettonie et la Lituanie n'ont toujours pas résolu un conflit portant sur les frontières maritimes où du pétrole se trouverait (Auers 2003, p. 68). Côté histoire, la Lituanie a été le seul pays balte à être un important duché avec un immense territoire au cours du Moyen-âge qui englobait la Biélorussie et une bonne partie de l'Ukraine au sommet de sa gloire au XV^e siècle. Côté économie, ils sont souvent compétiteurs entre eux pour obtenir des contrats. Durant l'ère soviétique, la Lettonie était la plus industrialisée des républiques (Panayi 1999, p. 78).

Une nation lettone ?

Si pour décrire une nation, « there is a tendency for people to pick very *visible* national traits : public rituals, family feasts, favourite dishes » (Löfgren 1989, p. 14), en quoi se définit la nation lettone ? Gardons en tête que la culture nationale est constamment redéfinie, car certains symboles peuvent peser plus lourd dans la balance culturelle que d'autres selon les époques (Löfgren 1989, p. 21).

En surface, commençons par des observations que pourrait faire un étranger qui visiterait la Lettonie aujourd'hui : l'architecture lettone est connue pour une sorte de maisons en bois rond (appelée en français *fuste*). Culturellement, il existe un folklore musical appelé *Dainas* relatant certains épisodes du passé. Le cinéaste Serguei Eisenstein, connu pour son *Cuirassée Potemkine*, est né en ce qui est aujourd'hui la Lettonie (Latvian Ministry of

Culture 2005). Les Lettons aiment bien la liqueur Balsam, les plats avec pommes de terre, fromages, choux et pierogi. Le drapeau est marron avec une ligne blanche au milieu. L'armoirie de la Lettonie comprend des symboles nationaux tels le soleil, trois étoiles et un lion. Côté sport, les Lettons aiment le basketball, le football et le hockey sur glace.

Allons maintenant dans les détails et faisons appel à l'histoire pour mieux définir la nation lettone.

Section 6 : Histoire de la Lettonie

Tentons à présent de puiser dans l'histoire lettone pour davantage comprendre sa situation aujourd'hui.

Les occupations (Moyen-âge – 1918)

À travers l'histoire, plusieurs noms ont été donnés à la Lettonie. Tour à tour, la Lettonie a été occupée par les Allemands (XIII^e au XVI^e siècle), les Polonais (XVI^e siècle), les Suédois (XVII^e siècle) et les Russes (XVIII^e siècle). En 1721, un premier comté est donné à la Russie conformément au traité de Nystad. C'est en 1795 que le territoire entier appartenait à la Russie. Au Moyen-âge, la Livonie comprenait la majeure partie de l'Estonie et la Lettonie d'aujourd'hui. Mais du Moyen-âge au XIX^e siècle, la Lettonie a toujours été dominée par une élite locale allemande, peu importe qui régnait plus haut (Danois, Suédois, Russes). La Réforme, la Renaissance et plusieurs mouvements intellectuels ont laissé des traces importantes en Lettonie. L'abolition du servage au début du XIX^e siècle a donné place à l'industrialisation et à une éducation de masse, et au début du XX^e siècle, les provinces baltes étaient les plus développées et cultivées de l'empire (Misiunas 1990, p. 205). La date

de 1864 est souvent avancée comme l'éveil de la nation lettone (Plasseraud 2003, p. 77) car c'est à ce moment que la langue lettone gagne en popularité.

En 1914, 40 % de la population lettone était ethniquement non lettone (Koltchanov 2005, p. 737). La population est passée de 2,6 millions en 1914 à 1,6 million en 1918 et de 2 millions en 1935 (Koltchanov 2005, p. 737). La Première Guerre mondiale a été dévastatrice pour la Lettonie : les usines ont été détruites, les champs ont été brûlés et les voies de communication détruites (Lorot 1991, p. 75).

En 1918 la Livonie est séparée en deux : d'une part la Lettonie, de l'autre la Lituanie. Bien que les deux langues de culture aient toujours été l'allemand et le russe, Leclerc explique la survie de la nation et de la langue lettone par le fait que la plupart des Lettons vivaient en campagne (Leclerc 2007b).

L'indépendance (1918-1940)

C'est tout de suite après la Première Guerre mondiale, le 18 novembre 1918, que la Lettonie acquiert son indépendance. Moscou a reconnu cette indépendance dans les traités de paix signés en 1920 qui indiquaient qu'elle renonçait toutes revendications sur les pays baltes pour toujours (Muiznieks 1997, p. 376). La Lettonie a joint la Société des Nations en 1922 (Muiznieks 1997, p. 377).

La Lettonie était fragile durant les premières années de sa souveraineté. À cette époque, la ville de Riga était peuplée majoritairement par des Allemands et des Russes. Certains Lettons croyaient qu'ils devaient s'affirmer davantage. Karlis Ulmanis, chef du gouvernement à ses débuts, a développé une politique linguistique nationaliste pour affaiblir

les influences extérieures. Ulmanis a promu la langue lettone comme langue nationale et seule langue officielle et a interdit aux députés de s'adresser au Parlement en allemand ou en russe. À cette époque, le letton était parlé par 77 % de la population (Leclerc 2007b).

Cependant, la Lettonie continuait de subventionner des établissements de langue étrangère. Entre 1918 et 1940, l'enseignement était disposé en sept langues dans les écoles élémentaires et secondaires et il y avait des universités allemandes et russes (Mercator 2005, p. 2). En 1934, il y avait 1500 écoles de langue lettone, 236 écoles russes, 100 écoles juives, 88 écoles allemandes et d'autres en polonais, lituanien, estonien et biélorusse (Koltchanov 2005, p. 738). Il y avait une démocratie parlementaire entre 1920 et 1934, tolérante et accommodante envers les minorités (Koltchanov 2005, p. 737). À cette époque, la citoyenneté était donnée avec des critères territoriaux et non ethniques, c'est donc dire que presque tous les résidants avaient la citoyenneté. Les minorités avaient des organes de presse et des députés au Parlement.

Un coup d'État exsangue ordonné par Ulmanis en 1934 a changé la donne. Une dictature a été instaurée sur le modèle italien corporatiste (Lorot 1991, p. 77) en raison de l'instabilité politique et sociale et a duré jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale (Plasseraud 1992, pp. 60-61).

L'indépendance entre les deux guerres a été fragile, mais la Lettonie a évité la famine, la terreur et la collectivisation qui sévissaient en URSS, tout en jouissant d'une autonomie politique et culturelle qui est restée vive dans la mémoire de tous pendant l'occupation de l'URSS (Misiunas 1990, p. 204).

La Deuxième Guerre mondiale et l'annexion soviétique (1940-1945)

C'est avec le pacte Molotov-Ribbentrop en août 1939 que la Lettonie s'est vue jointe au cœur d'une alliance entre les Allemands et l'URSS. En 1939, l'URSS a placé des bases militaires en Lettonie et à la suite d'élections fantoches, la République Socialiste Soviétique de Lettonie a été proclamée le 5 août 1940. 30 000 habitants ont été déportés en Sibérie sous prétexte qu'ils étaient bourgeois ou intellectuels, dont Ulmanis. En juillet 1941, l'Allemagne nazie a occupé la Lettonie jusqu'en 1944 et plusieurs Lettons se sont joints aux Allemands pour se débarrasser des forces soviétiques. En 1945, la Lettonie a rejoint les rangs de l'URSS et plus de 250 000 Lettons ont quitté leur pays, de peur des représailles en raison de leur collaboration nazie. La machine soviétique était en marche : industrialisation (ce qui a amené beaucoup de Russes), russification (cadres, militaires et policiers sont venus surveiller), déportations (plus de 100 000 Lettons) et camps de travail en sont que quelques exemples. Le russe est devenu une matière obligatoire à l'école sans interdire la langue lettone. Depuis 1940, le letton n'était plus la seule langue officielle. Au total, pendant la période de 1945 à 1955, 100 000 Russes qui étaient retournés en Russie en 1917 sont revenus en Lettonie et 535 000 Russes et autres immigrants soviétiques sont également arrivés (Monden et Smits 2005, p. 325). Trois raisons attiraient les gens dans les pays baltes : une bonne économie, un haut niveau de vie et un caractère européen (Graeme et Löfgren 2001, p. 279).

Périodes de survie (1950-1980)

Au cours des années 50, les Lettons ont du mal à accepter leur situation. Avec les changements des années 40, incluant la guerre et les déportations, la nation lettone a perdu un peu d'espoir. Toutefois, même pendant cette époque, il y régnait un nationalisme letton

(Misiunas 1990, p. 205). De plus, à la fin des années 50 pendant le Dégel, l'URSS tente d'incorporer plus d'éléments locaux dans le parti communiste de ses républiques. L'effort fonctionne assez bien en Lituanie, est assez lente en Estonie mais n'a pas réussi en Lettonie et Moscou a dû remettre des dirigeants Russes à la barre de la république lettone en 1959-1960 (Misiunas 1990, p. 206).

Dans les années 60, les pays baltes ont le vent dans les voiles. Certains signes sont évidents quant au faible attachement de ceux-ci envers le régime communiste, par exemple, l'enthousiasme des Lettons à être membre du Parti était faible, car ceux qui le dirigeaient avaient été formés en Russie (Pennar 1968, p. 206). En 1965, les Lettons ne comptaient que pour 39 % des membres du parti, ce qui est une figure embarrassante pour le régime (Misiunas 1990, p. 209). Dans cette décennie, la Lettonie ainsi que l'Estonie étaient le laboratoire socio-économique de l'URSS en raison de leurs avancées sociales et matérielles (Panayi 1999, p. 77). Cependant, les choses changent vers la fin des années 60, car la répression de 1968 en Tchécoslovaquie a ralenti les ardeurs (Misiunas 1990, p. 207).

Dans la décennie suivante, le niveau de vie balte diminue à cause des pénuries de biens. Une nouvelle vague d'immigrants russes arrive (Misiunas 1990, p. 213) et pour contrer celle-ci, des mesures ont été envisagées, dont celle voulant que les entreprises devaient payer des frais supplémentaires pour chaque travailleur embauché à l'extérieur de la république lettone (Misiunas 1990, p. 215). L'Estonie et la Lettonie étaient alors considérées parmi les républiques soviétiques les plus riches. Vers la fin des années 70, la russification a augmenté avec l'apprentissage du russe à l'école et l'augmentation de médias russes. Le taux de Lettons qui a une notion du russe comme langue seconde augmente de 45,2 % en 1970 à

56.7 % en 1979 (Misiunas 1990, p. 219). Des professeurs parlant souvent uniquement russe enseignaient dans les écoles soviétiques et ceux-ci enseignaient bien plus que la langue russe; l'histoire et l'idéologie soviétique y faisaient souvent partie (Adrey 2005, p. 460).

Glasnost et Perestroïka : l'espoir renaît (1980-1989)

Les années 80 sonnent le glas de l'URSS. Plusieurs nationalismes renaissent comme celui en Lettonie, mais cela n'est pas le seul mal à affecter l'URSS. Plusieurs facteurs (Nahaylo et Swoboda 1990) expliquent la chute de l'empire soviétique. Conscient de ces problèmes, le chef Gorbatchev a instauré deux nouvelles politiques, soit la *Glasnost* (une transparence, par exemple dans les médias) et la *Pérestroïka* (des changements économiques majeurs et une ouverture au capitalisme).

Vers la fin des années 80, un mouvement de liberté était lancé que rien n'allait arrêter. Les jeunes commençaient à s'habiller à l'occidental (Misiunas 1990, p. 219) et les artistes avaient une place de plus en plus importante dans la résistance en poussant toujours plus loin les limites de ce qui était acceptable (Misiunas 1990, p. 219).

En juin 1987, certaines manifestations commençaient à être tolérées. Des éléments de dissensions non officielles prenaient de l'ampleur quand des Lettons ont ouvertement commémoré les déportations de 1941 et le pacte Molotov-Ribbentrop. En 1988, les Baltes se sont tenu la main sur des kilomètres et ont chanté; les 'révolutions chantantes' ont été pour plusieurs un point marquant de la marche vers l'indépendance¹¹.

¹¹ Pendant ces révolutions, des millions de personnes chantaient à l'unisson. Peu importe si plusieurs chantaient faux, l'important est que la simultanéité et l'émotion associées à cette expérience ont fait en sorte que ce jour-

L'euphorie et le chaos (1989-1991)

En 1989, les choses bougeaient de plus en plus vite et les pourparlers sur les modalités de l'indépendance ont commencé (Misiunas 1990, p. 213). L'enseignement du russe aux élèves a cessé (Misiunas 1990, p. 219) et la langue lettone est devenue la langue d'État le 5 mai 1989 (Lorot 1991, p. 101). En 1989, le pourcentage de non-Lettons était de 48 % (Koltchanov 2005, p. 738).

Plusieurs langues de l'espace soviétique étaient alors en danger. Si « national arguments or national feelings are mainly activated in situations of uncertainty or anxiety » (Löfgren 1989, p. 19), l'incertitude des Lettons était la suivante : « Russian immigration has been perceived by the Baltic peoples as the principal threat [...] to their national existence » (Misiunas 1990, p. 214). La présence russe était perceptible dans tous les domaines possibles : gouvernement, éducation et travail. Le russe était la première langue de l'URSS sur le plan professionnel et pour les affaires d'état.

L'indépendance était proche. À cause de son nombre élevé de Russes, la Lettonie a observé et suivi les actions de ses deux sœurs baltes (Lorot 1991, p. 101). Mais la Lettonie n'était pas tout à fait prête à assumer son indépendance.

En 1996, Kolstø écrivait un article qui avait pour titre 'Nation-Building in the Former USSR'. L'auteur écrivait que même si 15 nouveaux états étaient apparus à la suite de la fin de l'URSS, ces états n'étaient pas encore, en 1996, pleinement des états. Kolstø rappelle qu'un vrai état souverain « must control its own frontiers, monopolize the legitimate use of

là, plusieurs personnes se sont senties Lettons, Lituaniens ou Estoniens. Ceci est un exemple de communauté imaginée, comme l'est également le chant de l'hymne national (Löfgren 1989, p. 20).

force within those frontiers, suppress all or most 'private' wielders of force (such as warlords or criminal gangs), collect tolls and taxes, and the like. An administrative apparatus equal to these tasks is needed, as is a broad social consensus on the rules and routines to be used » (Kolstø 1996a, p. 118). Il est certain qu'en 1991, aucun des 15 nouveaux états ne remplissait ces critères¹², car des troupes soviétiques se trouvaient toujours sur leur territoire ainsi que leur économie était encore grandement dépendante de l'URSS¹³. De plus, les frontières n'étaient pas défendues et quelques fois, pas même bien délimitées.

Une transition difficile (1991-1994)

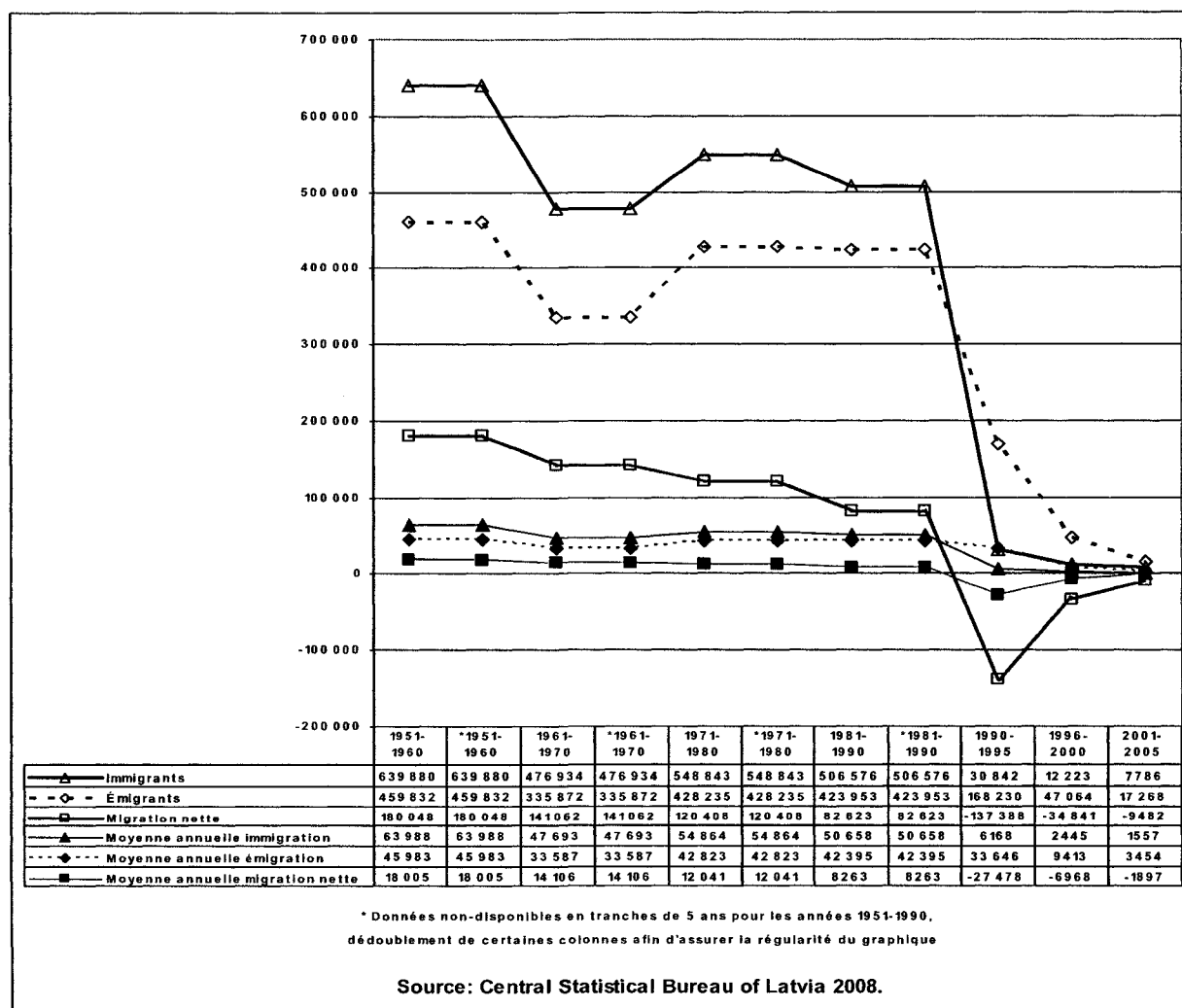
En mai 1990, la Lettonie se proclamait souveraine et cette indépendance a été reconnue par Moscou le 6 septembre 1991. Le 3 mars 1991, les citoyens lettons ont voté à 73,7 % pour l'indépendance lors d'un referendum. Les Russes de Lettonie étaient divisés sur cette question, mais on les retrouvait à la fois dans les plus pro-indépendance et dans les plus anti-indépendance (Monden et Smits 2005, p. 327). Bien qu'un nombre exact soit difficile à dégager, certains observateurs ont relevé que de l'ensemble des bulletins de vote en version russe (ceux-ci étaient disponibles en letton ou en russe), plus de 60 % penchaient en faveur de l'indépendance (Kolstø 1995, p. 119). La Communauté des États indépendants (CÉI) qui voulait assurer une séparation en douceur avec l'URSS voit le jour en décembre 1991 et comprend les anciennes républiques soviétiques excluant les trois pays baltes lors de sa formation.

¹² Brubaker note cependant que pour que de nouveaux pays se forment si vite, c'est qu'ils existaient déjà en tant que « internal quasi-nation-states » (Brubaker 1996, p. 41).

¹³ Dans ce cas, la Russie avait-elle une responsabilité envers ses anciens citoyens ? Devait-elle venir en aide à ceux qui ont été pendant longtemps ses citoyens ? La question qui vient ensuite à l'esprit est : comment aider des citoyens vivant maintenant à l'intérieur d'autres frontières (moyens diplomatiques, militaires, etc.) ? Plusieurs le croyaient et le croient encore (Pettersson 2001, p. 121).

Un des premiers changements a été une baisse de la population (voir Figure 1). Entre 1989 et 1994, 100 000 personnes ont quitté la Lettonie. Celle-ci n'avait pas connu de baisse de population depuis 1949 lorsque 40 000 Lettons avaient été déportés (Iwaskiw 1995). Cette baisse est due à deux facteurs : le taux de natalité négatif en Lettonie et plusieurs personnes se sont établies dans un autre pays, car ils ne pouvaient s'adapter au nouvel état, par exemple le personnel militaire russe et leur famille.

Figure 1
Migration vers et hors de la Lettonie, 1951-2005
(en nombre de personnes)



Un des premiers engagements du nouveau gouvernement letton a été de promouvoir la langue lettone tandis que l'anglais est maintenant enseigné dans les écoles au lieu du russe (Monden et Smits 2005, p. 327). La constitution de 1922 a été instaurée de nouveau et la nouvelle République de Lettonie a été vue comme la suite de la République de 1918-1940. Celle-ci avait quelques lacunes, comme le fait qu'elle ne mentionnait rien sur les droits de l'homme, mais des lois constitutionnelles ont été ajoutées.

Ceci a été déterminant pour tout ce qui a suivi. Certains pays n'ont jamais reconnu l'annexion de la Lettonie à l'URSS, comme les États-Unis (Gelazis 2004, p. 228). Autant les Russes voyaient l'année 1945 comme une restauration de l'état letton sous leur joug, autant la Lettonie a vu l'année 1991 comme une restauration de son indépendance et de cette manière, elle se considère, avec ses voisines baltes, comme constituant des « 'restored' rather than 'new' sovereignties » (Chinn & Truex 1996, p. 133).

Cependant, cette façon d'agir a posé problème car quand des immigrants russes sont arrivés en Lettonie sous l'URSS, ceux-ci ne pensaient pas en termes de nouveau pays. En 1991, cette population s'est effectivement retrouvée dans un nouveau pays mais sans citoyenneté (Chinn & Truex 1996, p. 135).

Tout de suite après avoir déclaré leur indépendance, les trois pays baltes se sont tournés vers l'Ouest. Après le démantèlement de l'Union Soviétique, plusieurs organisations internationales liant les anciennes républiques soviétiques ont vu le jour. Les pays baltes ont fait partie d'une seule de ces organisations, soit la 'Community of Democratic Choice', formée en 2005 et qui a pour but de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit.

Dépendances envers Moscou (1994-1998)

Quand la Lettonie faisait partie de l'URSS, elle se fiait à Moscou pour subvenir à plusieurs de ses besoins. Sur trois flancs, Moscou détenait un pouvoir sur les pays baltes. Le premier était relié au pétrole¹⁴ dont la Lettonie avait besoin pour l'électricité, le chauffage et le transport. En 1990, la Lettonie a généré seulement 8 % de l'énergie qu'elle a consommée. Le deuxième était lié au nombre de russophones dans les pays baltes. Ceux-ci étaient présents dans les sphères du pouvoir ou dans les usines. Le troisième était la présence militaire. Les pays baltes étaient parmi les plus militarisés et souvent les militaires n'avaient aucun lien ethnique avec la population locale (Clemens 1999, p. 191).

En réfractaires, les pays baltes ont toujours cherché à résister à ces dépendances. Déjà avant l'indépendance, les pays baltes écoutaient de moins en moins le gouvernement soviétique et c'est là une manière de résister à l'envahisseur. Mais une fois indépendants, les pays baltes se sont retrouvés seuls devant plusieurs problèmes. Dès le début des années 90, la Russie a employé différents moyens de pression sur les pays baltes pour les punir ou pour les aligner sur leurs positions, comme en suspendant les envois d'énergie (Clemens 1999, p. 191-192). Ou encore, Moscou exigeait d'être payé en devises lourdes et sans rabais pour ses ressources vendues.

Walter Clemens identifie toutefois cinq facteurs qui ont aidé les pays baltes à briser la dépendance envers la Russie, à se tourner vers l'Europe et à assumer leur indépendance le plus tôt possible. Premièrement, les conséquences des révolutions chantantes. Des millions de résidents se sont tenu la main en août 1989 pour se rappeler le pacte signé en août 1939.

¹⁴ L'auteur rappelle avec raison qu'« in international relations, energy is both a policy tool and an object » (Clemens 1999, p. 190).

Toujours dans la non-violence, les pays baltes célébraient également leurs identités pendant des festivals dans les années 80 et ils se sont comportés de la même façon dans les années 90, c'est-à-dire en décidant eux-mêmes (Clemens 1999, p. 192). Deuxièmement, ils ont baissé leur consommation d'énergie (gaz et électricité). Cette politique a été difficile au début puisque les pays baltes n'étaient pas habitués à se serrer la ceinture, mais la situation a été rétablie. Troisièmement, leur place géographique pour le commerce était stratégique. Les pays baltes sont un pont entre la Russie et l'ouest, mais ils ont aussi des ports et des infrastructures importants pour les échanges Est-Ouest. Quatrièmement, les pays baltes ont plusieurs ressources naturelles et d'autres pas encore exploitées (Clemens 1999, p. 195). Cinquièmement, en Lettonie, il y a des pipelines au port de Ventspils par lesquels la Russie exporte du pétrole en Europe.

En 1994, les dernières forces armées russes ont quitté la Lettonie. Ilya Prizel prétend que ce geste a été fait par Moscou pour rester dans les bonnes grâces de Washington (Prizel 1998, pp. 271-272).

Les événements continuent ensuite de se dérouler dans un climat de tension relative¹⁵. Joindre l'UE était aussi une manière de soutenir l'identité nationale (Graeme et Löfgren 2001, p. 283) et les pays baltes avaient besoin d'argent pour financer des réformes politiques et économiques et ils voulaient quitter la sphère de l'Est pour celle de l'Ouest.

¹⁵ En février 1997, le gouvernement d'Eltsine a émis un document relevant six problèmes sur le sujet : la réitération de l'opposition à l'adhésion des pays baltes à l'OTAN, la ratification des frontières baltes, le maintien des liens économiques avec l'oblast de Kaliningrad, le renforcement contre le crime organisé, la continuation de la coopération culturelle avec la Russie tout en traitant bien les minorités russes.

Le tournant européen (1998-aujourd'hui)

En dépit de quelques actes de violence qui ont éclaté en 1998 (Plasseraud 2003, p. 275), la Lettonie amorce son tournant européen. Plusieurs lois controversées ont été votées pour protéger la culture lettone : loi sur l'éducation (1998), loi sur les élections (2002), loi restreignant l'usage du russe dans les écoles publiques (2004)¹⁶. Pour la Lettonie, l'adhésion à l'UE était plus importante que l'adhésion à l'OTAN (Graeme et Löfgren 2001, p. 284). L'intégration à l'UE a obtenu de 45 à 50 % d'appui de la part des Lettons dans des sondages effectués entre novembre 1998 et novembre 1999 et 52 % des citoyens étaient en faveur contre 37 % des non-citoyens (Graeme et Löfgren 2001, p. 289).

Se joindre à l'Union européenne a été synonyme de plusieurs avantages : sécurité, stabilité politique, économique et sociale, consolidation de la souveraineté de l'État et garantie de l'intégrité territoriale (Graeme et Löfgren 2001, p. 274). Pour la minorité russe, cette adhésion offrait une possibilité de rendre leur appartenance à un groupe ethnique une chose positive (Vihalemm 2007, p. 497).

L'adhésion à l'UE n'a pas été sans heurts. Pour qu'un pays adhère à l'UE, certains critères économiques, politiques et géographiques doivent être respectés. Parmi les critères politiques, l'un d'entre eux exige le respect et la protection des droits des minorités (Adrey 2005, p. 453).

La situation des minorités russes en Lettonie était directement touchée par ce critère. Si les droits humains sont considérés par les organisations internationales comme étant

¹⁶ Pour un éventail complet des lois valorisant la langue, voir <<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/lettonie-2polvalorisation.htm>>.

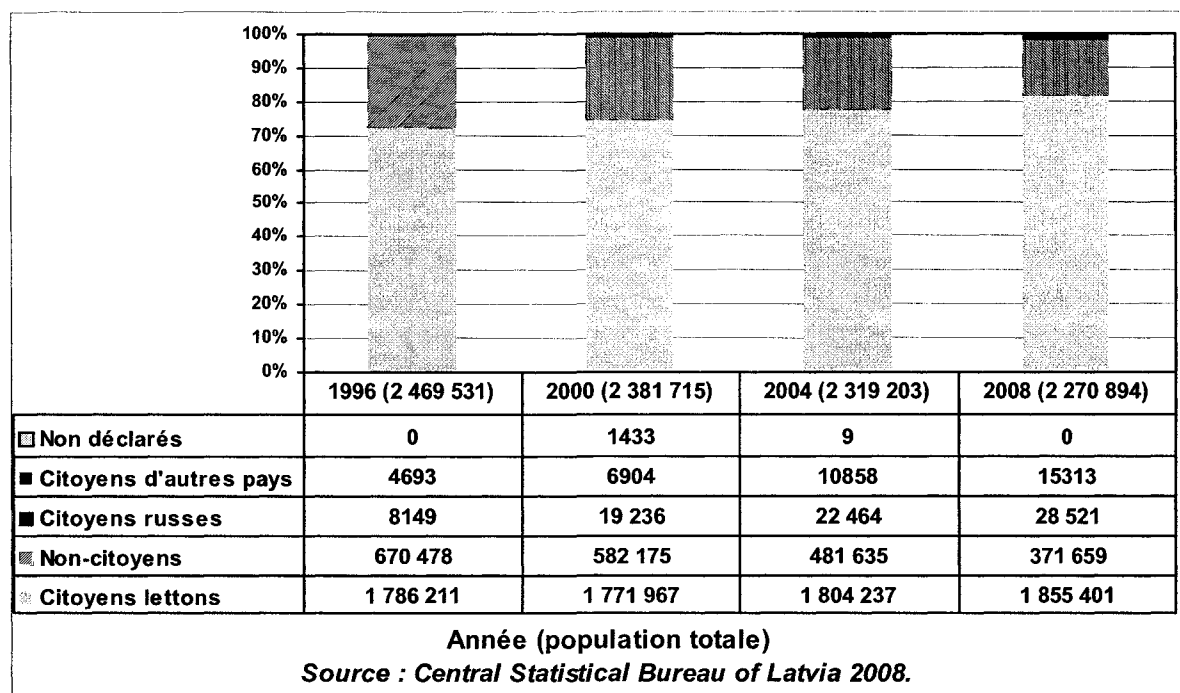
généralement respectés par les états baltes, la question des droits politiques demeure plus épineuse (Kolstø 1995, p. 106).

Il reste que l'UE a eu une certaine influence en faveur des minorités. « It cannot be denied that the European Commission recommendations contributed to changes in citizenship and language legislation. In 1998, for instance, Latvia abolished the 'window system' and granted, upon request of their parents, citizenship to stateless children born in Latvia after 21 August 1991. Furthermore, the Latvian government eliminated restrictions preventing non-citizens from working as firefighters, airline staff, and pharmacists. Non-citizens could receive unemployment benefits without presenting certificates of Latvian language knowledge and the naturalisation procedures for people over the age of 65 and disabled persons were simplified » (Van Elsuwege 2004, p. 15-16).

Cependant, il est curieux de voir qu'avec le pouvoir de pression de l'UE, le cas des non-citoyens ne se soit pas réglé avant. Des changements ont eu lieu aux lois sur la citoyenneté en Lettonie, mais en 2004, un peu plus de 20 % des résidents étaient toujours sans citoyenneté ('stateless') (Gelazis 2004, p. 225). N'empêche, le nombre de citoyens a tout de même augmenté au cours des dernières années (voir Figure 2) en partie dû aux mouvements migratoires et à l'intégration.

Depuis l'adhésion à l'UE, plusieurs citoyens lettons ont quitté la Lettonie pour des pays en UE où les « contraintes d'accès au travail sont minimales » (Leclerc 2007b), par exemple l'Irlande, le Royaume-Uni et la Suède. Ceci a amené une autre vague d'immigrants, souvent russophones, pour combler les postes (Bilefsky 2006). Ceux qui quittent sont généralement peu instruits, gagnent de bas salaires et n'ont pas l'intention de revenir.

Figure 2
Résidents de la Lettonie selon le statut de citoyenneté
1996-2004



Une émigrante lettone ayant vécu 45 ans au Canada, Vaira Vike-Freiberga a été élue présidente en 1999 et en 2003. Le 20 septembre 2003, la population lettone a voté à 67 % en faveur de l'adhésion à l'UE ce qu'elle a fait le 1^{er} mai 2004. Le 2 avril 2004, la Lettonie a joint l'OTAN. La minorité russe a généralement été en faveur de l'UE mais pas de l'OTAN : « This is because the EU has been seen as a defender of minority rights, although this is largely because of an inability to differentiate the EU from the rather more interventionist (in minority and human rights) Council of Europe » (Auers 2003, p. 69).

La Lettonie est considérée aujourd'hui comme l'un des pays les plus pauvres d'Europe, avec la Moldavie (Leclerc 2007b) et comme le plus corrompu des trois pays baltes (Auers 2003, p. 70).

CHAPITRE 2 : CITOYENNETÉ

Les politiques de citoyenneté et d'intégration ont renforcé les écarts entre les Lettons et leurs minorités.

Section 1 : Définitions

Le terme citoyenneté est lourd de sens. La citoyenneté est un concept insaisissable (Yuval-Davis 1997, p. 68). Koopmans et Statham définissent la citoyenneté comme « the set of rights, duties, and identities linking citizens to the nation-state » (Koopmans and Statham 2000, p. 18). Ces derniers distinguent en plus trois sortes de citoyennetés : 1) ethnique ou exclusive (comme en Allemagne ou en Israël); 2) assimilationniste ou républicaine (comme aux États-Unis); et 3) multiculturelle ou pluraliste (comme en Grande-Bretagne ou au Canada) (Koopmans et Statham 2000, p. 19). Selon Marshall, la citoyenneté comprend trois types de droits : juridiques, politiques et sociaux, qui se sont institutionnalisés en des temps différents (Juteau 1999, p. 141).

La dichotomie ethnique/civique est également reflétée quand on parle d'acquisition de la citoyenneté. Il y a deux manières traditionnelles d'obtenir la citoyenneté qui découlent de cette distinction entre nation ethnique et civique : il y a la manière *jus soli*, où la citoyenneté est accordée par naissance sur le territoire national ou par naturalisation (à la française) et le *jus sanguinis* où la citoyenneté est accordée aux membres de l'ethnie (à l'allemande) (Koopmans and Statham 2000, p. 19).

Si on parle de nation et d'état, il faut parler de ses citoyens. Et si on parle de citoyens, on se doit de parler de droits, incluant les droits des minorités. Deux écoles de pensée

s'affrontent sur ce terrain : 'libéraux' et 'communautariens' sont en désaccord quant à l'octroi de droits aux minorités. Car la situation des minorités est particulière : ses membres se trouvent en effet coincés entre deux nationalismes mutuellement hostiles, celui du nouvel état nationalisant dans lesquels ils vivent par lien civique et leur mère patrie à laquelle ils appartiennent par lien ethnique plutôt que par citoyenneté légale (Brubaker 1996, p. 5). Nous reviendrons sur ce point.

Section 2 : La citoyenneté lettone : l'arme principale

Quand l'URSS se démantèle en 1991, il règne une confusion générale. La question de la citoyenneté se doit d'être adressée, car de nouveaux pays se forment. « In October 1991, the Latvian parliament restored the prewar citizenry, thus depriving citizenship rights to one-third of its voters. Radical Latvian politicians called for the exportation of noncitizens » (Koltchanov 2005, p. 738). De 1991 à 1994, « non-Latvians had no clear sense of their future in the country » (Melvin 1995, p. 131) et cette population vivait une grande crise d'identité (Melvin 1995, p. 37; Kolstø 1996b, p. 610). C'est seulement en 1995 qu'une loi a été passée au gouvernement légalisant leur présence. Entre 1995 et 2005, seulement 5 % des non-citoyens ont été naturalisés (Koltchanov 2005, p. 738). Le résultat de ces mesures a eu des conséquences : un taux de chômage élevé et une sous-représentation dans l'état et dans les corps décisionnels. Dans quelques domaines, la langue lettone est obligatoire pour réussir : les médias, l'éducation et dans les secteurs privés et publics.

Face à cette situation, la Russie veut protéger ses citoyens, mais aussi ceux qui résident dans les Républiques soviétiques qui dans le temps de le dire, seront les anciennes Républiques soviétiques : « the Russian Federation Law on Citizenship came into operation

immediatly after the dissolution of the Soviet Union at the end of 1991, operating upon a mixture of *jus sanguinis* and *jus solis*, demonstrating concern with the residual Russian population living in other states of the former USSR, who could acquire citizenship of the Russian Federation » (Panayi 1999, p. 208). Pour la jeune diaspora russe, c'est une option intéressante, car plusieurs pays, dont la Lettonie, tentent d'empêcher leurs citoyens russes d'obtenir leur citoyenneté. De fait, certains ont quitté la Lettonie.

Bien que des ébauches de lois aient eu lieu en 1988 et en 1989, ce n'est qu'en juillet 1994 qu'une loi a été passée où une connaissance de la langue lettone est devenue nécessaire pour acquérir la citoyenneté. Elle met en place des conditions d'admissibilité à la citoyenneté difficiles à atteindre pour ceux qui sont venus s'établir après 1940. Quiconque est non letton doit avoir la résidence permanente, une source légale de revenus, abandonner la double citoyenneté (russe), connaître la langue lettone, connaître l'histoire et la constitution du pays et prêter serment à l'État letton (Leclerc 2007b). 400 000 des 700 000 habitants catalogués comme non Lettons étaient alors en mesure de postuler pour obtenir la citoyenneté, mais le processus dura jusqu'en 2003 – c'est donc dire que la minorité russe était à l'écart pendant ce temps ; selon Panayi, ceci représentait « a type of apartheid » (Panayi 1999, p. 209). À l'automne 1995, seulement quelques centaines de résidants avaient été naturalisés et à cette époque les Lettons ne représentaient que 55 % de la population lettone (Chinn & Truex 1996, p. 137).

Ajoutons qu'une loi datant de 1995 avait été créée pour faciliter les allers et retours hors du pays pour ceux qui disposaient toujours d'un passeport. En 1997, il y avait encore 300 000 'non-citoyens' uniquement détenteurs d'un permis de séjour (Leclerc 2007b). En

1998, les limites d'âge ont été enlevées (Monden et Smits 2005, p. 327). Le nombre de non-citoyens baisse un peu en 1998 pour atteindre 646 000 (Kuodyte & Zemerova 2006) mais ces gens sont toujours considérés comme des immigrants. Ces non-citoyens sont souvent détenteurs d'un passeport de non-citoyen (*Aliens passport*) qui ne donne pas exactement les mêmes droits et accès qu'un passeport letton. Accorder la citoyenneté à tant de gens est perçu comme une menace par le gouvernement envers la langue et la culture lettone. Les non-citoyens sont officiellement appelés les 'citoyens de l'ex-URSS qui n'ont pas la citoyenneté lettone ou une autre citoyenneté'. Cette politique de naturalisation n'est pas un succès énorme, car 18 % des 2,3 millions d'habitants n'avaient toujours pas la citoyenneté en 2005 (Leclerc 2007b).

Bien qu'elles peuvent sembler exagérées, les politiques sur la citoyenneté ne sont pas si différentes des politiques assimilationnistes françaises, britanniques, suédoises ou hollandaises (Chinn & Truex 1996, p. 139) et elles ne sont pas plus exclusives que celles de l'Allemagne : « if the officials applying the policy assume that *jus sanguinis* should prevail, then those petitioning for naturalization will face obstacles that cannot be found in a strict reading of the legislation » (Chinn & Truex 1996, p. 145).

Plusieurs personnes ont critiqué les politiques lettones en matière de citoyenneté. Max van der Stoel, haut commissaire des minorités nationales à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, recommandait en 1993 de faciliter la naturalisation à ceux qui le demandaient, car ceci aurait deux effets positifs : réduire le danger de déstabilisation et augmenter les chances que cette nouvelle portion de la population développe des liens avec leur nouveau pays (Chinn & Truex 1996, p. 138).

CHAPITRE 3 : MINORITÉS ET IDENTITÉ

La création d'états-nations dès la fin du XVIII^e siècle a eu pour conséquence l'apparition de nouvelles minorités. Ces minorités existaient déjà avant ce temps, mais la différence ici est qu'avec la création d'un état avec des frontières artificielles qui augmentait son contrôle sur sa population et qui a implanté une culture nationale affirmant représenter tout le monde, ces minorités ont voulu réagir contre tout ceci.

Section 1 : Groupe minoritaire

Louis Wirth définit ainsi un groupe minoritaire : « a group of people who, because of their physical or cultural characteristics, are singled out from the others in the society in which they live in » (dans Juteau 1999, p. 64) tandis que Guillaumin ajoute que les minoritaires « ont en commun leur forme de rapport à la majorité, l'oppression » (dans Juteau 1999, p. 64).

Ces minorités voient en leurs différences une manifestation de leur communauté qui les différencie du groupe dominant. « Consequently, most minorities are a product of nationalism, because they would have regarded these differences as natural in an age before nation states, and would not have felt the need to demonstrate their differences to a centralising culture with which they had no connection » (Panayi 1999, p. 9). Il y a donc conflit entre l'idéal national (société homogène) et la réalité (hétérogénéité d'ethnie)¹⁷.

On peut définir une minorité à l'aide de quatre facteurs : la différence, le pouvoir, la concentration géographique et l'importance (Panayi 1999, p. 9). « A perfect minority, for the

¹⁷ Mais le nationalisme n'a pas créé toutes les minorités qui existent : songeons aux Juifs à travers l'histoire (Panayi 1999, p. 8) que l'on peut qualifier de minorité historique.

sake of argument, is smaller than the majority grouping, concentrates in particular locations, looks outwardly different and lacks power *vis-à-vis* the dominant population » (Panayi 1999, p. 9).

Les Russes en Lettonie forment une population importante, surtout dans les villes. Ils sont différents des Lettons sur plusieurs points, incluant la langue. Ils ont peu de pouvoir entre autres car une bonne partie d'entre eux n'ont toujours pas la citoyenneté et sont donc exclus des débats publics. La population russe avoisine les 30 %, ce qui est énorme pour une minorité.

Section 2 : Les minorités lettones

En 2004, la minorité russe constituait 28,8 % de la population en Lettonie, les Biélorusses 3,9 %, les Ukrainiens 2,6 %, les Polonais 2,5 %, les Litvaniens 1,4 %, les Juifs 0,4 %, les Tsiganes 0,3 % et les Allemands 0,2 % (Leclerc 2007b). Avec un si fort pourcentage, la minorité russe ne se considère pas comme une minorité (Plasseraud 2003, p. 278). La plupart de ces minorités n'ont toujours que leur vieux passeport soviétique (Mercator 2005, p. 5) même s'ils avaient jusqu'en 2001 pour l'échanger contre un passeport de non-citoyen (Plasseraud 2003, p. 283).

Bien que les minorités russes fassent souvent la manchette, la relation entre les minorités russes et Lettons est sans violence (Wahlbäck 2006). Anciennement du ministère des Affaires étrangères suédois, Wahlbäck remarque que cette tolérance impressionne compte tenu du fait que « most of the immigrants in Sweden and other EU countries have come peacefully to seek jobs or to flee oppression, while those settling in the Baltic countries

arrived as a result of conquest. Some of them have even played sinister roles in the maintenance of Soviet rule in the past » (Wahlbäck 2006). Selon Ginkel, l'absence de conflit est due à l'importance de la formation de l'identité entourant les Révolutions chantantes (Ginkel 2002, p. 403).

Puisque ces gens ne se voient pas comme des immigrants, car ils n'ont fait que bouger de républiques à travers le même état soviétique, il est donc possible de dire que « today most of them are victims of Soviet policies almost as much as the Balts themselves » (Wahlbäck 2006).

La Lettonie a su rester dans les normes légales. Elle a été critiquée par de nombreuses organisations internationales mais les lois internationales encourageant l'octroi de la citoyenneté aux minorités sont peu ou totalement absentes. Pour tout dire, la communauté internationale était à court d'arguments :

Arguments that these citizenship laws discriminate on the grounds of ethnicity and language confront arguments that applicants for citizenship must produce evidence of their loyalty and effective links to the state. Arguments that these citizenship laws create rather than avoid statelessness confront the argument that all former USSR citizens continue to have the option of claiming Russian citizenship. Finally, the strong argument has been made that international practice in regard to citizenship in successor states is that permanent residents on the territory of the new state should gain citizenship there. Yet, this argument is again debunked by the Baltic States' assertion that they are not successor states, but re-established states and therefore must respect the principle of continuity with all its implications for Soviet-era migrants (Gelazis 2004, p. 232).

De cette manière, la Lettonie en mettant l'accent sur le fait qu'elle était un état restauré et non un nouvel état a pu défendre ses nouvelles politiques de citoyenneté (Gelazis 2004, p. 233).

C'est un des droits fondamentaux de l'état que de décider qui est un citoyen, c'est-à-dire quelqu'un qui possède tous les droits politiques au pays. Sur le plan international,

plusieurs traités sont signés pour la protection des minorités. Cependant, plusieurs déclarations internationales ont voulu réduire le nombre de sans-papiers, comme la Déclaration des Droits de l'Homme de 1948 qui stipule que tous ont droit à une nationalité ainsi que la Convention sur la réduction des cas d'apatridie de 1961 qui abondait dans le même sens. Le dernier mot cependant revient à l'état et non aux lois internationales quand il est question de la marche à suivre pour devenir citoyens (Chinn & Truex 1996, p. 134).

Il faut souligner qu'aucun des pays baltes n'a signé la *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, et alors que ses deux voisins baltes ont signé, ratifié et mis en place la *Convention-cadre pour la protection des minorités nationales* qui reconnaît le droit collectif aux minorités, la Lettonie n'est pas allée au-delà de la simple signature de cette convention (Mercator 2005, p. 6).

L'entrée dans l'UE devrait avoir un retentissement chez les minorités même si celles-ci sont toujours apatrides. Peut-être trouveront-ils plus important d'acquérir la citoyenneté pour profiter des avantages de la citoyenneté européenne (Gelazis 2004, p. 240). Car en ce moment, « Resident aliens in both countries enjoy a certain set of rights that nearly resemble citizenship. With aliens passports, they are able to travel internationally just as Latvians and Estonians » (Gelazis 2004, p. 239).

En conclusion : « The problem of statelessness in Estonia and Latvia is certainly complex in terms of these countries' historical context. However, punishing resident aliens for events governed by system level international actors is hardly defensible, particularly now, when the Baltic States are safely under the European security umbrella. By not resolving the problem of statelessness prior to enlargement, the EU has now inherited it. Not

adopting a clear policy on this issue may ultimately destabilize the delicate balance of ethnic relations in the Baltic States » (Gelazis 2004, p. 242).

Après avoir parlé de minorités et de citoyenneté, il est temps de se demander comment se forme l'identité, même si ce terme est ambigu (Brubaker 2004, p. 28).

Section 3 : L'identité

L'identité et la nation se rejoignent, car on définit toujours l'identité dans une optique de contraste ou de complément face aux autres nations (Löfgren 1989, p. 11). La nation joue plusieurs rôles pour un individu. L'un d'entre eux est d'avoir une position clé dans le sentiment d'appartenance d'autrui : « the nation is one of the resources on which individuals draw to formulate their sense of selfhood » (Cohen 1996, p. 803).

Quand Hjemdahl se demande à quel âge devient-on européen (Hjemdahl 2002, p. 123), nous pourrions nous poser la question suivante : à quel âge devient-on Canadien, Américain ou Letton ?

Anthony Smith admet qu'il est possible d'être membre de plusieurs communautés à la fois, possédant différentes identités (Smith 1993, p. 129), mais on ne peut changer ou adopter une autre identité n'importe quand. Il s'interroge sur le degré de malléabilité des identités ethniques ou nationales, faisant allusion aux concepts échafaudés par Benedict Anderson sur la 'communauté imaginée' : jusqu'à quel point peut-on manipuler son identité et la changer à son gré (Smith 1993, p. 129) ?

Il n'en est pas si certain pour plusieurs raisons : premièrement, la relation entre ces identités et ces communautés – laquelle est plus importante ? – n'est pas bien définie. Deuxièmement, nous ne savons pas beaucoup de choses sur la nature et la persistance des identités. Troisièmement, il y a toujours des éléments de contraintes. Finalement, Smith se demande pourquoi des gens sont prêts à mourir pour leur ethnie ou nation si celle-ci n'est qu'une construction ou une imagination.

La relation entre l'identité nationale et l'ethnicité est présente : « identity as a dynamic process of construction and reproduction over time, in direct relation or opposition to specific other groups and interests » (Löfgren 1989, p. 9).

Depuis Barth – nous le verrons plus tard –, nous savons que les frontières ethniques peuvent changer avec le temps, comment les symboles et repères ethniques sont créés¹⁸ et communiqués et comment certains critères identitaires peuvent être sélectionnés selon la situation. L'identité nationale a ceci de particulier qu'elle peut être vue comme une forme spécifique de l'identité collective et que comme l'ethnicité, elle se manifeste à différents degrés selon les occasions (Löfgren 1989, p. 9).

Mais comme le dit Kolstø, « identity formation is a protracted process, spanning decades and generations » (Kolstø 1996, p. 613)¹⁹.

¹⁸ « This is where culture, pigmentation, etc., become important: they provide means of exclusion for the benefit of the privileged, and a means of identification, etc., for the underprivileged. Distance, seas to be crossed, can serve as well to reinforce chromatic or cultural differences. Nationalism is not the awakening of nations to self-consciousness: it invents nations where they do not exist » (Gellner 1964, p. 168).

¹⁹ Kolstø identifie treize facteurs qui influencent la formation de l'identité chez la diaspora russe (Kolstø 1996b, pp. 618-622).

CHAPITRE 4 : LES RELATIONS ETHNIQUES

La sociologue Juteau demande : « Comment se construisent les groupes ethniques ? Sur quoi reposent-ils ? Le passé, l'histoire, le rêve, l'imaginaire, la conscience vraie ou fausse, le mythe, le regard d'autrui, la domination, les luttes, le projet d'émancipation, les croyances, les valeurs, les traditions, le style de vie ? » (Juteau 1999, p. 11).

Gordon et Wallerstein sont les premiers dans les années 60 à utiliser le sentiment de former un peuple dans la définition de l'ethnicité. Quelques années plus tard, l'ethnicité a surpassé la classe comme catégorie première de la différenciation sociale (Poutignant et Streiff-Fenart 1999, p. 26).

Selon Poutignant et Streiff-Fenart, il y a deux acquis théoriques dans le débat actuel sur l'ethnicité. Premièrement, pour qu'un groupe ethnique existe, il faut y en avoir d'autres. Autrement dit, le caractère relationnel est plus important que le caractère essentiel. L'essentiel est donc dans les liens entre groupes. Deuxièmement, l'ethnicité est dynamique et non statique. Elle peut changer selon les époques.

Néanmoins, les points de discorde tournent autour de quatre sujets. En premier lieu, l'ethnicité est-elle un phénomène politique et instrumental chargé d'un statut et de pouvoir ou un processus symbolique qui sert à distinguer culturellement les groupes ? En deuxième lieu, est-il plus important de considérer les différences entre les groupes ou les conditions dans lesquelles ces différences sont utilisées ? En troisième lieu, choisit-on de devenir membre d'une ethnie ? En dernier lieu, l'ethnie est-elle partie intégrante du comportement humain ou varie-t-elle selon les périodes historiques ? (Poutignant et Streiff-Fenart 1999).

Section 1 : Ethnie et nation

Le terme ethnie est un terme de plus en plus utilisé aujourd'hui; les expressions 'conflit ethnique' et 'groupe ethnique' étant souvent présentes dans les médias. Notons que l'ethnicité est une catégorie tandis que le qualificatif 'ethnique' se veut plus personnel.

La racine est grecque, *ethnos*, qui signifie 'nation'. Panayi définit l'ethnicité comme étant « a political ideology which revolves around one or more of the factors of appearance, language and religion » (Panayi 1999, p. 4). La caractéristique de l'apparence peut avoir plusieurs significations : il y a l'apparence physique (couleur de la peau), mais on peut également y inclure dans la définition l'habillement et la nourriture. Une donnée importante : « le groupe ethnique est un fait social et non une donnée biologique » (Juteau 1999, p. 86). L'ethnie fait donc référence à un peuple et à une mémoire collective, et la nation met plus l'accent sur une volonté de vivre en commun.

La langue est un outil fondamental pour rassembler une ethnie politique et presque aussi importante est la religion. L'apparence et la langue servent à une chose, quand nous avons conscience que nous faisons partie d'un groupe minoritaire : se différencier du groupe majoritaire.

Smith définit une ethnie comme « a named human population with myths of common ancestry, shared historical memories and one or more common elements of culture, including an association with a homeland, and some degree of solidarity, at least among the elites » (Smith 1999, p. 12).

Juteau demande si la nation n'est qu'un gros groupe ethnique. Contrairement aux nations, les groupes ethniques ne sont pas politiquement organisés (Schnapper 1998, p. 16) et sont plus 'naturels' (Schnapper 1998, p. 17). Smith différencie ethnie (une communauté culturelle historique) et nation (se préoccupant de droits, de territoire, de culture de masse) (Smith 1993, p. 130). L'ethnicité est donc la base de l'identité nationale et celle-ci est très difficile à éradiquer.

Comme l'identité, l'ethnicité est relative et peut être plus forte selon les situations, en réaction à des changements dans l'environnement par exemple – soit parce que la personne s'est déplacée, parce qu'une force dominatrice s'est imposée à son groupe ou parce qu'elle fait face à une population ou à un gouvernement qui lui est hostile (Panayi 1999, p. 104).

Section 2 : Les frontières ethniques

Avec l'indépendance de la Lettonie sont arrivées de nouvelles frontières. Les plus grands changements quant au nombre de nations européennes depuis la Deuxième Guerre mondiale ont eu lieu avec le démantèlement de l'URSS et l'éclatement de la Yougoslavie (Anderson et al. 2002, p. 8). Pour toutes les anciennes républiques soviétiques, le début a été difficile. Encore sous le joug de la Russie dans de nombreux domaines, celles-ci ont pris du temps à démarrer et ont connu des difficultés économiques dans leurs premières années.

Pour bien comprendre l'expression 'frontières ethniques', il faut analyser ce que veulent dire ces deux mots pris séparément.

Les frontières

Le sociologue Indien T.K. Oommen a écrit que « the 'rise and fall, the construction and deconstruction of various types of boundaries is the very story of human civilisation and of contemporary social transformation' » (dans O'Dowd 2002, p. 13). Les frontières sont un endroit intéressant car elles sont symboliques (O'Dowd 2002, p. 27). À travers l'histoire, elles ont été un lieu convoité qui a appartenu à plusieurs pays et les changements de frontières ont résulté pour la plupart en guerres, invasions, accords entre dynasties – bref en luttes de pouvoir (O'Dowd 2002, p. 16).

Les frontières sont un lieu à la fois positif (un mélange de culture propice à la découverte, au bilinguisme, etc.) et négatif (une lutte entre deux peuples) – un lieu de « incommensurable contradictions » (Gupta et Ferguson 1992, p. 18). C'est un endroit qui n'est pas fixe et qui est propice au mélange des cultures (Gupta et Ferguson 1992, p. 18).

De tout temps, les frontières ont été des endroits litigieux, mais de nos jours, même s'il existe plusieurs organisations supranationales, elles sont encore très d'actualité, car les biens, l'information et les gens franchissent de plus en plus de frontières. De plus, les réseaux de communications ainsi que la mondialisation culturelle sont à la hausse (Anderson et al. 2002, p. 9). O'Dowd prétend que les frontières s'intègrent bien à notre comportement car elles représentent notre besoin d'ordre, de contrôle, en plus de clairement délimiter la différence entre 'eux' et 'nous' (O'Dowd 2002, pp. 14-15).

Le caractère ethnique

L'anthropologue norvégien Fredrik Barth est connu pour avoir écrit sur le rôle des frontières, particulièrement dans la construction de l'identité. Barth voit en l'ethnicité un principe d'organisation sociale dans une société plurale. Une ethnie marque les frontières et annonce les interactions entre les groupes. Un groupe ethnique est un groupe qui se perpétue avec ses propres valeurs et culture.

Barth défendait le point que les groupes ethniques ne sont pas formés sur la base d'une culture partagée, mais bien sûr les différences culturelles; les frontières sont dorénavant un remplacement aux différences culturelles. Ce ne sont pas les identités préexistantes qui créent les frontières, mais bien les frontières, après les contacts avec les autres, qui forment les identités. Les frontières ethniques ne sont ni immuables ni figées. L'ethnicité prend le dessus sur les autres statuts tels le sexe et le rang et elle ne peut être ignorée ni écartée pour un certain temps (Barth 1999, p. 216).

Les identités ethniques sont des formes d'inclusion, d'exclusion et d'interaction. Il est possible qu'un individu change d'identité ou change simplement les critères définissant son identité (Barth 1969, p. 132). Barth se demande comment et sous quelles circonstances les caractéristiques ethniques changent ou se maintiennent. Souvent un individu va changer d'identité « to avoid the costs of failure » (Barth 1969, p. 133).

Il met l'accent sur les processus sociaux qui définissent l'ethnicité et qui se distinguent des autres groupes ethniques. Les groupes ethniques ne se définissent pas autant par leurs différences culturelles que par le processus de formation et maintien des frontières.

L'ethnicité est vue comme un mécanisme de maintien des frontières entre groupes. Auparavant l'ethnicité était définie par la transmission des différences culturelles déjà existantes. L'ethnicité est comprise dorénavant en termes de relations et de procédés : comment un groupe construit ses différences envers les autres. Tout cela varie dans le temps.

Barth s'attarde à la nature des frontières et à la constitution des groupes ethniques, questions qui avaient été négligées au détriment des différences culturelles et des liens historiques. Il affirme que les frontières persistent malgré les flux de personnes qui les traversent. Il faut chercher la raisons à ceci dans les processus sociaux d'exclusion et d'incorporation qui font que les groupes ethniques se maintiennent. Ce sont les acteurs eux-mêmes qui organisent leurs interactions avec les autres. Ce sont également les actions de tous les jours, les choix et les situations avec lesquels les individus choisissent de s'identifier qui font une différence dans la composition d'un groupe ethnique.

Barth rappelle que les traits significatifs d'un groupe ethnique sont ceux que les acteurs eux-mêmes jugent tels. Certains traits sont utilisés tandis que d'autres ne sont pas retenus. Ces traits peuvent être des signes manifestes (langue, identité) ou des valeurs (critères de moralité) (Barth 1999, p. 211). Les changements d'identité prennent place « where the person's performance is poor and alternative identities are within reach » (Barth 1969, p. 132) et ceci cause également des modifications dans l'organisation des frontières. Sous la pression, seulement une partie du groupe peut garder son étiquette ethnique (Barth 1969, pp. 134).

Barth suggère qu'il faut désormais s'attarder sur la frontière ethnique et non sur le matériau culturel du groupe ethnique et que ces frontières sont sociales bien qu'elles aient

une part de territoire (Barth 1999, p. 213). Il répète que les groupes ethniques ne sont pas primordiaux, mais bien situationnels. L'entretien des frontières doit être le sujet d'étude car il ne faut plus croire que des groupes se rencontrent et s'adaptent sans difficulté.

Selon Juteau, il y a deux processus qui établissent les frontières. Premièrement, celui qui différencie le 'nous' du 'eux' et deuxièmement, à travers le processus de socialisation, qui se veut plus interne que le premier (Juteau 1999, pp. 163-164).

Russes et Lettons

En Lettonie, le territoire a une certaine importance puisque dans la plupart des grandes villes les Russes sont majoritaires. Les groupes ethniques ne perdurent que s'ils ont des différences culturelles persistantes et c'est le cas de la population russe. Barth conçoit qu'en interagissant avec le groupe majoritaire, les différences culturelles devraient s'amenuiser. Mais ce n'est pas toujours le cas car il ajoute qu'en plus des différences marquées, il y a une « structuration de l'interaction » (Barth 1999, p. 214), c'est-à-dire des règles qui régissent les contacts entre les groupes.

En Lettonie les frontières ethniques se maintiennent entre Lettons et Russes. Plusieurs barrières empêchent les contacts positifs entre ces deux groupes : l'occupation soviétique, les différences de langue, les politiques de citoyenneté restrictives, etc. Ces caractéristiques peuvent cependant laisser croire que la minorité russe a construit son identité dans un isolement relatif. Les traits sont importants mais il y a aussi également l'organisation ethnique. De plus, ces caractéristiques deviennent nécessaires pour être membre du groupe ethnique.

En coupant les ponts avec la Russie, les Lettons sont désavantagés de plusieurs manières : ils n'ont plus cette langue commune qu'était le russe et qui était utile pour les conférences, déplacements et les contacts. De plus, ils n'ont plus les réseaux de contacts établis sous l'URSS. Aussi, pour s'ouvrir à l'occident, ils doivent voyager et cela est dispendieux. Finalement, certains artistes étaient parmi les plus reconnus dans l'univers soviétique cherchent aujourd'hui un public (Plasseraud 2003, p. 359).

Deux idéologies s'affrontent aujourd'hui en Lettonie. Peut-être en raison de son influence allemande, la Lettonie a une conception ethnique de la nation tandis que les Russes sont attachés à leur territoire (Plasseraud 2003, p. 276).

De l'autre côté, les russophones ont leurs outils en vue de protéger leurs frontières ethniques. Ils ont des partis politiques au Parlement : le Parti de l'égalité des droits, Centre d'entente et Harmonie pour la Lettonie et il existe une Ligue des Apatrides hors du Parlement (Plasseraud 2003, p. 284). Rappelons qu'en 2001, il y avait encore davantage de russophones que de lettonophones en Lettonie (Plasseraud 2003, p. 288). Ils sont organisés autour d'autres sociétés et associations telle la Communauté russe de Lettonie qui a été fondée en 1991. Mais cette population est fragmentée et éclatée en plusieurs réseaux et est dépourvue de personnalité marquante et charismatique (Plasseraud 2003, p. 287). En réalité, la minorité russe en Lettonie est généralement indifférente et peu réactive quant à sa situation (Plasseraud 2003, p. 292).

À chaque durcissement de la loi lettone, Moscou a répondu par la menace de sanctions, pour la plupart économiques. Le philosophe Elmars Vebers a critiqué le gouvernement letton pour sa lenteur, son manque d'effort et son amateurisme dans le

contexte de l'intégration des Russes. Selon lui, Riga a laissé la situation pourrir dans l'espoir de voir partir les Russes et quand ceux-ci ont cessé de partir, c'est l'UE qui a dû pousser Riga aux réformes (dans Plasseraud 2003, p. 292).

Juteau ajoute que les frontières ethniques se produisent de façon interne par la socialisation, et de façon externe. La facette externe se fait dans les relations sociales résultant des colonisations ou des migrations. Avec la forte migration russe pendant l'ère soviétique et une émigration de cette même population une fois l'indépendance de la Lettonie acquise, les intérêts ont changé. La population russe n'a pas les mêmes buts et n'est plus à la tête du gouvernement. Les rôles dans les relations de pouvoir ont changé et de leaders et de colonisateurs, la population russe a été qualifiée de diaspora et est devenue indésirable. La langue lettone est maintenant un enjeu social, culturel et politique tandis qu'il y a 20 ans, elle était en danger.

Adrey conclut que les questions liées au statut des langues ainsi que les discussions et conflits au sujet des réformes du système éducatif ont éloigné les autorités et les minorités de plus belle (Adrey 2005, p. 461).

Minorités, langue et citoyenneté sont souvent reliées entre eux, car les tests de citoyenneté nécessitent une maîtrise de la langue lettone. Bien que l'UE ait financé des cours de letton, la plupart du temps ces cours ont une longue liste d'attente. De plus, l'UE a fait pression pour que la Lettonie baisse ses frais associés à la naturalisation, ce qu'elle a fait (Gelazis 2004, p. 239).

CHAPITRE 5 : PLURALISME ET ASSIMILATION

La plupart des états sont aujourd'hui pluralistes. Certains essaient de taire ces différences en assimilant les minorités.

Section 1 : Pluralisme

Furnivall définissait en 1939 le pluralisme, dans son livre sur les Indes néerlandaises comme ceci : « two or more elements or social orders which live side by side, yet without mingling, in one political unit » (Furnivall 1939, p. 446). Avant Furnivall, on croyait que les sociétés étaient fondées avec des gens qui partageaient les mêmes valeurs. Mais peu à peu, certains se sont rendu compte que ce n'était pas toujours le cas.

Furnivall décrivait la société plurielle comme une société polyethnique « integrated in the market place, under a control of a state system dominated by one of the groups, but leaving large areas of cultural diversity in the religious and domestic sectors of activity » (dans Barth 1969, p. 16). Déjà, avec ses observations, il notait qu'il était possible de vivre en commun, sans vraiment être ensemble : chaque groupe s'amalgame selon sa religion, sa culture, sa langue, ses idées et ses façons de faire.

En 1948 ce même Furnivall écrivait que dans les sociétés polyethniques²⁰, il y avait de la diversité et de l'unité. Diversité surtout dans les secteurs religieux et domestiques, et unité dans le secteur du marché, sous un système étatique dirigé par le groupe dominant. La

²⁰ Rappelons toutefois qu'il existe diverses interprétations de la définition de Furnivall : « Most writers seem to assume that Furnivall was either providing a neutral or supportive view of the colonial process, or was in fact describing plural society in order to give it a stronger institutional base. Thus 'pluralism' has come to mean a positive policy of accommodating different cultures in one society, and has become a liberal orthodoxy » (Vickers 2005, p. 4).

compétition et les conflits sont endémiques et l'intégration politique se fait par une interdépendance économique.

M.G. Smith

Quelques décennies plus tard, M.G. Smith précise le concept de pluralisme :

Pluralism is a condition in which members of a common society are internally distinguished by fundamental differences in their institutional practice. Where present, such differences are not distributed at random, they normally cluster, and by their clusters they simultaneously identify institutionally distinct aggregates or groups, and establish deep social divisions between them. The prevalence of such systematic disassociation between the members of institutionally distinct collectivities within a single society constitutes pluralism. (Smith 1969, p. 27).

Smith met plutôt l'accent sur les facettes culturelles du pluralisme alors que Furnivall mettait l'accent sur le côté économique. Il identifie également plusieurs manières de dominer comme la conquête, la négociation, l'esclavage et l'idéologie. Smith ajoute qu'il y a trois formes de pluralisme : structurel, culturel et social.

Smith distingue trois types de société : homogène (où tous les membres ont le même système d'institutions), hétérogènes (où presque tout le monde partage un système avec des institutions de base) et plurales (où des inégalités sont présentes au point de vue politique et où un groupe culturel est dominé).

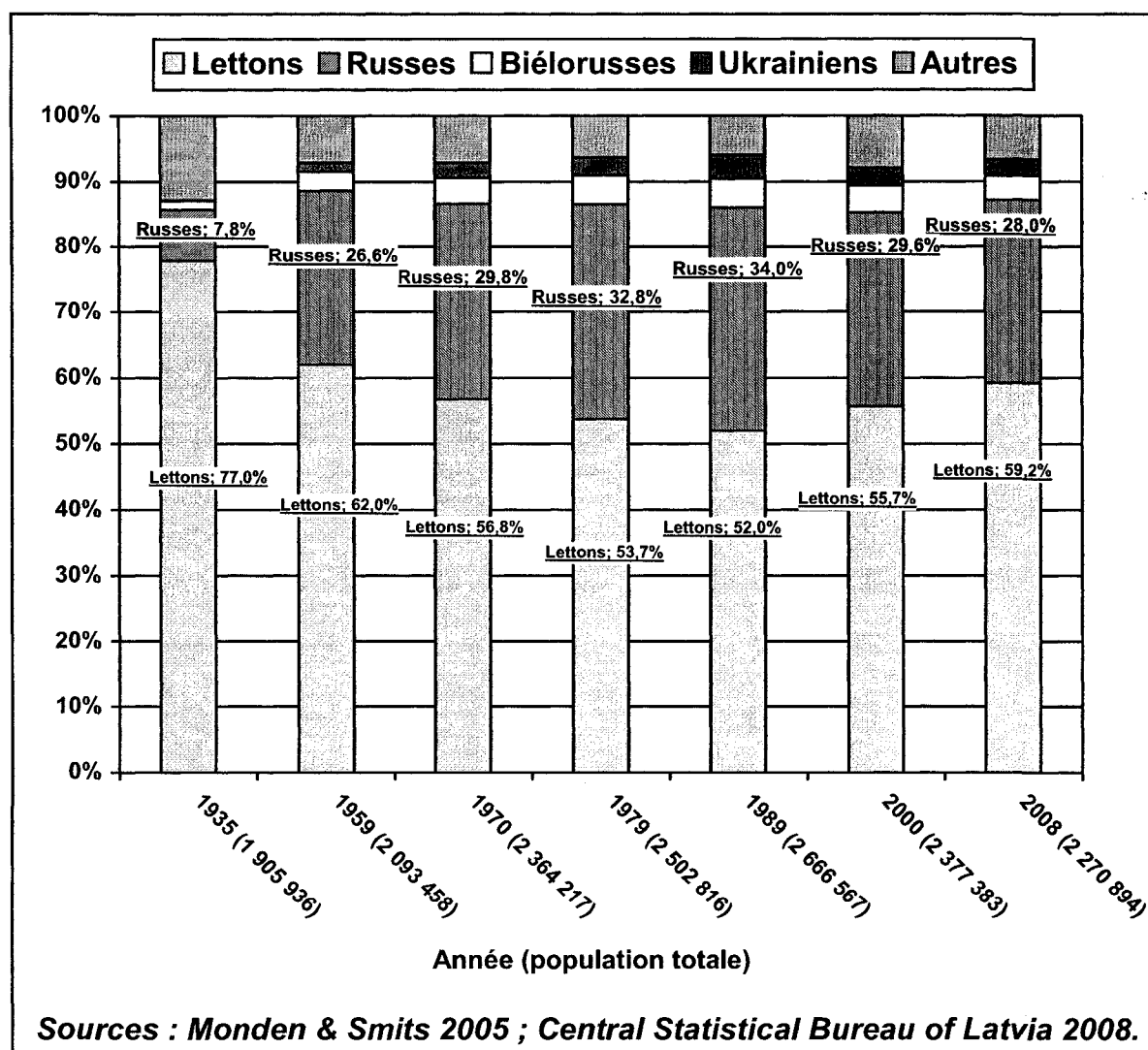
Dans une société plurale, l'ethnicité devient une forme majeure d'organisation politique : « the basic corporate divisions within the society usually coincide with the lines of institutional cleavage, reinforcing and generally converting them into deep and rigid inequalities in social and political life. The enforcement and maintenance of these corporate divisions and inequalities are then normally identified with the preservation of social order and stability » (Smith 1969, pp. 27-28). En 1986, Robert Jenkins ajoute cependant que le

terme 'pluralisme' est ambigu car il peut être appliqué à toutes les sociétés multiethniques (dans Simpson 1995, p. 461).

Pluralisme letton

La population lettone a toujours été multiethnique.

Figure 3
Résidents de la Lettonie selon l'ethnicité
1935, 1959, 1970, 1979, 1989, 200 et 2008



En 1897, sur une population de 1,93 million, les Lettons formaient 68 % de la population tandis que les Russes représentaient 12 %, les Juifs 7 %, les Allemands, 6 % et les Polonais, 3 % (Iwaskiw 1995). Entre 1935 et 1989, les Lettons sont passés de 77% à 52% de la population (voir Figure 3).

Depuis l'indépendance, des Lettons de l'extérieur sont rentrés chez eux et plusieurs russophones ont quitté le pays. Plus de 10 % des Russes de Lettonie présents en 1989 sont retournés en Russie depuis²¹ (Heleniak 2006). On note également une baisse de la fécondité chez les russophones (Plasseraud 2003, p. 278). Des 25 millions de Russes qui se sont retrouvés ailleurs qu'en Russie en 1989, plus de 13 % étaient retournés en Russie en 2004 (Heleniak 2006). Notons que les Lettons avaient un taux de natalité un peu plus élevé que les Russes et une espérance de vie également un peu plus haute (Heleniak 2006).

Vers la fin de la période soviétique, les Lettons étaient minoritaires dans six grandes villes du pays, incluant la capitale Riga où ils ne formaient que le tiers de la population. À Riga, les Lettons ne sont plus majoritaires depuis plusieurs années. En ne donnant pas la citoyenneté à tous ses résidents dès son indépendance, la Lettonie a mis de côté un groupe ethnique important de sa population. Certains Lettons répondent que dans un contexte international de valorisation de langues minoritaires, pourquoi ne pourrait-on pas aussi faire de même avec la langue nationale ? (Plasseraud 2003, p. 358).

²¹ Cependant, du côté russe les chiffres sont un peu plus élevés; ils indiquent que 96 000 Russes ont quitté la Lettonie entre 1989 et 2003 (Heleniak 2006).

Section 2 : Le multiculturalisme

Le multiculturalisme est un concept assez récent et plusieurs pays l'incluent dorénavant dans leurs politiques officielles. Il existe plusieurs méthodes pour accommoder les différents groupes ethniques dans une société. Si l'assimilation est perçue comme un concept à voie unique, l'intégration est pour sa part vue comme un procédé à deux voies, mais où le modèle est formulé par la société d'accueil. La nouveauté avec le multiculturalisme est que c'est un procédé à deux sens, où les deux groupes font chacun des efforts (Modood 2007, p. 48).

Modood définit l'idée politique du multiculturalisme comme « the recognition of group difference within the public sphere of laws, policies, democratic discourses and the terms of a shared citizenship and nationality » (Modood 2007, p. 2).

Cependant, plusieurs critiquent le multiculturalisme entre autres car celui-ci réduit les immigrants à leur identité culturelle et donc renforce d'une certaine manière leur statut (Huysmans 2000, p. 767). Certains pensent même que le multiculturalisme met en danger de vieux concepts tels que celui de l'État ou de la citoyenneté. De plus, « 'Multiculturalism' is both a feeble acknowledgment of the fact that cultures have lost their moorings in definite places and an attempt to subsume this plurality of cultures within the framework of a national identity » (Gupta et Ferguson 1992, p. 7). Également, quelques fois nous utilisons le mot multiculturalisme « in a very loose way – more or less a fashionable alternative for 'ethnic relations' or 'minority integration' » (Koopmans et Statham 2000, p. 18).

La situation des minorités russes dans les pays baltes correspond bien à la définition de Modood quand il affirme que le multiculturalisme se résume à l'accommodement politique des minorités issues de la migration de gens vers l'Ouest (Modood 2007, p. 5). Le multiculturalisme est un effort pour accommoder les nouveaux arrivants. Il y a une présence russe accrue dans les pays baltes depuis la Deuxième Guerre mondiale. Mais maintenant, puisque celui qui était soumis à l'empire est désormais maître chez lui, il semble que promouvoir le multiculturalisme ne soit pas l'une des priorités à l'agenda des pays baltes même si « multiculturalism accommodation works simultaneously on two levels : creating new forms of belonging to citizenship and country, and helping sustain origins and diaspora » (Modood 2007, p. 49).

Dans les faits, la Lettonie est un pays multiethnique. Cependant, « cette situation ne va pas de soi et est vécue (souvent mal) de façon très différente par les divers secteurs concernés de la population » (Plasseraud 2003, p. 279). En 1989 les Lettons représentaient 52 % de la population et ils étaient minoritaires dans tous les groupes d'âge de 19 à 44 ans. Cette menace à l'identité nationale a mis un frein aux politiques de multiculturalisme.

Section 3 : L'assimilation

Le pluralisme permet aux membres de groupes ethniques minoritaires de garder des caractères ethniques tels la langue et les coutumes. Cependant, ceux-ci s'adaptent au cadre économique et politique du nouveau pays. D'un autre côté, l'assimilation tente de changer ces comportements aux profits de ceux du groupe majoritaire. Il semblerait qu'en Lettonie il est possible de garder certains critères personnels mais la Lettonie fait tout en son possible pour que ses résidents connaissent le letton.

Un concept utilisé fréquemment quand on parle de groupes ethniques est l'assimilation. Dans son livre *Assimilation in American Life*, Gordon retrace trois théories de l'assimilation : 'Anglo-Conformity', 'Melting Pot' et 'Cultural Pluralism'. Avant lui, Robert Park donnait quatre étapes de l'organisation sociale entre différents groupes : contact, compétition, accommodation et assimilation (Alba et Nee 2005, p. 20). Gordon décrit l'assimilation comme étant le fait d'une communauté en train d'être absorbée par le groupe dominant (Gordon 1964), bien que certaines influences réciproques puissent se produire.

La théorie de Gordon répond difficilement à une critique : est-il possible d'être complètement assimilé ? Également, il peut être ardu de discerner quand exactement un individu a franchi une étape. Portes et Zhou ont montré que certains obstacles à l'assimilation pour des personnes immigrées favorisent le développement de nouveaux comportements qui rejettent la société d'accueil (Portes et Zhou 1993). Quant à Brubaker, il dénote deux sens au mot 'assimilation' ; un général (le processus de devenir similaire) et un spécifique (l'absorption complète comme fin) (Brubaker 2004, p. 119).

Alba et Nee ajoutent que la compétition entre différents groupes peut avoir différentes conséquences : elle peut mener à un point d'équilibre stable ou à l'opposé, elle peut mener au génocide (Alba et Nee 2005, p. 64). Ils voient l'assimilation comme n'étant ni inévitable ni irréversible et comme « a contingent outcome stemming from the cumulative effect of individual choices and collective action in close-knit groups, occurring at different rates both within and across ethnic groups » (Alba et Nee 2005, p. 64-65).

Assimilation de la minorité russe par la Lettonie

Les choses ont changé en quelques décennies. Aujourd'hui nous parlons de l'assimilation des minorités russes par la Lettonie mais sous l'empire soviétique, la situation était inversée. En 1968 Pennar écrivait ceci : « The issue is not the obvious one of Russification but that of assimilation. Russification connotes force, and this on the whole is being abandoned. Assimilation, which is voluntary, is potentially much more dangerous from a Baltic nationalist point of view » (Pennar 1968, p. 215).

Selon Gordon, il y a sept étapes pour qu'un pays ou une ethnie se trouve assimilé par un autre qui peut varier à différents degrés : l'assimilation culturelle, l'assimilation structurelle, l'assimilation conjugale, l'assimilation identitaire, l'assimilation envers les attitudes reçues, l'assimilation comportementale et l'assimilation civique. Il note que les deux premières étapes sont les plus importantes et qu'il est possible pour certains groupes de demeurer à une étape pour une longue période de temps. Appliquons cette théorie à la population russe de la Lettonie pour voir si elle s'assimile.

Premièrement, il y a l'assimilation culturelle : les habitudes culturelles changent pour celles du nouveau pays. Les Russes utilisent leur langue maternelle à raison de 95 % (Leclerc 2007b). Cependant, le letton est de plus en plus utilisé : en 1996, 36 % des Russes possédaient une bonne maîtrise du letton et 22 % ne le connaissait pas du tout. En 2000, les chiffres ont changé : 41 % de Russes maîtrisent le letton mais 9 % ne le connaissent toujours pas du tout. Ce sont les plus jeunes qui connaissent mieux la langue lettone. À l'opposé, environ 85 % des Lettons ont une bonne base en russe (Leclerc 2007b).

En Lettonie, seulement le letton est utilisé dans les documents officiels émis par l'état. À l'école, il est possible d'être éduqué en russe à l'école primaire et secondaire, mais plus au niveau universitaire. La Lettonie poursuit encore une lettonisation de l'enseignement secondaire et veut éventuellement mettre le russe au même niveau qu'une matière d'enseignement comme les autres. Sous l'URSS, certaines écoles russes n'enseignaient pas le letton (Plasseraud 2003).

Deuxièmement, l'assimilation structurelle : ici nous comprenons les institutions du pays hôte. Le système scolaire a changé depuis 1991 et l'enseignement du russe se fait de plus en plus rare. Plusieurs ont interprété les nombreuses réformes dans le domaine de l'éducation comme une forme déguisée d'assimilation (Van Elsuwege 2004, p. 17). Ceux qui sont en accord avec les réformes voient en elles une forme d'intégration et une solution aux problèmes interethniques. Toutefois, plusieurs plaintes ont été déposées à la cour européenne des droits de l'homme concernant la discrimination dans le domaine de l'éducation.

Certaines études ont démontré qu'il n'existait pas de discrimination sur le marché du travail mais plusieurs études sont biaisées en raison du fait qu'il reste un nombre élevé d'apatrides en Lettonie, qui eux sont bloqués de certains postes (Monden et Smits 2005, p. 327).

Troisièmement, l'assimilation conjugale, c'est-à-dire les mariages interethniques. Un facteur qui est souvent capital pour évaluer si les différents groupes ethniques se mêlent entre eux est le mariage interethnique : « boundaries can be maintained by deliberate resistance to assimilation through self-enforced endogamy or other forms of self-segregation » (Brubaker 2005, p. 6). Au début des années 90, 30 % de mariages qui comportaient au moins un Letton

était de nature mixte. Ce taux est l'un des plus élevés dans les anciennes républiques soviétiques; à titre de comparaison, en Estonie le taux était de 16 % (Iwaskiw 1995).²²

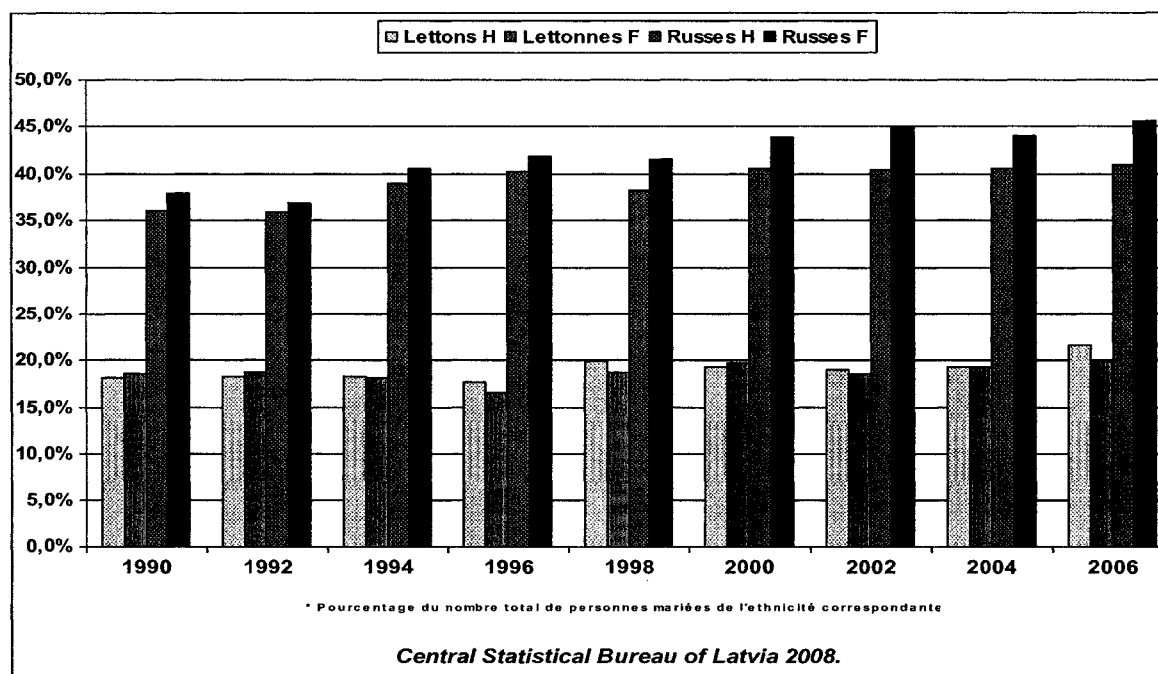
Monden et Smits ont récemment écrit sur la question des mariages interethniques en Lettonie sur une période s'étalant de 1970 à 2003. Ils rappellent que les mariages interethniques sont un bon élément pour évaluer la 'distance sociale' entre différents groupes (Monden et Smits 2005, p. 323) et bien que le mariage se fait entre deux individus, ce sont bel et bien deux groupes qui se rapprochent lors d'un mariage. Un haut taux de mariage interethnique devrait être synonyme de réductions de conflits violents entre groupes (Monden et Smits 2005, p. 323). Leurs résultats démontrent que les mariages interethniques touchaient environ 17 % des mariages annuels avant l'indépendance. Ce chiffre était plus élevé que les mariages Hispaniques-Blancs et Noirs-Blancs aux États-Unis (Monden et Smits 2005, p. 341). Depuis 1991, ils ont augmenté (voir Figure 4). Une première raison pour expliquer cette prolifération est l'émigration sélective, car plusieurs Russes ont quitté la Lettonie au courant des années 90. Une deuxième raison serait due aux processus d'intégration. En effet, les Russes nés en Lettonie ont plus le goût de participer à la société lettone et la langue lettone est de plus en plus enseignée et même nécessaire sur le marché du travail (Monden et Smits 2005, p. 342 ; Pisarenko 2006, p. 759).

Quatrièmement, l'assimilation identitaire : le sentiment du peuple qui se sent membre de la nouvelle société. Dans certains quartiers des grandes villes, il est toujours possible de vivre uniquement en russe et les politiques répressives des années 90 envers les minorités en ont frustré plusieurs. Certains attendraient même une autre invasion russe (Bilefsky 2006).

²² En 1991, le taux de divorce était de 50 % en Lettonie et en 1989, 16 % des enfants étaient nés de mères non mariées (Iwaskiw 1995).

L'assimilation identitaire s'étale des fois sur des générations et se mesure difficilement (Williams et Ortega 1990, p. 700).

Figure 4
Mariages interculturels : pourcentage selon l'ethnicité et le sexe de personnes dans des mariages ethniques hétérogames



Hughes rappelle les conséquences qu'ont eues sur la diaspora russe l'application de la Constitution de 1922 et de la loi de la citoyenneté de 1919 (et amendée en 1927) ainsi que l'entrée en vigueur en février 1995 d'une loi sur la naturalisation empêchant les résidents arrivés en Lettonie après 1940 d'obtenir la citoyenneté automatique : « The continuity principle thus provided a legal device for an administrative ethnic cleansing of the citizen body, purging it of Russophones (mainly Russians), and consolidating titular ethnic political and economic hegemony » (Hughes 2005, p. 748). Il ajoute toutefois que ces lois peuvent être comprises dans un contexte de 50 ans d'occupation soviétique, de persécutions et de

déportations, mais que cela ne justifie pas tout (Hughes 2005, p. 748). Il souligne que la pire répression a eu lieu en Lituanie qui elle, n'a pas adopté de telles mesures de discrimination.

Cinquièmement, l'assimilation envers les attitudes reçues : l'absence de préjugé. La population russe est encore victime de préjugés, mais moins qu'en 1991. Certains stéréotypes subsistent, tels ceux que les Russes soient grossiers et de gros buveurs (Kolstø 1995, p. 110). Les non Lettons sont souvent référés en « a variety of euphemisms and unflattering terms » (Laitin 1998, p. 278). Hughes décrit la situation de la minorité russe en Estonie et en Lettonie de « regimes of discrimination and the condition of statelessness » (Hughes 1991, p. 741). Ceux qui ne sont pas citoyens ne peuvent pas profiter des mêmes droits que ceux qui le sont : ils ne peuvent pas former de partis politiques, ne peuvent pas se présenter aux élections, ne peuvent ni voter aux élections nationales ou locales et tout ce qui à trait aux déplacements, à l'emploi, à la langue et à la possession est limité. Il existe en Lettonie 33 catégories d'emplois bloqués aux apatrides (Hughes 2005, p. 745).

Hughes voit de la discrimination en Lettonie à trois niveaux : 1) le refus d'accorder la citoyenneté, 2) la subordination culturelle en contrôlant l'utilisation de la langue russe dans les domaines publics et privés, mais surtout dans l'administration, dans les médias et dans l'éducation et 3) la restriction de la participation à la vie politique et économique pour les russophones (Hughes 2005, p. 744). Pour ce dernier, cette discrimination est évidente et la question est de savoir comment celle-ci a su persister dans un climat international de protection des minorités (Hughes 2005, p. 744).

Sixièmement, l'assimilation comportementale : l'absence de discrimination et de traitement injuste à cause de préjugés. Plusieurs s'entendent pour dire que la période du

milieu des années 90 a été la période la plus sombre pour la minorité russe. Depuis 1998, la ségrégation a diminué entre autres car des écoles bilingues ont été ouvertes et le gouvernement letton s'intéresse de plus en plus à la question de l'intégration de ses minorités. Il est encore difficile pour la minorité russe sans citoyenneté d'obtenir du travail et d'apprendre la langue lettone, surtout si le gouvernement letton ne fournit pas les fonds nécessaires (Mercator 2005, p. 5). Cependant, depuis 2001, le gouvernement finance un programme de formation en langue lettone (Monden et Smits 2005, p. 327).

Par contre, il existe encore de la ségrégation dans les écoles, dans la vie culturelle et dans les médias (Monden et Smits 2005, p. 328). La croissance économique va de bon train en Lettonie avec un chômage bas et un niveau de vie qui est en hausse (Hughes 2005, p. 756), mais il est difficile de savoir qui bénéficient de ces lancées économiques. Le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté sont plus élevés chez les Russes et ceux-ci sont traités différemment sur le marché du travail, surtout s'ils sont apatrides (Hughes 2005, p. 757).

Septièmement, l'assimilation civique : le conflit par rapport au nouveau pouvoir. Ajoutons la conformité aux lois et pratiques sociétales telle l'attitude envers l'alcool, l'avortement, le divorce, etc. (Williams et Ortega 1990). La minorité russe est en désaccord avec certaines lois, surtout celles liées à la citoyenneté. Le gouvernement letton continue toutefois une politique nationaliste (Plasseraud 2003, p. 275).

Il y a des facteurs qui encouragent la population russe à quitter la Lettonie comme « the extensive legal and social discriminatory regimes and the drive for assimilation in both states, and the absence of will for integration on the part of both the main ethnic communities » (Hughes 2005, p. 758). D'un autre côté, cette population veut rester en

Lettonie car il y a une liberté de déplacements dans l'UE : « The expansion of EU citizenship, and the more inclusive approach by the EU to the rights of third-country nationals, will be incentives for the migration of many Russophones to other Member States » (Hughes 2005, p. 758).

Une assimilation lente

En appliquant la théorie de l'assimilation de Gordon au cas de la minorité russe en Lettonie, nous voyons que celle-ci a subi et subit encore une lente assimilation depuis 1991. Plusieurs Russes avaient déjà décidé de partir devant cette perspective dès l'indépendance.

On peut voir que les Russes sont de plus en plus assimilés à la vie lettone même si tout n'est pas réglé. Les jeunes russophones apprennent davantage la langue lettone car celle-ci s'avère utile. Le letton devient de plus en plus la langue courante du pays bien qu'il existe des communautés majoritairement russes à l'Est (Plasseraud 2003, p. 357). Cependant, c'est au niveau scolaire que l'assimilation est la plus présente car Riga veut réduire au minimum l'enseignement en russe. La minorité russe a subi une assimilation forcée due aux réformes scolaires, mais ce choc s'absorbe tranquillement.

Cela ne fait pas encore 20 ans que la Lettonie a acquis son indépendance et l'intégration est un long processus. Les premières années après l'indépendance ont été tumultueuses et ponctuées d'émigration et de méfiance. Vers le milieu des années 90, les principaux acteurs apprenaient à vivre avec leur nouvelle situation. Plus tard sont venues des lois moins restrictives et en ce moment, le contexte européen et d'autres enjeux ont fait surface.

CHAPITRE 6 : LA DIASPORA

Le terme ‘diaspora’ vient du grec et signifie ‘répandre’ ou ‘dispenser’ (*‘to scatter’*). Originellement, celui-ci référait aux diasporas classiques, telles la diaspora juive²³, arménienne et grecque (Brubaker 2005, p. 2).

Section 1 : Définir la diaspora

Il faut se demander ce que le terme ‘diaspora’ signifie aujourd’hui : qui peut être membre d’une diaspora ? Une diaspora peut-elle être une création ? Selon Brubaker, il y a trois composantes à la définition de diaspora : *dispersion in space, orientation to a homeland* et *boundary maintenance* (Brubaker 2005, p. 5). La dispersion dans l’espace peut être entre pays ou à l’intérieur d’un pays. Pour l’orientation au chez-soi, l’auteur note que ceci a de toujours été le point de discussion important du concept de diaspora. Le chez-soi peut être réel ou fictif et les liens qu’a un individu avec celui-ci peuvent être émotifs, imaginaires ou politiques (Brubaker 2000, p. 5). Sur le maintien des frontières, Brubaker rappelle que ceci doit se dérouler sur une période de temps étendue : « That migrants themselves maintain boundaries is only to be expected; the interesting question, and the question relevant to the existence of a diaspora, is to what extent and in what forms boundaries are maintained by second, third and subsequent generations » (Brubaker 2005, p. 7).

Les réactions des gens et des gouvernements à l’encontre de la diaspora varient selon le temps. À l’époque des nations et nationalismes triomphants, la diaspora était une menace à

²³ Souvent la date de référence pour cette diaspora est l’an 70, date où le Temple a été détruit et la Judée a été annexée. Mais avant cela, de nombreux Juifs vivaient en dehors des frontières de la Palestine (Schnapper et Bordes-Benayoun 2006, p. 19).

l'unité nationale. Mais à l'heure des relations transnationales dans le monde d'aujourd'hui, la diaspora semble idéalisée (Schnapper et Bordes-Benayoun 2006, p. 15).

Le terme a remplacé d'autres termes qui avaient certaines connotations. Par exemple, celui d'immigrant donnait l'impression qu'une fois arrivés dans un autre pays, les immigrants oubliaient leur passé. Cependant la migration n'est pas unidirectionnelle car la société d'accueil est influencée par l'immigration.

Le concept de diaspora a droit à quelques critiques. Brubaker soutient que le concept reste même si les gens changent. Les groupes émigrants demeurent des diasporas du point de vue de leur terre d'origine, même si ceux-ci ont été assimilés à leur terre d'accueil, comme c'est le cas des Italiens (Brubaker 2005, p. 3). Également, le concept de diaspora est peut-être trop utilisé. Quiconque s'autoproclame immigrant, expatrié, réfugié, etc., peut s'inclure dans la vaste définition de diaspora. À employer le terme à profusion, Brubaker conclut que « this has resulted in what one might call a “diaspora” diaspora’ – a dispersion of the meanings of the term in semantic, conceptual and disciplinary space » (Brubaker 2005, p. 1). Schnapper et Bordes-Benayoun notent que depuis 1968, « le terme a connu une véritable inflation dans la vie publique et intellectuelle » (Schnapper et Bordes-Benayoun 2006, p. 8).

Brubaker ne voit pas la diaspora comme une condition fixe, mais plutôt une affirmation (*claim*). Il suggère qu'au lieu de parler de 'la' diaspora ou d'une diaspora comme étant une entité fixe, « it may be more fruitful, and certainly more precise, to speak of diasporic stances, projects, claims, idioms, practices, and so on » (Brubaker 2005, p. 13). Pour Ramji, les diasporas dénotent une « social condition rather than a descriptive term, enabling one to unravel the nexus between the relative significance of place (s) of 'origin' »

and place (s) of settlement » (Ramji 2006, p. 705) et affirme que « it is precisely, the tension between the lived and the desired that makes and fuels diasporas » (Ramji 2006, p. 704).

Le terme diaspora a encore quelques avantages malgré son utilisation exagérée : « one of the virtues of 'diaspora', scholars have suggested, is that it provides an alternative to teleological, nation-statist understandings of immigration and assimilation » (Brubaker 2005, p. 13). De plus, il est synonyme de revendications et d'usage politique (Schnapper et Bordes-Benayoun 2006, p. 214). Pour Brah, le terme diaspora « invokes images of multiple journeys » (Brah 1996, p. 181) entre autres, car il y a une tension entre son chez-soi présent et celui d'origine; ceci « inscribing a homing desire while simultaneously critiquing discourses of fixed origins » (Brah 1996, p. 193). De plus, il rappelle qu'un facteur important relève du quand, du comment et du pourquoi du déplacement (Brah 1996, p. 182).

Le chez-soi

Le concept de chez-soi ('*home*') est au cœur de la définition de diaspora. Dupuis et Thorns relèvent quatre facettes définissant le 'chez-soi' :

(i) home is the site of constancy in the social and material environment; (ii) home is a spatial context in which the day to day routines of human existence are performed; (iii) home is a site where people feel most in control of their lives because they feel free from the surveillance that is part of the contemporary world; (iv) home is a secure base around which identities are constructed (Dupuis and Thorns 1998, p. 29).

Il est bon de rappeler que la notion de 'chez-soi' reste complexe car certaines significations reflètent un contexte unique. Gupta et Fergusson se demandent ce que veut dire de nos jours l'expression 'native land'? « More and more of us live in what [...] has [been] called 'a generalized condition of homelessness,' a world where identities are increasingly coming to be, if not wholly deterritorialized, at least differently territorialized.

Refugees, migrants, displaced and stateless peoples – these are perhaps the first to live out these realities » (Gupta et Ferguson 1992, p. 9).

Quand on pense à son ancien chez-soi, la mémoire est un facteur important. « A correct, authorized and timeless version of folk life is produced through the process of selection, categorization, relocation and ‘freezing’. One of the most interesting parts of this process is what is *left out* » (Löfgren 1989, p. 12). Brubaker ajoute que « ‘Homeland’ is a political, not an ethnographic category; homelands are constructed, not given » (Brubaker 1996, p. 110).

Les souvenirs que les gens ont de leur ancien chez-soi sont centraux dans le concept de diaspora : « remembered places have often served as symbolic anchors of community for dispersed people » (Gupta et Ferguson 1992, p. 11). Cependant, il devient difficile de distinguer clairement notre ancien chez-soi de notre nouveau chez-soi car la distinction entre le ‘ici’ et le ‘là’ devient floue même pour ceux qui n’ont pas changé de place car des changements se sont opérés autour d’eux (Gupta et Ferguson 1992, p. 10).

Le chez-soi de la diaspora russe

Il est bon de se demander ce que représente le chez-soi pour la diaspora russe. Émotionnellement, pour ceux qui ont vécu presque ou toute leur vie en Lettonie, mais qui sont de descendance russe, peut-on dire que leur cœur se trouve en Russie ? Certains n’ont qu’une vague image du pays car ils n’y ont jamais mis les pieds. Pour certains, le chez-soi est l’URSS et non la Russie – mais cette entité n’existe plus.

Une dizaine d'années après le démantèlement de l'URSS, soit en 2003, Barrington et ses collègues suggèrent que dans un contexte de lutte contre le terrorisme et de prolifération des alliances internationales (surtout avec les États-Unis) les choses évoluent tout de même et que le sentiment de la diaspora russe envers Moscou n'est pas ce que tout le monde pourrait croire.

Le gouvernement russe croit que la diaspora russe voit en la Russie son '*external national homeland*', concept forgé par Brubaker. La Russie ressent toujours une responsabilité envers la diaspora russe. Mais qu'en pense celle-ci ? Voit-elle la Russie comme la mère patrie ? Est-elle prête à défendre les intérêts de la Russie ? La diaspora russe représente-t-elle un groupe homogène ou hétérogène ? Les réponses à ces questions ont plusieurs conséquences, par exemple « for the ability of Russia to mobilize the near-abroad Russians, the support of these Russians for the government regime, and independence of their state of residence, and the decision by Russians remaining in the near abroad about whether to migrate to the Russian Federation » (Barrington et al. 2003, p. 291). Dans un sondage effectué en 1998, les auteurs ont évalué qualitativement les sentiments que la diaspora russe a envers Moscou et envers leur terre d'accueil dans quatre anciennes républiques : Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan et le Kirghizistan.

Ils se demandent si la diaspora russe se voit elle-même comme une minorité nationale: « the term national minority is an important one, as it implies that these minorities are more than just ethnic minorities, involved in 'ethnic politics' and interested in 'minority rights.' It means that they have a national identity and see themselves either as (1) a nation within their state of residence and thus desire political control of a particular part of that state

or as (2) part of a larger nation that already has its own territory (the external national homeland) » (Barrington et al. 2003, p. 298).

Deux conclusions s'imposent de cette enquête : premièrement, la population russe de ces quatre pays n'est pas du même avis quand arrive le temps de définir sa mère-patrie (Barrington et al. 2003, p. 300). Deuxièmement, « those who were born in Russia do not all regard Russia as their homeland. The Russian-born Russians who have chosen their current state of residence as their homeland tend to score high on pride in their country of residence, have confidence in its political institutions, and show a commitment to remaining in the country. Even those Russian-born Russians who consider Russia to be their homeland do not look positively on the Russian Federation's intervention in local affairs. Our results suggest that while the motherland may be calling, Russians who remain in the near abroad are not answering the call » (Barrington et al. 2003, p. 313).

Pourquoi ne serait-ce pas le cas de la Lettonie qui a goûté à l'indépendance plus tôt au XX^e siècle et qui est plus occidentale ? Plasseraud avoue qu'avec les années, les Russes en Lettonie sont devenus assez différents de leurs compatriotes de Russie²⁴. Ils se sentent plus proches des Lettons que des Russes. Plusieurs raisons le démontrent : premièrement, en cas de conflit avec la Russie, une grande majorité des non-citoyens prendraient le parti de la Lettonie ou resteraient neutres. Deuxièmement, quand les Russes de Lettonie voyagent en Russie, ils se sentent étrangers en plus de ressentir la jalousie qu'ont envers eux les Russes de Russie à leur égard (Plasseraud 2003, p. 288).

²⁴ Par exemple, les Russes en Lettonie ont un sens de l'ordre, de la discrétion, de la discipline et de l'efficacité, qui ne sont généralement pas des caractéristiques attribuées aux Russes de Russie (Plasseraud 2003, p. 287).

Ceci revient à poser une vieille question dans le domaine identitaire : qu'est-ce qu'on appelle son 'chez-soi' ? Et à partir de quand une nouvelle demeure devient-elle sa maison ? « On the one hand, 'home' is a mythic place of desire in the diasporic imagination [...]. On the other hand, home is also the lived experience of a locality » (Brah 1996, p. 192). Ceci est un problème général avec le concept de diaspora, mais dans les pays de l'ex-URSS, le fait que les gens n'ont pas bougé d'un poil et se sont retrouvés dans un nouveau pays rend la situation assez particulière. Pendant des années, l'URSS était fière de posséder une centaine de minorités à l'intérieur de ses frontières. Mais en 1991, de nouveaux états-nations sont apparus et ceci a signifié que les citoyens de ces nouvelles nations ont remis au premier plan leur langue commune et leur histoire commune. Ceci a été un changement drastique pour des gens qui faisaient partie de la majorité quelques mois auparavant et qui ne se sentent dorénavant plus chez eux.

Section 2 : Nationalisme et diaspora

Développer un nationalisme pour une minorité n'est jamais chose facile pour plusieurs raisons : « either because they are small, and / or because they enjoy material benefits under the existing regime which they do not wish to imperil, or because they face a central power which they know to be wholeheartedly determined to crush dissidence » (Gellner 1964, p. 174-175). L'URSS ne tolérait pas la dissidence et aujourd'hui, la diaspora russe manque de mobilisation et est prise entre différentes orientations.

Il existe des liens significatifs entre les frontières et la diaspora : « diasporas have been seen to result from the migration of borders over people, and not simply from that of people over borders. Hungarians, Russians and other ethnonational communities separated

by a political frontier from their putative national homelands have been conceptualized as diasporas in this manner » (Brubaker 2005, p. 3).

Brubaker ne voit pas le nationalisme comme une force, mais comme une gamme de possibilités. Il se retrouve sous plusieurs formes; il est donc inutile de se demander si un nationalisme est fort ou faible. Brubaker soutient que les nations ne sont pas fixes et qu'elles ne devraient pas être vues en tant que groupe réel et permanent.

Dans son livre intitulé *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*, Brubaker tente d'analyser les formes de nationalisme qui subsistent quand les empires se morcellent en plusieurs états-nations. Selon lui, l'état-nation qui était voué à disparaître à la fin du XX^e siècle, est revenu en force récemment avec les désintégrations de l'URSS, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie. Ce sont ces nationalismes récents que Brubaker compare avec les nationalismes de la période d'Entre-deux-guerres quand de nouveaux pays sont apparus après la Première Guerre mondiale.

Brubaker affirme que les nationalismes sont à la fois les causes et les effets des grandes réorganisations de la géopolitique. Les nationalismes qui ont causé le redessinement de la carte politique ont été amplement étudiés selon lui. Mais il s'attarde sur l'autre facette, sur les nationalismes qui ont émergé à la suite de la nationalisation de nouveaux espaces politiques car les effets de ces redessins ont eux aussi produit différents nationalismes.

Ces nouveaux nationalismes ont trois composantes – qui sont en fait trois différentes sortes de nationalismes qui s'affrontent : le nationalisme des minorités nationales, le nationalisme présent dans le nouvel état et le nationalisme du chez-soi externe (*'external*

national homeland’). Ce sont trois sentiments différents qui créent des tensions, car chacun vogue vers une direction différente. Par exemple, les liens ethnoculturels sont davantage du côté de l’ancien chez-soi tandis que le nouveau pays a des obligations politiques et civiques envers ses citoyens.

Brubaker y va donc d’une comparaison entre les nationalismes post-URSS et ceux de l’époque de l’Entre-deux-guerres. Cette dernière période a été faste, car après la Première Guerre mondiale, de nouvelles frontières ont été créées.

Le premier point en commun est ce que Brubaker nomme ‘*transborder homeland nationalism*’, c’est-à-dire que l’Allemagne post-1918 et la Russie post-1991 ont continué de surveiller et de vouloir protéger les droits et intérêts de leurs proches ethniques même si ceux-ci sont résidents d’autres pays. C’est comme si ces personnes appartenaient encore à leur ancien état. Il souligne que la désintégration d’empires ou de pays multinationaux représente l’apothéose du concept de l’état-nation car les frontières étatiques et nationales veulent coïncider.

Il en va de même pour le cas qui nous intéresse ici : le nationalisme de la mère patrie, la Russie, est en opposition avec le nationalisme national des états successeurs soviétiques. La Russie a condamné les politiques restrictives de la Lettonie et de l’Estonie envers ses minorités russes en les qualifiant d’‘apartheid’ ou d’‘*ethnic cleansing*’ (Brubaker 2000, p. 11).

Brubaker soutient que ces tensions entre la Russie et les états successeurs soviétiques sont moins dangereuses que l’étaient celles de la République de Weimar même si les empires

Habsbourg et Romanov ont égaré des millions d'Allemands; la désintégration de l'URSS a disséminé encore plus de Russes, soit 25 millions.

Les parallèles sont si nombreux entre ces deux situations que certains ont même parlé de 'Weimar Russia' (Brubaker 2000, p. 17). Trois différences existent toutefois : premièrement, la Russie obtient plus de visibilité pour son nationalisme 'mère patrie'. Elle est davantage présente dans plusieurs discours et a même émis 39 mesures gouvernementales à suivre envers les 'compatriotes' vivant à l'étranger. Deuxièmement, la faiblesse de la société civile russe. En Russie, bien que l'on en parle, on ne s'inquiète pas tant que ça pour cette diaspora. Finalement, l'ambiguïté de la population visée par la Russie. La Russie fait appel à cinq termes différents pour définir ceux qui ont besoin de la protection russe : 'russkie' (*ethnocultural nationality*), 'rossiiane' (*Russians by territory*), 'russkoiazychnye' (*Russians-speaker, living and working in a Russian environment*), 'sootechestvenniki' (*compatriots, common fatherland*) et 'grazhdane' (*citizens*) (Brubaker 2000, p. 20).

Brubaker conclut que « the danger of an aggressive Russian homeland nationalism is not as great as one might think » (Brubaker 2000, p. 23) car il est davantage possible aujourd'hui d'accommoder les nationalismes de la mère patrie qu'il ne l'était dans la période d'Entre-deux-guerres là où la souveraineté territoriale était plus robuste et là où les problèmes de minorités et de frontières devaient être réglés.

Section 3 : La diaspora russe en Lettonie

Comme nous l'avons vu, la désintégration de l'URSS au début des années 1990 a changé la figure de la géopolitique mondiale. En quelques mois seulement, 14 nouveaux

pays ont vu le jour en ajoutant la Russie, qui elle, vivait une crise politique et économique. Plusieurs résidents de l'URSS qui parlaient et vivaient en russe mais qui ne vivaient pas en Russie se sont retrouvés dans une situation précaire, tout d'un coup devenant des citoyens d'un autre pays : « 25.2 million Russians became part of a large diaspora population 'without moving an inch or leaving their homes' » (Heleniak 2004, p. 99). Ce chiffre de 25 millions équivaut environ à 17 % du total de la population de l'ancienne URSS vers sa fin (Pettersson 2001, p. 120). Ceci comprend plusieurs centaines de milliers de personnes vivant dans les pays baltes.

La présence russe en République lettone

Cela fait 900 ans que les Russes s'installent dans les pays baltes (Melvin 1995, p. 27), mais c'est surtout sous l'occupation soviétique que la population russe a augmenté en Lettonie. Une communauté russe historique s'était établie aux XII^e et XIII^e siècles comme marchands. D'autres sont venus au XVIII^e siècle en tant que paysans et une vague d'entrepreneurs et de fonctionnaires est arrivée en Lettonie au XIX^e siècle.

Les Russes vivaient dans les villes où ils étaient souvent majoritaires et mieux éduqués. Ils étaient pour la plupart bureaucrates ou avaient des postes dans l'éducation et venaient la plupart du temps de leur propre gré, « although in quite a few cases they were exiled to the region for political or criminal reasons, or were sent by their employer in connection with large construction projects, etc. The central ministries in Moscow often preferred to employ skilled Russian labour to build up new industries in the outskirts of the Union, rather than make the effort to train new, local cadres » (Kolstø 1993, p. 200). Et, fait central ici, ils ne ressentait pas le besoin de s'acculturer (Chinn et Truex 1996, p. 110).

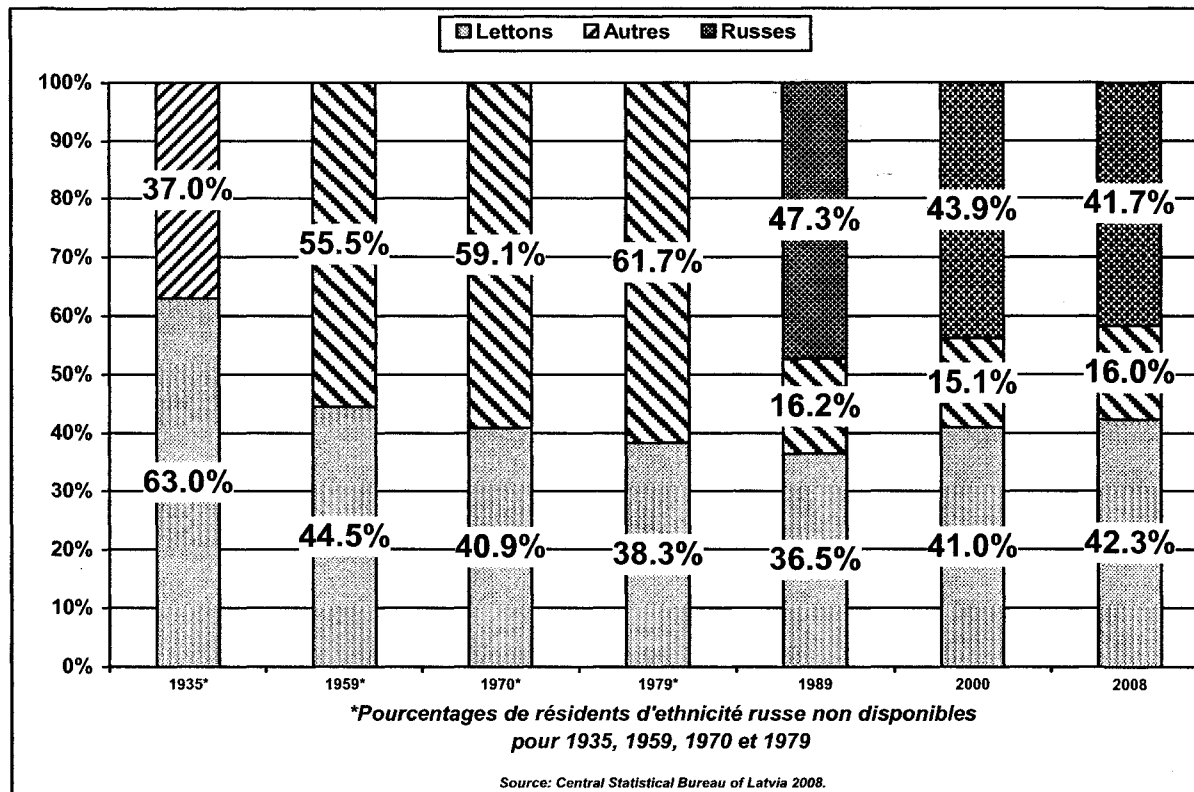
Ils étaient puissants et à la vue de tous – rien pour se faire aimer par les habitants locaux. De plus, des projets de construction grandioses étaient réalisés dans les pays baltes tels les travaux portuaires en Estonie, des centrales nucléaires en Lituanie et des projets hydroélectriques en Lettonie, bien que ceux-ci attiraient des critiques de la part de l'intelligentsia et des écologistes. Plusieurs travailleurs migrants allaient de république en république en quête de meilleur boulot (*'ruble immigrants'*), mais certains décidaient ensuite de s'établir où ils travaillaient.

Dans sept des huit plus grandes villes de Lettonie, les Lettons ne sont pas majoritaires car peu de russophones habitent la campagne : Daugavpils, Liepaja, Rezekne, Valmiera, Ventspils, Talsi et la capitale Riga (voir figure 5). Il y avait à Riga après la Deuxième Guerre mondiale 50 000 anciens vétérans de la Guerre et entre 60 000 et 100 000 officiers de l'armée soviétique à la retraite (Heleniak 2006). Si la tendance se maintient, les Lettons pourraient être majoritaires d'ici peu dans leur capitale pour la première fois en 50 ans (Heleniak 2006). Deux de ces villes (Daugavpils et Rezekne) disposent de plus de 50 % de Russes. Les russophones se trouvent généralement dans les centres urbains industrialisés. Le russe est aussi une langue seconde pour la plupart des minorités en Lettonie et la majorité des Lettons comprennent le russe (Leclerc 2007b).

Les russophones en Lettonie ont subi l'influence de la langue lettone et ce russe peut sembler archaïque aux oreilles des moscovites. Il existe quatre sortes de locuteurs russes : 1) ceux qui parlent et le russe et le letton (4 %), 2) ceux qui utilisent quelquefois le letton, 3) ceux qui l'utilisent seulement quand c'est nécessaire et 4) ceux qui ne parlent que le russe (la majorité) (Leclerc 2007b).

Dans son article intitulé 'Citizenship Struggles in Soviet Successor States', Brubaker résume la situation de la diaspora russe en 1991 : « the breakup of the Soviet Union has transformed yesterday's internal migrants, secure in their Soviet citizenship, into today's international migrants of contested legitimacy and uncertain membership » (Brubaker 1991, p. 269). Il met l'accent sur ce qui était des migrations internes pour les anciens résidents de l'URSS, mais est maintenant devenu une migration internationale.

Figure 5
Résidents d'ethnicité lettone par rapport à la population totale de Riga
1935, 1959, 1970, 1979, 1989, 2000 et 2008 (pourcentages)



Ces migrants vivaient une vie agréable dans l'URSS : les Russes vivant ailleurs qu'en Russie avaient accès aux écoles russes, journaux russes et à de bons emplois – sans avoir besoin d'apprendre la langue locale (Brubaker 1991, p. 272). De plus, ils faisaient partie de

la nationalité dominante. Ces avantages ont tourné aux désavantages quand les maux entourant l'URSS grandissaient et Moscou était blâmé. De plus en plus, les langues locales reprenaient le dessus à l'école et les panneaux routiers en russes étaient enlevés²⁵. Les Russes commençaient à perdre beaucoup de choses : « Russians have come to face the prospect of losing their privileges, their jobs, their right to vote or to own property, their sense of security, and in some instances even their right to reside in the territory » (Brubaker 1991, p. 273). Cependant, les problèmes qu'a eus la diaspora russe sont moins de nature économique et politique que psychologique (Pisarenko 2006, p. 758).

La nature et l'identité de la diaspora russe restent incertaines (Melvin 1995). Melvin utilise le terme '*Russified settler communities outside the Russian Federation*' (Melvin 1995, p. 2) pour les désigner. Des actions collectives sont difficiles à mettre sur pied, car les identités sont différentes, il y a l'absence de leadership de la part des élites ainsi qu'une confusion règne par rapport à ce que représente la mère patrie pour ces 25 millions de personnes.

Brubaker rappelle qu'en Lettonie et en Estonie, il y a presque eu une extinction nationale (Brubaker 1991, p. 273). La conscience nationale étant très développée dans ces pays et en plus d'être une petite nation, ceci « made them particularly sensitive about immigration, and particularly inclined to view it through the prism of potential denationalization » (Brubaker 1991, p. 274) car les Russes ont de toujours émigré dans les pays Baltes ce qui fait que la composition ethnique balte a longtemps été en baisse.

²⁵ En Lettonie, les enseignes sont uniquement en letton. De plus, les Russes doivent adapter leur nom et prénom à la langue locale (Plasseraud 2003, p. 286).

Deux facteurs ont accru le sentiment nationaliste letton : l'indépendance durant la période d'Entre-deux-guerres et le fait que plusieurs pays n'aient jamais reconnu officiellement l'annexion de la Lettonie à l'URSS (Brubaker 1991, p. 277).

Tous les nouveaux états indépendants de l'ex-URSS ont dû régler le problème de la citoyenneté et en premier définir un corps initial de citoyens (Brubaker 1991, p. 277). La plupart ont opté pour une définition s'appuyant sur le territoire (*jus soli*) avec certaines restrictions. Les pays baltes ne se voient pas comme de nouveaux pays, mais plutôt comme des états restaurés de l'époque de l'Entre-deux-guerres. Donc la réponse à la question à savoir qui constitue le corps initial de citoyens était déjà trouvée : « It is rather to restore citizenship to its rightful possessors and to confirm the citizenship status of interwar citizens and their descendants, not to create a new citizenry » (Brubaker 1991, p. 278). Les citoyens étaient déjà là et les autres sont devenus *de facto* des étrangers – mais il leur est possible d'acquérir la citoyenneté avec la naturalisation.

La diaspora : un concept adéquat ?

Rappelons qu'il est difficile de bien définir la diaspora, car les communautés concernées sont hétérogènes et que certains membres ressentent moins d'affinités avec leur pays d'origine que d'autres (Kosmarskaya 2004, p. 267).

Le concept de diaspora russe reste vague et pose certains problèmes. Ces deux termes, 'diaspora' et 'russe', sont en cause. Premièrement, il n'existe pas de bons termes pour désigner les 25 millions de personnes qui ont été séparées de leur patrie en 1991. Le terme 'Post-Soviet Russian Diaspora' est utilisé depuis quelques années maintenant. Le

terme ‘Russe’ est considéré trop vague, car plusieurs gens de plusieurs pays peuvent être désignés ainsi, oubliant de ce fait un certain côté personnel. En langue russe, la diaspora est souvent désignée en tant que *Russkie*, mot informel désignant les Russes. Il serait donc préférable d'utiliser le concept de ‘Russian-Speakers’ car celui-ci désigne un groupe commun partageant les mêmes intérêts (Kosmarskaya 2004). De plus, le terme ‘diaspora’ suggère une certaine homogénéité qui peut s'avérer fausse – par exemple il y a des Ukrainiens et des Arméniens qui ont été envoyés dans des parties de l'URSS, mais ils ne bénéficient pas de l'aide politique apportée aux diasporas russes (Kosmarskaya 2004). D'autres termes comme ‘*Russian communes*’ ou ‘*compatriots*’ sont parfois utilisés au lieu de ‘diaspora’. Après tout, les ‘*Russian-speakers*’ ont tous un degré différent de ‘*Russianness*’ sans oublier que certains ont du apprendre le russe malgré eux.

Une diaspora particulière

Il est important de comprendre que la diaspora russe est une diaspora particulière. L'effondrement de l'URSS a eu comme résultat une crise identitaire pour plusieurs de ses anciens résidents. « Particularly hard hit are the twenty five million Russians living in the non-Russian successor states. Formerly members of the dominant nationality of a multinational state they have been turned into a new Russian diaspora » (Kolstø 1996b, p. 609). Quand Brah dit que les circonstances de départ sont importantes mais qu'il ne faut pas oublier les circonstances entourant l'arrivée et l'établissement (Brah 1996, p. 182), ceci touche directement le cas des pays baltes sachant que le démembrement de l'URSS est arrivé si vite. Mais s'ils n'ont pas émigré, peut-on les considérer comme une diaspora ?

Dans son article intitulé ‘The New Russian Diaspora – an identity of its own?’, Pål Kolstø met l’accent sur le vide identitaire qui entoure la jeune diaspora russe. Avec le temps, soutient-il, cette diaspora acquerra une identité et celle-ci sera importante pour tout contact avec d’autres pays : « Whether they in time should come to look upon themselves as Latvians (Ukrainians, Georgians, etc.) of Russian extraction or as Russians who happen to be living in Latvia, Ukraine, Georgia, etc. will clearly influence political relations both within and among the Soviet successor states » (Kolstø 1996b, p. 609). Cette nouvelle identité n’apparaîtra pas du jour au lendemain et est influencée par nombre de facteurs. De plus en plus, projette-t-il, cette identité s’éloignera de la Russie.

Une diaspora accidentelle ?

Rogers Brubaker revient sur l’Allemagne de 1918 dans un article intitulé ‘Accidental Diasporas and External ‘Homelands’ in Central and Eastern Europe: Past and Present’. Il établit des parallèles entre des Allemands qui ne se retrouvaient plus en Allemagne après la Première Guerre mondiale et des Russes qui se sont retrouvés dans un nouveau pays après le démantèlement de l’URSS. Il conclut que ces deux groupes ont formé du jour au lendemain des diasporas ‘accidentelles’.

Au concept de diaspora accidentelle, nous préférons celui de ‘diaspora soudaine’ que nous forgeons. Le terme ‘accidentelle’ renvoie à une imprévisibilité presque totale et souvent dans le cas des accidents, la faute n’est à personne. Le démantèlement de l’URSS n’était pas nécessairement un accident, plusieurs facteurs ayant indiqué auparavant que celle-ci passait une période trouble.

Scénarios pour l'avenir

Il existe partout des communautés d'immigrants qui sont prêtes à 'appartenir' et à participer culturellement et politiquement à leur nouveau pays (Yuval-Davis 1997, p. 17). Comme ailleurs dans d'autres anciennes républiques soviétiques, des russophones ont quitté pour d'autres pays ou ils sont retournés en Russie car ils avaient des difficultés à accepter leur nouveau statut social et ressentaient de la pression due aux nouvelles législations et à la discrimination. D'autres ont décidé de rester car ils commençaient une nouvelle vie et peu à peu ils développaient une identité nouvelle (Kosmarskaya 2004).

James Hughes applique la théorie de l'*Exit* du politologue Hirschman qui prévoit que les grandes migrations peuvent apporter un vent nouveau et influencer certaines politiques. Selon Hirschman, il y a trois routes possibles pour les minorités qui veulent changer leur régime de discrimination : 'Exit' (quitter le pays), 'Voice' (se faire entendre) et 'Loyalty' (se ranger du côté de la majorité) (dans Hughes 2005, p. 742). Les Russes en Lettonie n'ont pas tous des racines en Russie et considérant la situation économique du pays, il n'est pas assuré qu'ils voudraient y retourner. Il affirme que la théorie n'est pas nécessairement valide avec les minorités russes en Estonie et en Lettonie. Hughes prédit que les russophones vont déménager dans d'autres pays membres de l'UE quand les restrictions sur la liberté de mouvement seront levées.

La période 1991-1995 a été la période la plus forte en terme de départs des russophones de Lettonie pour la Russie car les politiques nationales lettones faisaient surface et c'était là un moyen de se débarrasser de ceux qui avaient travaillé dans les services secrets soviétiques ou dans l'armée (Hughes 2005, p. 757). Hughes en conclut que ceux qui

voulaient quitter la Lettonie l'ont fait dans les années 1990. Cependant, il ne voit pas là un signe que la population russe est satisfaite. Retourner en Russie n'est pas dès plus attrayant, entre autres des emplois ne s'ouvrent que dans le secteur de l'énergie et qu'il y règne toujours une pauvreté.

D'autres chercheurs ont prédit d'autres voies. David Laitin voit que par une 'assimilation compétitive', les enfants russes apprennent désormais davantage le letton. Selon lui il est également possible que les communautés russes, ukrainiennes et biélorusses se réunissent pour éviter l'assimilation (Laitin 1998). Melvin distingue trois voies possibles : une évolution stable, un nationalisme en Russie à la hausse ou un conflit avec la Lettonie (Melvin 1995, pp. 128-131). Romanov croit que ceux qui sont en Lettonie depuis plus longtemps et qui connaissent la langue ont plus de chance de mieux s'adapter aux changements (Romanov 2000, p. 69). De son côté, Zevelev attire l'attention sur le fait que la réaction de la diaspora russe est moins intense que l'on aurait pu le croire – c'est-à-dire qu'on s'attendait à pire. Il est vrai que Moscou a beaucoup parlé mais n'a pas fait beaucoup d'actions (Zevelev 2001). Kolstø croit plutôt qu'une nouvelle identité pourrait apparaître. Selon lui, il est également possible qu'il y ait une 'Balticalisation' due à l'intégration des Russes (dans Pisarenko 2006, p. 758-759). Pisarenko croit que les Russes vont garder leur identité et leur langue (Pisarenko 2006, p. 767). Smith et ses collègues écrivaient en 1998 que cela dépendaient de quatre facteurs : un programme d'intégration, l'utilisation de l'élément ethnique dans la sphère politique, une confiance envers le gouvernement letton et la volonté de tous les partis politiques présents (Smith et al. 2002, pp. 79-81).

CONCLUSION

Dans cette thèse, nous avons suivi les six étapes que Yin recense comme partie intégrante d'une étude de cas (Yin 2003, p. xvii). Notre question de recherche était celle-ci : nous cherchions à déterminer ce que représentait le chez-soi de la diaspora russe en Lettonie. Nous avons vu que malgré la polémique qui entoure la Lettonie et ses minorités, la diaspora russe présente peut voir la Russie comme sa mère patrie mais pas son chez-soi.

Nous avons appris en rédigeant cette thèse que les identités sont tenaces et que la culture ne représente pas seulement des éléments abstraits tels que la langue ou l'habillement mais que celle-ci est à la fois une fin et un moyen. La culture sert de marqueur entre deux groupes ainsi que d'un bouc-émissaire pour justifier plusieurs actions. Quand on met de l'avant une culture, d'autres suivent inévitablement à l'arrière.

Du point de vue des autorités lettones, c'est une bonne chose que les langues russes et lettones ne soient pas similaires car qu'aurait trouvé la Lettonie pour empêcher qu'une partie de sa population ne devienne des citoyens ? Cet autre marqueur aurait-il été aussi puissant que la langue ? Mais la Lettonie affirme que les Russes ne veulent pas de la citoyenneté. Un passeport de non-citoyen donne presque les mêmes droits qu'un passeport de citoyen alors pourquoi l'obtenir ? De plus, en ne l'obtenant pas, les Russes évitent le service militaire (Plasseraud 2003, p. 281). La politique de naturalisation a-t-elle fonctionné ? Voulait-on qu'elle fonctionne ? Mais alors que veut la population russe ?

Le concept de diaspora est appliqué aux Russes-Lettons. Ceux-ci respectent les trois critères de Brubaker : ils sont dispersés, ils maintiennent une frontière et ils sont orientés vers

une mère patrie. Cette orientation est cependant mise en doute car bien qu'il soit possible d'établir certains liens entre un Russe de Russie et un Russe de Lettonie, la relation reste de faible nature. Mais jusqu'à quand seront-ils 'membres' de cette diaspora ? Après combien de générations peut-on cesser de les considérer des Russes pour dire qu'ils sont des Lettons ? Considère-t-on les descendants des paysans russes du XVIII^e siècle comme Russes ? Doit-on maîtriser la langue parfaitement pour changer d'identité ? Est-il possible de parler, manger, agir, etc. comme un autre groupe ? Doivent-ils être donc assimilés pour les appeler Lettons ? Pourquoi ne pas simplement les appeler des immigrants et leurs enfants, des fils d'immigrants ? Et de l'autre côté, après combien de mois ou d'années dans son nouvel environnement peut-on commencer à désigner un individu membre d'une diaspora ?

Certains Lettons-Russes acceptent leur nouveau lieu de vie et ont appris le letton et s'intègrent dans la vie de tous les jours et ont un cercle d'amis comprenant des Lettons. D'autres se disent que faire ces efforts ne changerait en rien leur qualité de vie. Est-il légitime de considérer ces deux genres de Russes comme semblables en les appelant tous simplement 'Russes' ? D'une certaine manière, on 'récompense' ceux qui font des efforts en leur facilitant la citoyenneté. Il semblerait que le qualificatif 'ethnique' (ou 'différent') soit collé à la peau. Là n'est pas un problème : il est possible d'être Russe et Letton à la fois. Mais les lois sont souvent unidimensionnelles. Et avoir deux identités est difficile à accepter pour certains.

Plusieurs chercheurs appliquent le concept de diaspora aux Russes d'anciennes républiques soviétiques. Les gens concernés en sont-ils au courant ? Y gagnent-ils quelque chose ? Souvent on accepte une identité en étant conscient des avantages compris. Mais ceci

est arrivé assez vite. Brubaker a vu juste quand il dit que le terme de diaspora est attribué aux gens qui traversent les frontières mais qu'avec la dissolution de l'URSS par exemple, le concept est également attribué quand les frontières se déplacent. De ce côté, les nations ont toujours changé et c'est donc dire que la diaspora a un bel avenir.

Si nous partons avec la prémisse que leur chez-soi est la Russie, il serait tentant de suggérer que cette diaspora va y retourner dans le futur proche. Curieusement, ce sont les Lettons qui quittent leur pays ces dernières années pour aller chercher du travail mieux payant dans l'UE. Déjà en 2006, 30 000 citoyens Lettons avaient quitté le pays pour travailler au Royaume-Uni, en Irlande ou en Suède (Heleniak 2006). Il n'est pas dit que les Russes de Lettonie feront de même. Si un individu est bien installé, avec un bon travail, une famille et un réseau de contacts, pourquoi quitterait-il sa maison? En revanche si des conditions de vie meilleures s'ouvrent à quelqu'un, il y pensera plus sérieusement.

Brubaker a bien exposé la situation dans laquelle se trouvent ces gens : ils ont trois influences contradictoires en eux. Ils ont leur propre identité mais cette identité se heurte avec celle de leur ancien chez-soi (la Russie, car l'URSS n'existe plus) et également celle de leur nouveau chez-soi (la Lettonie). Chaque empire qui se dissout laisse des citoyens répartis dans de nouveaux pays. La Lettonie voudrait que sa population se 'lettonise' tandis que Moscou espère qu'elle reste le plus russe possible pour la garder dans sa sphère d'influence. La Russie a-t-elle le droit d'aider ses anciens compatriotes ? Ou est-ce un devoir ? Mais si Moscou venait à l'aide de ses minorités externes, ceci signifierait-il que celles-ci soient incapables de s'aider elles même ? Et doit-on ajouter une quatrième identité, européenne ?

Pour sa part, Kolstø croit que cette diaspora russe adoptera une nouvelle identité. Celle-ci sera-t-elle la même pour toute la diaspora russe ? Évidemment non, mais il y a un désir de catégoriser qui est fort. La réalité est toute autre : chaque situation est unique. Ces personnes ont sûrement quelques points en commun : ils ont peut-être vécu en Russie, ils ont de la parenté là-bas, ils parlent le russe, etc. Chaque personne a une relation différente avec son pays d'origine. Certains y travaillaient et avaient tout un réseau d'amis. D'autres y ont vécu quelques années et ne s'y sont pas sentis à l'aise. Certains ont été forcés de quitter et d'autres ont quitté de plein gré; on ne peut pas comparer ces situations.

Les identités ethniques se maintiennent malgré les frontières. L'identité soviétique – certains diraient la mentalité soviétique – semble être encore présente chez certains. Ceci pose problème car l'URSS n'est plus. L'identité russe est elle aussi présente avec ses marqueurs comme la langue. Les processus migratoires renouvellent les identités et on se regarde désormais avec le regard des autres. Certains arrivent dans un nouveau pays et cherchent des gens de leur ancien pays, de leur même race ou religion. Les éléments identitaires sont-ils les mêmes partout et en toutes circonstances ? L'ethnicité en tant que parenté fictive se maintient et ce sont les acteurs eux-mêmes qui décident de la nature de leurs relations avec les autres et qui les reproduisent. Ce sont eux qui décident d'entretenir les frontières. La question principale est celle-ci : quand cette population russe ne se verra-t-elle plus comme russe ? Jusqu'à quand certaines personnes continueront-elles d'employer que le russe comme langue et de toujours se tourner vers la Russie comme guide ? Quand les avantages d'être Lettons surpasseront-ils ceux d'être Russes ? Quand l'orgueil fera-t-il la place à l'ouverture ?

En ce sens, le terme ‘diaspora’ est un autre marqueur ethnique, une autre manière d’agrandir l’écart entre le ‘nous’ et le ‘eux’. Le terme a une connotation de dispersion mais le concept est lourd de sens. Les Lettons ne font pas partie d’une diaspora, alors les autres le sont. Doit-on abolir le terme ou réduire son utilisation ? Si oui, comment ne pas être certain que de nouvelles formes d’identités ne verraient pas le jour ? Brubaker a encore vu juste; tous sont en train de s’appropriier le terme et que parler de ‘projets diasporiques’ ou d’‘état diasporique’ serait plus juste. Graham Smith pour sa part préfère le terme ‘stranded minority’ à celui de ‘diaspora’ car la Russie est incapable de mobiliser ses communautés (Smith 1999, p. 501). L’utilisation démesurée du terme est récente. Comme si dès qu’une nouvelle manière d’identifier les gens était créée, plusieurs personnes ne se sentant pas à l’aise (dans leur pays, dans leur maison, etc.) sautaient sur l’occasion pour l’adopter. Cela pour bien dire aux autres : je ne suis pas comme vous.

Maître chez soi

Que se passe-t-il en Lettonie depuis une quinzaine d’années ? Plusieurs croyaient qu’après l’époque soviétique, les relations entre Russes et Lettons seraient harmonieuses (Kolstø 1995, p. 105). Mais enfin indépendante, la Lettonie n’accorde pas la citoyenneté automatique à tous ses résidents permanents. Elle veut absolument protéger sa culture, et surtout sa langue qui est son plus fier représentant. Ceux qui veulent devenir des citoyens Lettons doivent prouver qu’ils sont là depuis un certain temps, qu’ils connaissent l’histoire lettone et la langue lettone pour obtenir la citoyenneté. Les deux camps ont leurs arguments²⁶. « Latvians want to know, not unreasonably, what kind of citizens the Russian immigrants will be. Russians, in turn, want to know, not unreasonably, what kind of state

²⁶ Sur cette division, voir les dernières pages de l’article de Brubaker (1991, pp. 287-289).

they will be citizens of. Civil concord will depend on skillful negotiation and compromise between the claims of nation-(re)building on the one hand and the claims of minority rights on the other » (Brubaker 1991, p. 289).

Du côté des Lettons, on rappelle les horreurs de l'occupation soviétique et le fait que cette annexion a été faite illégalement. De ce fait, la Lettonie ne se considère pas comme un nouveau pays mais bien comme un pays restauré. De plus, sous l'URSS un flot de Russes a été envoyé en Lettonie, ce qui fait que les Lettons de souche étaient presque minoritaires chez eux. La culture lettone a été étouffée pendant près de 50 ans. Le système scolaire divisait les deux cultures et les Lettons ont dû apprendre le russe (bien que le contraire n'ait pas été fait). Il est donc normal de demander aux 'étrangers' de respecter les lois et d'apprendre la langue lettone aujourd'hui. Enfin, de nombreux projets ont été construits sur leur territoire sans leur accord et sans que ceux-ci rapportent quoi que ce soit, sans parler des dommages écologiques.

La population russe en revanche ne se voit pas comme une menace. La plupart sont de simples travailleurs qui ont été envoyés dans une autre république et qui ont ensuite décidé de s'y installer et ils sont là pour y rester. Ils profitaient des avantages du système soviétique qui leur permettait de se déplacer dans un grand territoire. Il semble que ce soit les Lettons qui en veulent aux Russes : en 1993, 64 % des Russes croyaient qu'ils avaient des choses en commun avec les Lettons mais 46 % de Lettons pensaient qu'ils n'avaient rien en commun avec les Russes (Fowkes 2002, p. 156). Certains Russes nés en Lettonie ont du jour au lendemain 'perdu' la citoyenneté. En 1989, 55 % des Russes étaient nés en Lettonie contrairement à 36 % d'entre eux qui étaient nés en Russie. Un quart des individus nés en

dehors de la Lettonie avait vécu au même endroit en Lettonie pour au moins 20 ans (Heleniak 2006). Ils ne sont pas des Russes en Lettonie mais bien des Russes de Lettonie. Il y a également de plus en plus de mariages entre Lettons et Russes, ce qui est une forme d'intégration. Plus le temps avance, plus les générations futures cesseront de se tourner vers Moscou. Cependant, apprendre une langue prend du temps et n'est pas facile pour une personne âgée qui se retrouve dans un nouveau pays.

Comparativement aux autres diasporas russes des anciennes républiques, il est paradoxal de voir que là où la citoyenneté n'a pas été donnée automatiquement, comme en Estonie et en Lettonie, la situation est plus stable socialement que dans d'autres anciennes républiques où la citoyenneté a été accordée à tous (Smith et al. 1998).

Après l'indépendance, certains Russes sont retournés en Russie, dont plusieurs anciens militaires. Les Russes qui sont toujours en Lettonie en 2008 émettent ainsi un désir d'y rester. Il devrait donc y avoir moins de problèmes d'intégration car ce processus migratoire a eu comme effet de restructurer la population. De toute manière, la Russie n'est toujours pas attirante. Les jeunes s'intègrent de mieux en mieux en Lettonie car ils ont appris la langue. De plus, les plus jeunes ont la citoyenneté. Ces deux atouts rendent leur vie plus facile et de nouvelles opportunités s'ouvrent à eux.

En 2004, 50 % des Russes de Lettonie étaient des citoyens. Il y a un nombre disproportionné de jeunes citoyens, car un amendement voté en 1998 a permis à ceux nés après 1991 d'obtenir la citoyenneté plus facilement. 47 % était des non-citoyens et le dernier 3 % était des citoyens d'autres pays. Plusieurs non-citoyens ont toujours leur passeport soviétique (Heleniak 2006). Au total, plus de 20 % de la population lettone est toujours non-

citoyenne. Les non-citoyens peuvent voyager avec un passeport de non-citoyen qui donne presque les mêmes droits qu'un passeport de citoyen. En 2004, 690 000 passeports de non-citoyens avaient été émis (Heleniak 2006). En date du 31 juillet 2008, près de 130 000 personnes avaient été naturalisées depuis l'indépendance (Board for Citizenship and Migration Affairs 2008).

Nous arrivons au point important de cette thèse : cette population russe est également Lettone. Elle se sent Lettone et la Lettonie est 'leur' pays. Déjà en 1991, elle votait en faveur de l'indépendance de la Lettonie. Quand elle va en Russie, elle ne sent pas à sa place. Qui sont ces gens qui sont chez eux mais qui ne sentent pas chez eux ?

Pour les Russes-Lettons, la Russie n'est qu'une nation imaginée et l'URSS qu'un souvenir. C'est à se demander : pourquoi entendons-nous parler tant que cela de la minorité russe lettone ? Après tout, « the Russophones of Estonia and Latvia are one of the largest minority groups in the EU » (Hughes 2005, p. 741). Il ne faut pas oublier que comme cela est souvent le cas, la diaspora entre dans une relation de pouvoir avec un autre groupe, celui dominant. Moscou a brandi la menace de sanctions à chaque fois que la Lettonie préparait de nouvelles lois concernant la citoyenneté. Mais nous l'avons vu, certains Russes-Lettons ne veulent pas l'aide de Moscou. La Russie s'en prend à ses anciens 'compatriotes' car elle n'accepte toujours pas ce qui s'est déroulé en 1991. Elle a toujours été une superpuissance et aspire à le devenir encore²⁷. Elle détient des médias et des liens plus puissants que la Lettonie pour diffuser ses opinions.

²⁷ Songeons au rôle qu'a eu Moscou dans les affrontements en Géorgie en juillet et août 2008.

Il y a quelque chose de paradoxal à voir Moscou accuser la Lettonie de génocide ethnique car l'accusation pourrait être réciproque, quoique la Russie ne soit pas l'URSS. De même quand on accuse la Lettonie aujourd'hui d'assimiler sa minorité russe : comme le disait Gellner, « Neither nations nor states exist at all times and in all circumstances » (Gellner 1983, p. 6). Une différence réside dans les conditions et les contextes d'émigration et de migration qui n'étaient pas les mêmes. Une autre réside dans le fait que la Russie n'a jamais été en voie d'extinction.

En 2008, la Lettonie peut-elle devenir un peu plus souple ? Les Russes s'intègrent de plus en plus et des efforts sont faits pour rapatrier des Lettons à l'étranger. Au début la population russe non citoyenne ne pouvait voter ni être propriétaire d'une terre. En 2005, la Lettonie a signé la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe. Celle-ci assure aux minorités un traitement égal devant la loi. Ce genre de changements se fait toujours lentement. Alors, posons la question ainsi : la nation lettone est-elle en sécurité en 2008 ? Pour répondre à cette question, nous avons dû dans cette thèse passer par des détours. Nous avons tour à tour discuté de nation, de langue, de relations ethniques et de diaspora.

Une nation fragile

Les trois pays baltes ont été parmi les premiers à quitter l'empire soviétique quand celle-ci s'est effondrée. En 2004, tous trois se sont joints à l'OTAN et à l'Union européenne. Ces deux dernières adhésions ont joué un rôle important dans leur relation envers leurs minorités : la Lettonie a dû adoucir certaines de ses lois. Mais d'un autre côté, être membre de l'UE offre une protection générale. Depuis leur indépendance, les relations avec la Russie

ont été tumultueuses. Les minorités russes exigent plusieurs choses et « no democratic state can uphold for very long a situation in which a significant percentage of the permanently resident population is excluded from political rights » (Koopmans and Statham 2000, p. 24). Les liens avec la Russie sont de nature amour / haine : « the Balts need Russia, but Russia also needs the Balts » (Clemens 1999, p. 190). La jeune nation lettone est-elle en jeu ?

Les versions sont différentes quant à l'origine exacte des nations. Selon différentes thèses, la nation serait née soit avec la Réforme, soit au XVII^e siècle avec le traité de Westphalie qui déclarait l'intégrité territoriale ou aux alentours des Révolutions française, américaine et industrielle. Cependant, plusieurs sont d'accord pour dire que la nation a vécu ses beaux jours vers la fin du XIX^e siècle avec l'état-nation. Aujourd'hui, il semble que le concept soit sur son déclin. La mondialisation ne semble pas se soucier des frontières et les traités et organisations supranationales sont à la hausse.

Mais si les organisations internationales ont tendance à regrouper de nombreux pays, il y a une recrudescence du nombre de pays. La quête d'identité semble faire croire à certains, que tout est possible. C'est ce désir d'être libre soi-même qui pousse plusieurs à vouloir également une nation libre : « nationalism becomes at once a compelling means of both locating and depicting their selves » (Cohen 1996, p. 808). Est-il à contre-courant pour la nation lettone de vouloir se solidifier lorsqu'on parle de diminution de pouvoir de la nation ? Il ne faut pas oublier que certaines choses sont là pour rester : « boundary creation, maintenance and transcendence will be integral features of human behaviour for as long as human beings demand a measure of autonomy and self-direction » (O'Dowd 2002, p. 15).

La Lettonie goûte encore aux joies de l'indépendance de 1991 et pour avoir été conquise et annexée dans son histoire, elle sait qu'il ne faut prendre rien pour acquis. Une jeune nation est toujours fragile. Au milieu des années 90, il y avait trois sources majeures de conflit pour les minorités : frustrations envers les permis de résidence, envers la naturalisation et les inégalités socio-économiques (Graeme et Löfgren 2001, p. 281).

Une nation se définit par plusieurs facteurs : la culture, la langue, la religion, etc. En mécanisme de défense envers son importante minorité, la Lettonie a décidé d'utiliser les lois pour protéger sa nation et dans ce cas-ci, cela s'est traduit par une défense de la langue. L'indépendance était proche pour une population qui n'a jamais voulu faire partie de l'empire soviétique : « opposition to the political status quo has been an undercurrent in the Baltic republics since their occupation and incorporation into the USSR » (Misiunas 1990, p. 221). Il ne faut pas oublier que les résidents des pays baltes étaient enviés : « They enjoy the highest standard of living outside of Moscow and Leningrad » (Misiunas 1990, p. 225). Les cultures minoritaires avaient peine à se développer sous l'égide de l'URSS, car celle-ci avait un contrôle sur toutes les sphères du pouvoir et empêchait toute organisation des minorités.

Une langue précieuse

Pour certains, l'importance de la langue pour définir une nation est fondamentale : « no group can regard itself as a nation unless it possesses its own language » (Panayi 1999, p. 4). De plus, « 'native language' is an important ethnic marker » (Anderson et Silver 1989, p. 614). La Lettonie ne fait pas exception et il semble que ce soit principalement le motif de la langue qui la pousse à empêcher l'émancipation de la diaspora russe à l'intérieur de ses

frontières. La langue est la base de plusieurs mouvements : « language [is] perhaps the most important basis for the development of political ethnicity » (Panayi 1999, p. 4).

La langue est en grande partie à l'origine des nations – son rôle dans le système industriel pour Gellner et le capitalisme écrit pour Anderson – et également de la renaissance d'une nation. Elle soude les gens ensemble même si ces gens ne se connaîtront jamais tous, comme le mentionnait Anderson. Que ce soit pour avoir un système d'écriture unique et compréhensible par tous ou pour pouvoir négocier et échanger, une langue commune a ses avantages.

Même si les Lettons avaient des écoles et des médias dans leur langue, les Russes étaient surreprésentés dans certains domaines (génie, droit, économie) et la connaissance du russe avait plusieurs avantages (emplois dans de grosses entreprises, dans le monde académique, dans l'armée, au sein du Parti, dans le gouvernement, etc.). La langue russe pouvait être un lien potentiel de fraternité avec les Russes mais comme l'écrit Renan, « la langue invite à se réunir; elle n'y force pas [...]. Il y a dans l'homme quelque chose de supérieur à la langue : c'est la volonté » (Renan 1992, p. 49).

De savoir que d'autres gens, que ce soit quelques millions ou des centaines de millions, ont en commun avec vous ce point qu'est la langue offre la possibilité de discuter avec d'autres personnes et d'exprimer ses craintes et espoirs. Et si cette personne parle la même langue que la vôtre, les chances sont qu'elle aura d'autres choses en commun – elle a vécu la même histoire, elle est partisane de la même équipe de football, etc. Elle est en plus un outil qui peut avoir une forte efficacité : quiconque ne partage pas la même langue n'a pas droit aux mêmes bénéfices que ceux qui la parlent.

Pour que tous ses citoyens puissent discuter dans une seule et même langue, cela exige des sacrifices. « The making of a nation is thus a problem very much linked to the project of *integration and standardization* » (Löfgren 1989, p. 15-16). Après l'indépendance, la langue lettone a été valorisée sous plusieurs formes incluant dans le domaine académique (Björklund 2003, p. 272). Ce sont les minorités qui vont souffrir les premières, car ils ne parlent pas cette langue. Les minorités ont-ils les conditions qu'il faut pour apprendre la langue ou peut-être ne veulent-ils pas l'apprendre ? Pour reprendre les mots qu'utilisait Gellner quand il parlait des origines de la nation, « only education makes a full man and citizen, and that education must be in some linguistic medium » (Gellner 1964, p. 160). C'était le cas pour la période où les nations émergeaient et il semble que ce soit encore le cas aujourd'hui. Il faut donc se demander pourquoi rassemble-t-on les gens autour d'une langue. D'où vient cette puissance ? Était-ce car l'une des premières choses que l'on fait en venant au monde est de parler ?

Des relations ethniques encore tendues

L'effondrement de l'URSS a bouleversé la vie de plusieurs centaines de millions de personnes. « At the time of the breakup of the Soviet Union, there were 53 ethnic homelands, 15 of which became the successor states to the Soviet Union » (Heleniak 2004, p. 99).

La Lettonie a multiplié les efforts pour préserver sa langue tout de suite après l'acquisition de son indépendance et plusieurs organisations ont critiqué les lois lettones empêchant l'obtention de la citoyenneté à ses minorités.

Plusieurs scénarios possibles concernent la diaspora russe et quelques prédictions ont déjà été effectuées : réunion de tous les Russes dans le même pays en alternant les frontières, augmentation de la frustration des minorités russes car c'est la tradition des Russes de se grouper autour du même état (Zevelev 2001) ou opposition au nationalisme hégémonique en incorporant les régions à majorité russes à la Russie (Kaiser et Chinn 1996). Cependant, Barrington et ses collègues croient que la diaspora russe n'est pas disposée à une intervention imminente politique russe (Barrington et al. 2003).

Une diaspora soudaine

Parler de diaspora est souvent délicat, car personne ne s'entend sur une unique définition et même s'ils le faisaient, certaines personnes se sentiraient incluses dans celle-ci et d'autres pas. Au concept de Brubaker de diaspora accidentelle, nous proposons au lieu celui de diaspora soudaine qui enlève le côté imprévisible de l'accident.

Il y a plusieurs côtés dramatiques reliés aux événements de 1991 pour les citoyens soviétiques dont celui lié au fait que des gens se sont retrouvés dans le temps de le dire dans un nouveau pays : « some 25 million ethnic Russians have been transformed, by a drastic shrinkage of political space, from privileged national group, culturally and politically at home throughout the Soviet Union, into minorities of precarious status, disputed membership, and uncertain identity in a host of incipient non-Russian nation-states » (Brubaker 1996, p. 7). Ces gens font-ils partie de la diaspora ? Et leurs enfants ?

Le terme diaspora est utilisé à plusieurs escients et peut-être trop souvent. Veut-il encore dire quelque chose aujourd'hui ? Comme cela a été le cas avec les minorités russes

dans les nouveaux états créés après l'effondrement de l'URSS, le terme de diaspora n'est pas le plus approprié car chaque situation est différente. Il est donc difficile, même si pour des raisons d'organisation il serait tentant de le faire, d'étiqueter ces 25 millions de personnes de la même manière : « What is most important from the point of view of diaspora formation is that the Russian-speakers are far from being unanimous in their attitudes toward Russia, perceptions of their homeland, and civil loyalties » (Kosmarskaya 2004, p. 268).

Comme Yuval-Davis demande, « what should happen to those members of the civil society who cannot or would not become full members of that 'community'? » (Yuval-Davis 1997, p. 71). Chez la diaspora russe d'après 1991, certains ne voulaient pas devenir des citoyens d'un nouveau pays. Certains sont retournés en Russie, poussés par des politiques discriminatoires. D'autres étaient en Lettonie depuis des dizaines d'années et se considéraient chez eux mais se sont vu refuser la citoyenneté.

De plus, différentes communautés russophones vont dans différentes directions – les unes vers la Russie, les autres vers l'Ouest. Elles ne sont donc pas homogènes : « In some places, like the Ukraine, their settlements can be very old, while for instance in Lithuania, Latvia and Estonia most Russians have settled since World War II. [...] Blue-collar workers dominate in the Baltic region, while the Central Asian Russians to a much larger degree belong to the well-educated technical intelligentsia in the higher income brackets. In almost all cases they are city-dwellers, except in Northern Kazakhstan, where the majority of them till the land » (Kolstø 1993, p. 200). De plus, il est à noter que l'activisme politique (une forme de contestation et de regroupement) est sur un déclin chez les minorités russes (Kosmarskaya 2004).

Ouverture

La Lettonie a plusieurs points en commun avec le Québec à commencer par l'ancienne présidente de 1999 à 2007, Vaira Vike-Freiberga, qui a vécu et enseigné à Montréal pendant des dizaines d'années. Deuxièmement, nous pouvons également être surpris de voir la langue lettone et la langue française au Québec encore présentes aujourd'hui. Troisièmement, la plupart des habitants de la Lettonie connaissent le russe mais pas tous ne savent le letton. Apprendre la langue anglaise au Québec est souvent vue comme un atout tandis qu'apprendre la langue française pour des Canadiens anglophones n'a pas la même portée.

Le Québec et la Lettonie ont adopté des lois controversées liées à la langue, comme la loi 101 au Québec. Birnbaum cite Charles Taylor : « Taylor hopes to defend *la nation Québécoise* by preserving French against the similarly false universalizing embrace of English » (Birnbaum 1996, p. 37). La Lettonie a son universel aussi, et c'est le russe. La langue représente le cœur de la culture. Quelles politiques des deux pays ont bien fonctionné pour protéger sa culture sans compromettre celle des minorités ?

Que se passera-t-il dans les années à venir dans les pays baltes ? Y aura-t-il une montée du nationalisme pour contrer les efforts de la diaspora russe ? Ou peut-être la réponse se trouve-t-elle dans le multiculturalisme. « Multiculturalism refers to the struggle, the political mobilization but also the policy and institutional outcomes, to the forms of accommodation in which 'differences' are not eliminated, are not washed away but to some extent recognized » (Modood 2007, p. 39). Dans ce cas-ci, les russophones dans les pays baltes et autres anciennes républiques devraient également contribuer. D'autres pays ont

réussi dans leurs efforts pour un multiculturalisme, tels le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne, malgré certaines réserves.

Bien sûr des solutions s'offrent à la Lettonie pour réduire les tensions, telle la migration russe, un redessinement des frontières ou une meilleure protection des minorités. Une autre réside dans l'éducation bilingue : « multilingual education in the Baltics could lead to a better integration of minorities in society, with the preservation of their own language and culture » (Mercator 2005, p. 6).

De cette façon, la population russe augmenterait ses chances sur le marché du travail et la langue russe serait aussi préservée en Lettonie (Mercator 2005, p. 5). Cependant, il y a quelques obstacles. Le premier est le manque de bonne volonté du gouvernement qui ferme des écoles russes. Ouvertement il peut prôner l'éducation bilingue mais avec le but d'introduire le letton partout. De plus, il y a un manque de fonds. La Lettonie utilise encore des manuels scolaires datant de l'époque soviétique et certains professeurs sont sous-payés (Mercator 2005, p. 3-4).

Comme c'est souvent le cas, des efforts sont nécessaires des deux côtés pour aller vers l'intégration et vers le multiculturalisme plutôt que vers l'assimilation. La Lettonie doit être à l'écoute de ses différentes communautés, surtout celle russophone, et celle-ci doit oublier l'époque soviétique où elle représentait la majorité, s'affranchir de Moscou et accepter son statut de minorité (Plasseraud 2003, p. 293).

ANNEXE : Carte de la Lettonie



Source : CIA World Factbook 2005

BIBLIOGRAPHIE

- ADREY, J.-B. (2005) « Minority Language Rights Before and After the 2004 EU Enlargement : The Copenhagen Criteria in the Baltic States », *Journal of multilingual and multicultural development*, Vol. 26, Numéro 5, pp. 453-468.
- ALBA, R. et V. NEE (2005) *Remaking The American Mainstream: Assimilation And Contemporary Immigration*, Harvard, Harvard University Press.
- ANDERSON, B. A. et B. D. SILVER (1989) « Demographic Sources of the Changing Ethnic Composition of the Soviet Union », *Population and Development Review*, Vol. 15, Numéro. 4, pp. 609-656.
- ANDERSON, B. (1991) *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso.
- ANDERSON, J., O'DOWD, L. et WILSON, T. M. (2002) « Why Study Borders Now? », *Regional and Federal Studies*, Vol. 12, Numéro 4, pp. 1-12.
- AUERS, D. (2003) « The Political Consequences of EU Accession for the Baltic States », *Baltic Journal of Economics*, Vol. 3, Numéro 2, pp. 67-73.
- BALTIC STATES REPORTS (2004) « Putin Calls for Quotas to Protect Russians in Baltic States », *RadioFreeEurope*, 8 janvier 2004, Vol. 4, Numéro 1, <<http://www.rferl.org/reports/balticreport/2004/01/1-080104.asp>> (22 janvier 2007).
- BARRINGTON, L. W., HERRON, E. S. et SILVER, B. D. (2003) « The Motherland Is Calling: Views of Homeland among Russians in the near Abroad », *World Politics*, Vol. 55, Numéro 2, pp. 290-313.
- BARTH, F. (1969) « Pathan Identity and its Maintenance » in *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organisation of Culture Difference*, London, George Allen and Unwin, pp. 117-134.
- . (1999) « Les groupes ethniques et leurs frontières » in Poutignat, P. et J. Streiff-Fenart (eds), *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF.
- BAYOU, C. (2005) *Itinéraires baltes. Estonie, Lettonie, Lituanie*, Paris, Regard sur l'Est.
- BILEFSKY, D. (2006) « Latvia Fears New 'Occupation' by Russians but Needs the Labor », *The New York Times*, Nov 16, 2006.
- BIRNBAUM, P. (1985) « La fin de l'état ? », *Revue Française de Science Politique*, Vol. 35, Numéro 6, pp. 981-998.

- . (1996) « From Multiculturalism to Nationalism », *Political Theory*, Vol. 24, Numéro 1, pp. 33-45.
- BJÖRKLUND, F. (2003) « Pedagogy of the Nation. Nation-building and Education in Latvia », in Lindqvist, M (ed.), *Re-inventing the Nation. Multidisciplinary Perspectives on the Construction of Latvian National Identity*, Botkyrka, Multicultural Centre.
- Board for Citizenship and Migration Affairs (2008) *The Naturalization Board : Figures and Fact*, <<http://www.np.gov.lv/index.php?id=469&top=469>> (2 août 2008).
- BOUDON, R. et al. (1999) *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Larousse.
- BRAH, A. (1996) *Cartographies of Diaspora: contesting identities*, London / New York, Routledge.
- BREMMER I. et R. TARAS (1993) *Nation and politics in the Soviet successor states*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BRUBAKER, R. (1991) « Citizenship Struggles in Soviet Successor States », *International Migration Review*, Vol. 26, Numéro 2, pp. 269-291.
- . (1995) « National minorities, nationalizing states, and external national homelands in the new Europe », *Daedalus*, Vol. 124, Numéro 2, pp. 107-132.
- . (1996) *Nationalism reframed: nationhood and the national question in the new Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- . (1999), « The Manichean Myth: Rethinking the Distinction Between ‘Civic’ and ‘Ethnic’ Nationalism », *Nation and National Identity: The European Experience in Perspective*, ed. Hanspeter Kriesi et al, Zurich, Ruegger, pp. 55-71.
- . (2000) « Accidental Diasporas and External ‘Homelands’ in Central and Eastern Europe: Past and Present », *Institute for Advanced Studies*, Vienna, Political Science Series, Numéro 71.
- . (2004) *Ethnicity without Groups*, Cambridge, Harvard University Press.
- . (2005) « The ‘diaspora’ diaspora », *Ethnic and racial studies*, Vol. 28, Numéro 1, pp. 1-19.
- BUHBE, M. et I. KEMPE (2005) *Russia, the EU and the Baltic States*, Baltic Center for Russian Studies, Moscow, <http://www.cap.lmu.de/download/2006/2006_Russia-EU-Baltic.pdf> (26 janvier 2007).
- CARRÈRE D'ENCAUSSE, H. (1978) *L'Empire éclaté : La révolte des nations en U.R.S.S.*,

Paris, Flammarion.

_____. (1987) *Le grand défi*, Paris, Flammarion.

_____. (1990) *La gloire des nations*, Paris, Fayard.

CHINN, J. et L. A. TRUEX (1996) « The Question of Citizenship in the Baltics », *Journal of Democracy*, Vol. 7, Numéro 1, pp. 133-147.

CHINN, J. et R. KAISER (1996) *Russians as the New Minority: Ethnicity and Nationalism in the Soviet Successor States*, New York, Westview Press.

CIA WORLD FACTBOOK (2005) *Carte de la Lettonie*,
<http://commons.wikimedia.org/wiki/Image:Carte_de_Lettonie.png> (12 août 2008).

CLEMENS, W. C. (1999) « The Baltic Republic, Russia, and Energy: From Dependency to Interdependence? », *SAIS Review*, Vol. 19, Numéro 1, pp. 190-208.

COHEN, A. P. (1996) « Personal Nationalism: A Scottish View of Some Rites, Rights, and Wrongs » *American Ethnologist*, Vol. 23, Numéro 4, pp. 802-812.

Commission for Racial Equality (2006) « Words and meaning : Segregation, Assimilation, Integration and multiculturalism », <<http://83.137.212.42/sitearchive/cre/diversity/wordsandmeanings/essay9.html>> (22 juillet 2008).

Commission on Security and Cooperation in Europe (1992) *Russians in Estonia: problems and prospects : a report*, Washington, The Commission.

CROOKE, E. (2001): « Confronting a Troubled History: which past in Northern Ireland's museums? », *International Journal of Heritage Studies*, Vol. 7, Numéro. 2, pp. 119-136.

DUPUIS A. et D. THORNS (1998) « Home, Home ownership and the Search for Ontological Security », *The Sociological Review*, Vol. 46, Numéro 1, pp. 24-47.

ECKSTEIN, H. (2000) « Case Study and Theory in Political Science » in Gomm, R., Hammersley, M. et Foster P. (eds), *Case Study Method*, Thousand Oaks, SAGE Publications, pp. 119-163.

FEDOROV, G. M. (1998) « Russian Island in the Baltic Sea Region », *21st Century Challenges for the Baltic Sea Region and European Security*, Helsinki, Nordic Forum for Security Policy, pp. 103-108.

FELDMAN, G. (2005) « Essential Crises : A Performative Approach to Migrants, Minorities, and the European Nation-State », *Anthropological Quarterly*, Vol. 78, Numéro 1, pp. 213-246.

- FOWKES, B. (2002) *Ethnicity and ethnic conflict in the post-communist world*, Basingstoke / Hampshire / New York, Palgrave.
- FROGNIER, A.-P. (2001) « Nation : Sociological Aspects » in Smelser, N. J. et P. B. Baltes (eds), *International encyclopedia of the social & behavioral sciences*, Amsterdam / New York, Elsevier, pp. 10294-10298.
- FRYKMAN, J. (1999): « Belonging in Europe. Modern Identities in Minds and Places », *Ethnologia Europaea*, Vol. 29, Numéro 2, pp. 13-23.
- FURNIVALL, J. S. (1939) *Netherlands India*, Cambridge, Cambridge University Press.
- _____. (1948) *Colonial Policy and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GELAZIS, N. M. (2004) « The European Union and the Statelessness Problem in the Baltic States », *European Journal of Migration and Law*, Vol. 6, Numéro 3, pp. 225-242.
- GELLNER, E. (1964) *Thought and Change*, London, Weidenfeld and Nicolson.
- _____. (1981) « Nationalism », *Theory and Society*, Vol. 10, Numéro 6, pp. 753-776.
- _____. (1983) *Nations and Nationalism*, Ithaca, Cornell University Press.
- _____. (1991) « Le nationalisme en apesanteur », *Terrain*, Vol. 17, pp. 7-16, <<http://terrain.revues.org/document3006.html>> (11 février 2007).
- _____. (1994) « Nationalisms and the New World Order », *Bulletin of the American Academy of Arts and Sciences*, Vol. 47, Numéro 5, pp. 29-36.
- GELLNER, E. et A. D. SMITH (1996). « The nation: real or imagined?: The Warwick Debates on Nationalism », *Nations and Nationalism*, Vol. 2, Numéro 3, pp. 357-370.
- GINKEL, J. (2002) « Identity Construction in Latvia's 'Singing revolution': Why Inter-Ethnic Conflict Failed to Occur », *Nationalities Papers*, Vol. 30, Numéro 3, pp. 403-433.
- GLAZER, N. (1993) « Is Assimilation Dead? », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 530, Numéro 1, pp. 122-136.
- GORDON, M. (1964) *Assimilation in American life: the role of race, religion and national origins*, New York, Oxford University Press.
- GORMAN, R. F. (1995) « The Nation-State » in Magill, F. N., *International Encyclopedia of Sociology*, London / Chicago, Fitzroy Dearborn, pp. 878-881.
- GRAEME, P. H. et J. LÖFGREN, (2001) « 'Societal Security', the Baltic States and EU

- Integration », *Cooperation and Conflict*, Vol. 36, Numéro 3, pp. 273-296.
- GRAWITZ, M. (1983) *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz.
- GUPTA, A. et J. FERGUSON, (1992) « Beyond 'Culture': Space, Identity, and the Politics of Difference », *Cultural Anthropology*, Vol. 7, Numéro 1, pp. 6-23.
- HELENIAK, T. (2004) « Migration of the Russia Diaspora after the Breakup of the Soviet Union », *Journal of International Affairs*, Vol. 57, Numéro 2, pp. 99-117.
- _____. (2006) « Latvia Looks West, But Legacy of Soviets Remains », *Migration Information Source*, <<http://www.migrationinformation.org/Profiles/display.cfm?id=375>> (25 juin 2008).
- HIDEN, J. et P. SALMON (1994) *The Baltic Nations and Europe: Estonia, Latvia and Lithuania in the twentieth century*, London, Longman.
- HJEMDAHL, K. M. (2002) « History as a Cultural Playground », *Ethnologia Europaea*, Vol. 32, Numéro 2, pp. 105-124.
- HOBSBAWM, E. (1990) *Nations and Nationalism since 1780: programme, myth, reality*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HROCH, M. (1985) *Social Preconditions of National Revival in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- HUGHES, J. (2005) « Exit in deeply divided societies: regimes of discrimination in Estonia and Latvia and the potential Russophone migration », *Journal of Common Market Studies*, Vol. 43, Numéro 4, pp. 739-762.
- HUYSMANS, J. (2000) « The European Union and the Securitization of Migration », *Journal of common market studies*, Vol. 38, Numéro 5, pp. 751-777.
- IWASKIW, W. R. (1995) *Latvia: A Country Study*, Washington, GPO for the Library of Congress.
- JÖNSSON, C., TÄGIL, S. et TÖRNQVIST, G. (2000) *Organizing European Space*, London / Thousand Oakes / New Delhi, SAGE Publications.
- JUTEAU, D. (1999) *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal, Les presses de l'Université de Montréal.
- KOLSTØ, P. (1993) « The New Russian Diaspora. Russians Outside Russia. Minority Protection in the Soviet Successor States », *Journal of Peace Research*, Vol. 30, Numéro 2, pp. 197-217.

- _____. (1995) *Russians in the former Soviet republics*, London, Hurst & Company.
- _____. (1996a) « Nation-Building in the Former USSR », *Journal of Democracy*, Vol. 7, Numéro 1, pp. 118-132.
- _____. (1996b) « The New Russian Diaspora – An Identity of its Own? », *Ethnic and Racial studies*, Vol. 19, Numéro 3, pp. 609-639.
- KOOPMANS, R. et P. STATHAM (1999) « Challenging the liberal nation-state? Postnationalism, multiculturalism, and the collective claims making of migrants and ethnic minorities in Britain and Germany », *American Journal of Sociology*, Vol. 105, Numéro 3, pp. 652-696.
- _____. (2000) *Challenging Immigration and Ethnic Relations Politics: Comparative European Perspectives*, Oxford, Oxford University Press, pp. 13-56.
- KOOPMANS, R., STAHAM. P., GIUGNI, M. et PASSY, F. (2005) *Contested citizenship. Immigration and cultural diversity*, Minnesota, University of Minnesota Press.
- KOSMARSKAYA, N. (2004) « Post-Soviet Russian Diaspora », in *Encyclopedia of Diasporas Immigrant and Refugee Cultures Around the World*, New York / Boston / Dordrecht / London / Moscow, Kluwer Academic / Plenum Publishers, pp. 264-272.
- KOZLOZ, V. I. (1982) *Processus ethniques en U.R.S.S.*, Moscou, Éditions du Progrès.
- KOLTCHANOV, B. (2005) « Latvia » in C. Skutsch (ed), *Encyclopedia of the world's minorities*, New York, Routledge.
- KUODYTE B. et A. ZEMEROVA (2006) *Russians in the Baltics: Full-right members of society or not?*, <http://www.apenrade.dk/m99_russiansinbaltics.html> (22 janvier 2007).
- KYMLICKA, W. (1995) *Multicultural Citizenship*, Oxford, Oxford University Press.
- LAITIN, D. D. (1991) « The National Uprisings in the Soviet Union », *World Politics*, Vol. 44, Numéro 1, pp. 139-177.
- _____. (1998) *Identity in formation: the Russian-speaking populations in the near abroad*, Ithaca, Cornell University Press.
- Latvian central statistic bureau (2008) *Inhabitants and Social Processes Database*, <<http://data.csb.gov.lv/DATABASEEN/Iedzsoc/databasetree.asp?lang=1>> (24 août 2008).
- Latvian Ministry of Culture (2005), *Personalities of Latvian Culture*, <<http://www.kultura.lv/en/persons/>> (11 juin 2008).

- LECLERC, J. (2007a) « Les langues baltes » dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/monde/langues_baltes.htm> (21 juin 2008).
- _____. (2007b) « Lettonie (1) Généralités » in *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval, <<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/lettonie-1gnrl.htm>> (21 juin 2008).
- LOROT, P. (1991) *Les Pays baltes : Estonie, Lettonie, Lituanie*, Paris, PUF.
- LÖFGREN, O. (1989) « The Nationalization of Culture », *Ethnologia Europaea*, Vol. 19, Numéro 1, pp. 5-24.
- MANN, M. (1984) « Nation-State » in Mann, M. (ed), *The International Encyclopedia of Sociology*, New York, Continuum, p. 257.
- MELVIN, N. (1995) *Russians beyond Russia: the politics of national identity*, London, Pinter.
- Mercator (2005) *Minority languages in the Baltics: a delicate matter*, <<http://www.mercator-education.org/minority-languages/eu-minorities/minority-languages-in-the-baltics-a-delicate-matter>> (11 février 2007).
- MISIUNAS, R. J. (1990) « The Baltic Republics: Stagnation and Striving for Sovereignty » in Hajda, L. et M. Beissinger (eds), *The Nationalities Factor in Soviet Politic and Society*, Boulder, Westview Press, pp. 204-227.
- _____. (1993) *The Baltic States*, Berkeley, University of California Press.
- MITCHELL, C. J. (2000) « Case and Situation Analysis » in Gomm, R., Hammersley, M. et Foster P. (eds), *Case Study Method*, Thousand Oaks, SAGE Publications, pp. 165-187.
- MONDEN C.W.S. et J. SMITS, (2005) « Ethnic Intermarriage in Times of Social Change : The Case of Latvia », *Demography*, Vol. 42, Numéro 2, pp. 323-345.
- MODOOD, T. (2007) *Multiculturalism*, Cambridge, Polity Press.
- MUIZNIEKS, N. (1997) « Latvia : restoring a state, rebuilding a nation » in Bremmer, I et R. Taras (eds), *New States New Politics. Building the Post-Soviet Nations*, Cambridge, Cambridge University Press.
- NAHAYLO, B. et V. SWOBODA. (1994) *Après l'Union soviétique : Les peuples de l'espace post-soviétique*, Paris, Presses universitaires de France.
- O'DONNELL, K., BRIDENTHAL, R. et REAGIN, N. (eds) (2005) *The Heimat Abroad. The Boundaries of Germanness*, Ann Arbor, The University of Michigan Press.

- O'DOWD, L. (2002): « The Changing Significance of European Borders », *Regional and Federal Studies*, Vol. 12, Numéro 4, pp. 13-36.
- PANAYI, P. (1999) *An Ethnic History of Europe Since 1945: Nations, States and Minorities*, Harlow, Longman.
- PENNAR, J. (1968) « Nationalism in the soviet Baltics » in E. Goldhagen (ed), *Ethnic Minorities in the Soviet Union*, London, Praeger, pp. 198-218.
- PETERSSON, B. (2001) *National Self-Images and Regional Identities in Russia*, Aldershot, Ashgate Pub.
- PISARENKO, O. (2006) « The acculturation modes of Russian speaking adolescents in Latvia: Perceived discrimination and knowledge of the Latvian language », *Europe-Asia Studies*, Vol. 58, Numéro 5, pp. 751-773.
- PLASSERAUD, Y. (1992) *Les États baltes*, Paris, Montchrestien.
- _____. (2003) *Les États Baltiques : Les Sociétés Gigognes. La dialectique minorités-majorités*, Crozon, Armeline.
- PORTES, A. et M. ZHOU (1993) « The New Second Generation: Segmented Assimilation and Its Variants », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 530, Numéro 1, pp. 74-96.
- POUTIGNAT P. et J. STREIFF-FENART (1999) *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF.
- PRIZEL, I. (1998) *National Identity and Foreign Policy : Nationalism and leadership in Poland, Russia and Ukraine*, Cambridge, Cambridge University Press.
- RAMJI, H. (2006) « Journeys of difference: The use of migratory narratives among British Hindu Gujaratis », *Ethnic and racial studies*. Vol. 29, Numéro 4, pp. 702-724.
- RENAN, E. (1992) *Qu'est-ce qu'une nation ? et autres essais politiques*, Paris, Presses Pocket.
- ROMANOV, A. (2000) « The Russian Diaspora in Latvia and Estonia: Predicting Language Outcomes », *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, Vol. 21, Numéro 1, pp. 58-71.
- SAFFRAIS, G. (1998) « Lente intégration des Russes dans les Pays baltes », *Le Monde Diplomatique*, <<http://www.mondediplomatique.fr/1998/02/SAFFRAIS/10013>> (20 février 2007).
- SAFRAN, W. (1991) « State, Nation, National identity, and Citizenship : France as a Test

- Case », *International Political Science Review*, Vol. 12, Numéro 3, pp. 219-238.
- SAEIDNIA, A. S. (2005) *Nations et nationalisme: Débat autour de Gellner et Hobsbawm*, Master de science politique, Université de Paris 1.
- SCHNAPPER, D. (1995) « The Idea of Nation », *Qualitative Sociology*, Vol. 18, Numéro 2, pp. 177-187.
- _____. (1998) *Community of Citizens. On the Modern Idea of Nationality*, New Brunswick / London, Transaction Publishers.
- SCHNAPPER, D. et C. BORDES-BENAYOUN (2006) *Diasporas et Nations*, Paris, Odile Jacob.
- SHLAPENTOKH, V., SENDICH, M. et PAYIN, E. (1994) *The New Russian diaspora: Russian minorities in the former Soviet republics*, Armonk, M.E. Sharpe.
- SIMPSON, J. C. (1995) « Pluralism. The Evolution of a Nebulous Concept », *American Behavioral Scientist*, Vol. 38, Numéro 3, pp. 459-477.
- SMITH, A. D. (1988) *The Ethnic Origin of Nations*, New York / Oxford, Basil Blackwell.
- _____. (1993) « A Europe of Nations. Or the Nation of Europe? », *Journal of Peace Research*, Vol. 30, Numéro 2, pp. 129-135.
- _____. (1999) *Myths and Memories of the Nation* Oxford, Oxford University Press.
- SMITH, D. J., PURS, A., A. PABRIKS et LANE, T. (2002) *The Baltic States. Estonia, Latvia and Lithuania*, London, Routledge.
- SMITH, G. (1994) *The Baltic States: The National Self-Determination of Estonia, Latvia and Lithuania*, Basingstoke, Macmillan.
- _____. (1999) « Transnational politics and the politics of the Russian diaspora », *Ethnic and Racial Studies*, Vol. 22, Numéro 3, pp. 500-523.
- SMITH, G. et al. (1998) *Nation-building in the Post-Soviet Borderlands. The Politics of National Identities.*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SMITH, M. G. (1969) « Institutional and Political Conditions of Pluralism. » in L. Kuper et Smith, M. G. (eds), *Pluralism in Africa*, Berkeley / Los Angeles, University of California Press, pp. 27-65.
- SOCOR, V. (2005) « Kremlin Redefining Policy in 'Post-Soviet Space' », *Eurasia Daily Monitor*, The Jamestown Foundation, <http://www.jamestown.org/edm/article.php?article_id=2369222> (2 juin 2008).

- SVENSSON, B. (1998) « The Nature of Cultural Heritage Sites », *Ethnologia Europaea*, Vol. 28, Numéro 1, pp. 5-16.
- SZPORLUK, R. (1990) « The Imperial Legacy and the Soviet Nationalities Problem » in Hajda, L. et M. Beissinger (eds), *The Nationalities Factor in Soviet Politics and Society*, Boulder, Westview Press, pp. 1-23.
- TOLZ, V. (1998) « Forging the Nation: National Identity and Nation Building in Post-Communist Russia », *Europe-Asia Studies*, Vol. 50, Numéro 6, pp. 993-1022.
- VAN ELSUWEGE, P. (2004) *Russian-Speaking Minorities in Estonia and Latvia Problems of Integration at the Threshold of the European Union*, Flensburg, European Centre for Minority Issues.
- VICKERS, A. (2004) « The Classics in Indonesian Studies: J.S Furnivall's Netherlands India », Conference of the Asian Studies Association of Australia, in Canberra, 29th June - 2nd July.
- VIHALEMM, T. (2007) « Crystallizing and Emancipating Identities in Post-Communist Estonia », *Nationalities Papers*, Vol. 35, Numéro 3, pp. 477-502.
- VUJACIC, V. (2001) « Nationalism, Sociology of » in Smelser, N. J. et P. B. Baltes (eds), *International encyclopedia of the social & behavioral sciences*, Amsterdam / New York, Elsevier, pp. 10365-10371.
- WAHLBÄCK, K. (2006) *The Russians in Estonia and Latvia: The Present Situation and Prospects for the future*, <<http://stockholm.usembassy.gov/bsconf/wahlback.html>> (26 janvier 2007).
- WILLIAMS, J. A. et S. T. ORTEGA (1990) « Dimensions of Ethnic Assimilation: An Empirical Appraisal of Gordon's Typology », *Social Science Quarterly*, Vol. 71, Numéro 4, pp. 697-710.
- YIN, R. K. (1984) *Case study research : designs and methods*, Beverly Hills, SAGE.
- _____. (2003) *Applications of case study research*, London, SAGE.
- YUVAL-DAVIS, N. (1997) *Gender and nation*, London, SAGE.
- ZEVELEV, I. (2001) *Russia and its new diasporas*, Washington D.C., United States Institute of Peace Press.
- ZUELOW, E. G. (2007) *The Nationalism Project*, <<http://www.nationalismproject.org>> (11 mars 2007).